

# **Registre des délibérations - décisions**

## **TOME II**

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 07 octobre 2013**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 07 novembre 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mise en conformité du Parc Darwin Demande de subvention auprès de l'Agence de l'eau

Jacques TOUCHON rapporte :

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 80 hectares de garrigues et bois méditerranéens au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus de 450 animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé aménagé en parc zoologique depuis 1964 connaît un succès croissant ; C'est plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Ce site doit pouvoir bénéficier de toute la protection et la sécurité compatible avec son usage tout en préservant sa spécificité exceptionnelle.

Ainsi, il doit assurer les fonctions essentielles suivantes :

- accueillir gratuitement le public, les écoles, les promeneurs, les joggeurs...,
- assurer les soins et l'hygiène des animaux,
- entretenir les installations nécessaires au fonctionnement du parc (bâtiments des agents, locaux à fourrages, stockage des fumiers, engins d'entretien, quarantaine, locaux de surveillance...),
- entretenir les espaces boisés et les clôtures,
- assurer la sécurité du site.

Afin de mettre en conformité l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic sur l'ensemble des installations a été réalisé à la fin de l'année 2012.

Ce diagnostic a notamment mis en avant la nécessité de reprendre une grande majorité des locaux de la zone technique et de parfaire les accès et cheminements de sécurité à l'intérieur du Parc.

L'agrandissement de la zone technique, vital pour l'exploitation du zoo, va nécessiter la création d'un réseau pluvial sur la totalité de la zone pour pouvoir récupérer les eaux pluviales de toitures, traiter les eaux pluviales de chaussée avant rejet au milieu naturel ou les utiliser en eaux brutes pour le fonctionnement des installations techniques de la zone.

L'Agence de l'eau est en mesure de subventionner les études et les travaux d'ouvrages hydrauliques susceptibles de traiter les eaux polluées et de les réutiliser.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer un dossier de demande de subvention auprès des services de l'Agence de l'Eau et plus généralement de signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**



Direction des Relations aux  
Publics  
Service Communal Hygiène  
et Santé

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 402

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) SOCIETE ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON Autorisation d'exploiter une installation de tri et de valorisation de déchets non dangereux

Jacques TOUCHON rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2013-I-1281 en date du 2 juillet 2013, monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui se déroule du lundi 2 septembre 2013 au mardi 1er octobre 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur LEBERTOIS, Président Directeur Général de la Société ONYX sis 535 rue du Mas Saint Pierre, ZAC Tournezy à Montpellier. Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'une installation de tri et de valorisation de déchets non dangereux sis 535 rue du Mas Saint Pierre, ZAC Tournezy à Montpellier (cf. annexe 1).

La société exploite actuellement un centre de tri et de valorisation de déchets non dangereux, régulièrement autorisé au titre des ICPE, dans le cadre d'un arrêté préfectoral délivré le 19 juin 2003.

Le conseil municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis concernant l'enregistrement de cette ICPE, située sur le territoire communal au 535 rue du Mas Saint Pierre à Montpellier.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1432, 1434, 2662, 2713-2, 2714-1, 2791-2, et 2930 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente, et considérant que les éléments fournis dans le dossier technique mettent en évidence des émergences sonores dépassant les seuils réglementaires et en l'absence d'éléments concrets, à jour, concernant la mise en place de mesures compensatoires et l'efficacité de ces dernières :

Il est proposé au Conseil Municipal, d'émettre un avis défavorable concernant ce projet.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013



## PRÉFET DE L'HÉRAULT

### *Installations classées pour la protection de l'environnement*

### **AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

sur la demande formulée par la Société ONYX Languedoc Roussillon, dont le siège social est situé à MAUGUIO (34130), rue St Exupéry, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter, une installation de tri et de valorisation de déchets non dangereux, 535 rue du Mas St Pierre, ZAC de Tournezy à MONTPELLIER, relevant des rubriques n° 2713-2 (installation de transit, regroupement ou de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) n° 2714-1 (installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux de papiers, cartons...), n° 2791-2 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780 à 2782) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Cette demande sera soumise à une enquête publique du lundi 2 septembre 2013 au mardi 1<sup>er</sup> octobre 2013 inclus.**

Monsieur Guy LEVÉ, Directeur Général de société, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier soumis à enquête (qui comprend l'étude d'impact réglementaire ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de MONTPELLIER, commune d'implantation de l'installation.

Les communes de LATTES et SAINT JEAN DE VEDAS sont concernées par le périmètre d'affichage. Le dossier sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies :

**MONTPELLIER, service communal hygiène et santé, Parvis G. FRECHE :**

- du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

**LATTES, service urbanisme :**

- du lundi au jeudi de 8h à 12h et de 13h à 17h
- vendredi de 8h à 12h et de 13h à 16h

**SAINT JEAN DE VEDAS, 4 rue de la mairie :**

- du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30
- vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est M. BLAYE, Directeur agence Hérault Aude, Société VEOLIA Propreté – Tél : 04.67.13.73.09

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'Environnement.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner, si elles le souhaitent, leurs observations, sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de MONTPELLIER, commune d'implantation de l'installation et siège de l'enquête. Le Commissaire enquêteur recevra les observations du public :

à la mairie de MONTPELLIER, service communal hygiène et santé les :

- |                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| - lundi 2 septembre 2013             | de 9h à 12h  |
| - lundi 16 septembre 2013            | de 9h à 12h  |
| - mardi 1 <sup>er</sup> octobre 2013 | de 14h à 17h |

Toute personne pourra prendre connaissance à la mairie de MONTPELLIER, commune d'implantation de l'installation, à la Préfecture de l'Hérault ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (<http://www.herault.pref.gouv.fr>), du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

## **Séance publique du lundi 7 octobre 2013**

**Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **Opération CAMPERIOLS Avenue des Moulins/ rue des Avelaniers Marché à Procédure Adaptée n°3D0302239001 Autorisation de signer les marchés**

Philippe THINES rapporte :

Sur le site d'un ancien EPHAD, la résidence «Campériols» à proximité du Petit Bard, quartier en cours de rénovation urbaine, la Ville a décidé de réaliser une opération de 84 logements mixtes (logements publics/privés et individuels/collectifs).

Cette opération de construction en cours de finition, se situe sur un terrain situé à l'angle de la rue des Avelaniers et de l'avenue des Moulins.

La Ville s'est engagée à requalifier les espaces publics bordant les opérations, en répondant aux objectifs suivants :

- réalisation de trottoirs accessibles aux PMR ;
- réalisation de places de stationnements longitudinales au droit de l'opération ;
- plantations d'arbres d'alignement ;
- sécurisation du carrefour ;
- réduction de la vitesse des véhicules au droit de l'entrée principale de l'opération ;
- enfouissement des réseaux et reprise de l'éclairage public au droit de l'opération.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 4 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 réseau pluvial, lot 4 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - o Garanties techniques et financières ;
  - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
- Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres au cours de sa séance du 17 septembre 2013, a retenu les entreprises suivantes:

- Lot 1 Voirie : l'entreprise COLAS pour un montant de travaux de 170 092 ,70 € HT ;
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise ALLEZ pour un montant de travaux de 86 204,50 € HT ;
- Lot 3 Réseau Pluvial : l'entreprise SCAM TP pour un montant de travaux 52 030,00 € HT ;
- Lot 4 Espaces Verts : l'entreprise PPJ pour un montant de travaux 10 162, 00 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2013I26.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché n°3D0302239001 avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08 octobre 2013**

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Marché de fourniture de mâts spécifiques d'éclairage public - lot n° 2 - mâts type "Boulevards Urbains" - Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet la fourniture de mâts spécifiques d'éclairage public, type « boulevards urbains », sur la commune de Montpellier.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 33-3 al. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Cette consultation a été passée en application de l'article 77 du Code des marchés publics ;

Le marché est conclu pour une période initiale d'un à compter de sa notification, reconductible 3 fois par modes successives d'un an ;

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 150 000 € HT au maximum ;

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

- Au niveau des candidatures :
  - garanties techniques et financières
  - références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise
- Au niveau des offres :
  - valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60 %)
  - prix des prestations (40 %)

La commission d'Appel d'Offres, au cours de sa séance du 17 septembre 2013, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise TECHNILUM pour le lot n° 2 ;

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits sur la ligne de crédit 14663 – nature 2188 – fonction 90814.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0161 à l'entreprise TECHNILUM ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08 octobre 2013**

## **Séance publique du lundi 7 octobre 2013**

**Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **Modernisation du système d'alerte de crue Autorisation de signer l'avenant n°1 au marché de conception-réalisation**

Philippe THINES rapporte :

Par délibération en date du 3 octobre 2011, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à signer un marché de travaux n° 0M626055 – Modernisation et Maintenance du système d'alerte crue, avec le groupement d'entreprise DSA SARL – BRL Ingénierie.

Il s'agit d'un marché de conception-réalisation, passé dans le cadre d'une procédure adaptée restreinte selon les articles 28 et 37 du Code des Marchés Publics. Ce marché a été déposé en Préfecture le 26 octobre 2011.

Montant initial du marché : 472 572,00 € H.T. dont 437 892,00 € H.T. pour la part travaux et 34 680,00 € H.T. pour la part maintenance.

Le marché était composé d'une tranche ferme et de deux tranches conditionnelles. Ces deux tranches conditionnelles ont été affermies par l'ordre de service n°1 daté du 13/09/2011.

Depuis la signature du marché, plusieurs faits nouveaux sont intervenus pendant les travaux, justifiant l'établissement d'un avenant au marché.

### **1. Modification des stations de mesures**

Pendant la phase de réalisation des travaux, certaines solutions techniques retenues au cours de la phase de conception ont dû être modifiées pour répondre aux contraintes du terrain. Ces modifications s'appliquent à la tranche ferme et aux tranches conditionnelles, et entraînent une plus-value de 9 766 € H.T.

### **2. Modification de l'architecture informatique**

La solution définie en phase conception pour l'architecture informatique du système a dû être repensée pour s'adapter aux contraintes du réseau informatique de l'Hôtel de Ville.

Cette architecture devait reposer sur des machines physiques (serveurs) installés dans les locaux de l'Hôtel de Ville. Cette solution a été abandonnée au profit d'un « hébergement » des serveurs abritant la solution logicielle de supervision du système.

Ainsi toute la fourniture de matériel informatique a été abandonnée. Par contre l'ingénierie nécessaire à l'installation des serveurs chez l'hébergeur a dû être prise en compte dans la rémunération du groupement. De plus les frais d'hébergement doivent également être pris en charge.

Ces modifications s'appliquent à la tranche ferme et aux tranches conditionnelles de la façon suivante :

- Abandon de la fourniture de matériel informatique : moins-value de 43 070 € HT,
- Ingénierie pour l'hébergement du système : plus-value de 4 200 € HT,
- Frais d'hébergement : plus-value de 24 450 € HT.

### 3. Installations complémentaires

Des stations qui n'étaient pas prévues dans le cahier des charges ont dû être réalisées pour compléter le dispositif d'alerte crue.

Une station a ainsi été installée au croisement de l'avenue de Maurin et de la rue de Montels-Eglise, pour assurer la surveillance du bassin versant du Rondelet. Ce bassin a été l'objet d'inondations importantes, notamment en octobre 2009, et sa surveillance est apparue comme indispensable au cours de la phase de réalisation.

Une autre station a aussi été installée au carrefour des Alizés / Bd Fabre de Morlhon. Un relais était nécessaire entre la station de la rue de l'Industrie et le carrefour Alizés. Ce carrefour va donc être équipé de feux de signalisation pour interdire l'accès aux véhicules en cas de montée des eaux.

Ces modifications entraînent une plus-value de 15 258 € HT.

### 4. Télécommunications

Le projet prévoyait l'utilisation des réseaux GPRS et satellite Iridium.

A ce titre, des téléphones satellites ont été commandés pour permettre aux agents d'astreinte de maintenir les communications en cas de perturbation importante. Cette fourniture n'était pas prévue dans le marché initial.

La fourniture et la mise en service de ces téléphones entraînent une plus-value de 7 156,92 € HT.

De plus, les coûts des télécommunications sont actuellement pris en charge par l'entreprise mandataire du marché, et ces coûts doivent être pris en charge par la Ville. Cela n'était pas prévu initialement dans le marché, mais la solution technique retenue impose des fournisseurs telecom spécifiques. L'entreprise mandataire du marché a contracté des engagements avec ces fournisseurs pour assurer la continuité des liaisons entre les stations et la supervision.

La prise en charge des frais de télécommunication entraîne une plus-value de 23 340 € HT.

Le montant initial du marché pour la part Travaux était de : 437 892,00 € H.T.

Le nouveau montant à l'issue des travaux s'établit de la façon suivante :

- |                                                            |                   |
|------------------------------------------------------------|-------------------|
| - Stations et supervision conformément au DPGF actualisé : | 404 588,00 € H.T. |
| - Modification architecture et frais d'hébergement :       | 28 650,00 € H.T.  |
| - Installations complémentaires :                          | 15 258,00 € H.T.  |
| - Téléphones satellites et frais de télécommunications :   | 30 496,92 € H.T.  |

Total général part travaux: 478 992,92 € H.T.

Montant global du marché (travaux + maintenance) 513 672,92 € H.T.

Soit un montant d'augmentation de 9,4 % pour la part travaux, soit 8,69 % d'augmentation sur la totalité du contrat.

Conformément aux articles 20 et 118 du code des marchés publics, il convient de conclure un avenant au marché initial.

La Commission d'appel d'offres au cours de sa séance du 17/09/2013 a émis un avis favorable. Le financement est assuré par les crédits disponibles au budget 2013.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**



- D'approuver le principe d'un avenant n° 1 au marché passé avec le groupement DSA Sarl – BRL Ingénierie, portant le montant global du marché à la somme de 513 672,92 € H.T.
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer l'avenant correspondant au marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par  
Madame Le Maire

#### Titulaire du marché :

DSA/BRL  
Représenté par  
Monsieur le Directeur,

### B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :  
Modernisation et maintenance du système d'alerte de crue

N° du marché :  
0M626055

Notifié le : 07/11/2011

Montant initial du marché 472 572,00 € H.T.  
Part travaux: 437 892,00 € H.T.  
Part maintenance: 34 680,00 € H.T.

---

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 17/09/2013

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : depuis la signature du marché, plusieurs faits nouveaux sont intervenus pendant les travaux, justifiant l'établissement d'un avenant au marché.

#### 1. Modification des stations de mesures

Pendant la phase de réalisation des travaux, certaines solutions techniques retenues au cours de la phase de conception ont dû être modifiées pour répondre aux contraintes du terrain. Ces modifications s'appliquent à la tranche ferme et aux tranches conditionnelles, et entraînent une plus-value de 9 766 € H.T.

#### 2. Modification de l'architecture informatique

La solution définie en phase conception pour l'architecture informatique du système a dû être repensée pour s'adapter aux contraintes du réseau informatique de l'Hôtel de Ville.

Cette architecture devait reposer sur des machines physiques (serveurs) installés dans les locaux de l'Hôtel de Ville. Cette solution a été abandonnée au profit d'un " hébergement " des serveurs abritant la solution logicielle de supervision du système.

Ainsi toute la fourniture de matériel informatique a été abandonnée. Par contre l'ingénierie nécessaire à l'installation des serveurs chez l'hébergeur a dû être prise en compte dans la rémunération du groupement. De plus les frais d'hébergement doivent également être pris en charge.

Ces modifications s'appliquent à la tranche ferme et aux tranches conditionnelles de la façon suivante :

- Abandon de la fourniture de matériel informatique : moins-value de 43 070 € HT,
- Ingénierie pour l'hébergement du système : plus-value de 4 200 € HT,
- Frais d'hébergement : plus-value de 24 450 € HT.

#### 3. Installations complémentaires

Des stations qui n'étaient pas prévues dans le cahier des charges ont dû être réalisées pour compléter le dispositif d'alerte crue.

Une station a ainsi été installée au croisement de l'avenue de Maurin et de la rue de Montels-Eglise, pour assurer la surveillance du bassin versant du Rondelet. Ce bassin a été l'objet d'inondations importantes, notamment en octobre 2009, et sa surveillance est apparue comme indispensable au cours de la phase de réalisation.

Une autre station a aussi été installée au carrefour des Alizés / Bd Fabre de Morlhon. Un relais était nécessaire entre la station de la rue de l'Industrie et le carrefour Alizés. Ce carrefour va donc être équipé de feux de signalisation pour interdire l'accès aux véhicules en cas de montée des eaux.

Ces modifications entraînent une plus-value de 15 258 € HT.

#### 4. Télécommunications

Le projet prévoyait l'utilisation des réseaux GPRS et satellite Iridium.

A ce titre, des téléphones satellites ont été commandés pour permettre aux agents d'astreinte de maintenir les communications en cas de perturbation importante. Cette fourniture n'était pas prévue dans le marché initial.

La fourniture et la mise en service de ces téléphones entraînent une plus-value de 7 156,92 € HT.

De plus, les coûts des télécommunications sont actuellement pris en charge par l'entreprise mandataire du marché, et ces coûts doivent être pris en charge par la Ville. Cela n'était pas prévu initialement dans le marché, mais la solution technique retenue impose des fournisseurs Télécom spécifiques. L'entreprise mandataire du marché a contracté des engagements avec ces fournisseurs pour assurer la continuité des liaisons entre les stations et la supervision.

La prise en charge des frais de télécommunication entraîne une plus-value de 23 340 € HT.

Le montant initial du marché pour la part Travaux était de : 437 892,00 € H.T.

Le nouveau montant à l'issue des travaux s'établit de la façon suivante :

- Stations et supervision conformément au DPGF actualisé : 404 588,00 € H.T.
- Modification architecture et frais d'hébergement : 28 650,00 € H.T.
- Installations complémentaires : 15 258,00 € H.T.
- Téléphones satellites et frais de télécommunications : 30 496,92 € H.T.

## **ARTICLE 2**

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 28/08/2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 41 100,92 € H.T., soit en toutes lettres : quarante et un mille cent euros quatre-vingt douze centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 478 992,92 € H.T. pour la part travaux, soit un montant total (travaux + maintenance) de 513 672,92 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 9,4 % de la part travaux, soit un montant d'augmentation globale du marché de 8,69 %.

## **ARTICLE 3**

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **ARTICLE 4 : Durée du marché**

Inchangée.

## **ARTICLE 5**

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## **D. Signatures des parties**

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Monsieur  
le Directeur

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Maintenance des installations de Vidéoprotection de la Ville de Montpellier Autorisation à signer le marché n°3D0237

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a lancé un marché de services permettant de désigner un prestataire chargé de la maintenance des installations de vidéoprotection de la Ville.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 25 juin 2013, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum annuel de 200 000,00 Euros H.T., passé en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 17 septembre 2013, a décidé d'attribuer le marché n°3D0237 à la société désignée ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Entreprise	Estimation sur bordereau de prix estimatif en euros H.T.	Montant retenu sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
<b>Groupement IPERION / SOGETREL</b> 34 430 Saint Jean de Vedas	450 000,00	446 952,93

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 17 septembre 2013.

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville Fonction : 921 120 – Nature : 6156.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANBROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Agora des Savoirs cinquième saison Cycle de conférences 2013 - 2014

### Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec l'association Croqu'Oreilles-Divergence.FM

Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé le principe de l'Agora des savoirs. Cette manifestation a pour ambition de promouvoir et de favoriser la diffusion des connaissances sous la forme de conférences gratuites, ouvertes à tous et accessibles également par des émissions radiophoniques et par des vidéos sur internet. Elle met ainsi en valeur et à la portée du grand public le monde de la recherche, des sciences humaines et de l'enseignement universitaire.

Le programme de cette cinquième saison 2013 - 2014 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le Comité scientifique composé d'enseignants représentant les trois universités de Montpellier, de chercheurs rattachés aux différents laboratoires de la Ville. Ces conférences, au nombre de 24, se dérouleront au Centre Rabelais les mercredis du 6 novembre 2013 au 28 mai 2014.

Pour fêter ses cinq ans, l'Agora 5 prendra la forme d'un *abécédaire des savoirs*. Chaque mercredi une lettre, chaque lettre un *objet de savoir* ce qui permet de convoquer semaine après semaine de nombreuses disciplines.

Pour la lettre *A* comme *Arbre*, c'est l'historien français, spécialiste du XIX<sup>e</sup>, Alain CORBIN, dont l'œuvre est marquée par une approche novatrice de sa discipline portant sur l'historicité des sens et des sensibilités, qui ouvrira cette 5<sup>ème</sup> saison de l'Agora des savoirs le mercredi 6 novembre.

La Ville prendra en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration à concurrence d'une enveloppe maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférencier est fixé à 500 € pour 23 d'entre-eux et à 1 000 € pour le conférencier invité à donner la conférence inaugurale. Après les conférences un repas est pris avec le conférencier invité, le responsable de la programmation de l'Agora des Savoirs et des invités représentatifs du monde universitaire montpellierain ou tout autre personne qualifiée au regard du sujet abordé.



Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 24 conférenciers sont les suivants : Alain CORBIN, Aurélien BARRAU, Gilles KEPEL, Ronan ALLAIN, Jean-Claude MONOD, Annette VOGT, Geneviève FRAISSE, Christophe CHARLE, Thomas PIKETTY, Florent QUELLIER, Valérie ARRAULT, Francis CHATEAURAYNAUD, Michel LUSSAULT, Jean GUILAINE, Pierre-Henri CASTEL, Pascal DIBIE, Nicolas FELTIN, François-Xavier FAUVELLE-AYMAR, Roland LEHOUCQ, Mathieu ROCHE, Michel GRAS, Jean-Pierre LE GOFF, Pablo JENSEN, Christine PROUST.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des conférences il est prévu de diffuser les 24 conférences, d'une part sous la forme de vidéos conférences diffusées en différé sur le site de la Ville [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr), et en direct sur Dailymotion et, d'autre part, sous la forme d'un programme radiophonique en direct.

À cet effet deux partenariats de co-production sont envisagés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 24 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en différé et en direct. La co-production en différé est prise en charge sur le budget de la Direction de la Culture et du Patrimoine et la co-production en direct est prise en charge sur le budget de la Direction de la Communication. Les devis sont joints en pièces annexes.

- Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constituée en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la radio diffusion en direct des 24 conférences sur ses ondes. Cette co-production est prise en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine. Le devis est également joint en pièce annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 12 500 € (Douze mille cinq cents euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.
- D'approuver les partenariats de co-production avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 24 477, 61 € (Vingt quatre mille quatre cent soixante dix-sept euros et 61 cts) TTC, et avec Divergence FM pour un montant de 16 720 € (Seize mille sept cent vingt euros) TTC ;
- De prélever au budget de la Ville, d'une part sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, la somme de 20 254, 81 €, fonction 923 et, d'autre part sur les crédits de la Direction de la Communication la somme de 4 222 ,80 €, ligne de crédit 14499 CRB 12500.
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 08 octobre 2013**



Service  
Partenariat Culturel  
11 SEP. 2013

Montpellier, le Lundi 29 Juille 2013

Association Croqu'oreilles – Divergence FM  
24 bd pasteur 34000 Montpellier  
tel : 09 51 17 34 04 / fax : 09 56 17 34 04  
N° SIRET : 379 204 944 00027

Mairie de Montpellier  
Direction Culture et Patrimoine  
1 Place George Frêche  
34267 - MONTPELLIER

## **Co - Production radiophonique Agora des Savoirs Saison 5 2013 -2014**

**Objet de la Co-Production :** Transmission en direct des 24 conférences de la 5ème saison de l'Agora Des Savoirs, selon la programmation établie par la Direction Culture et Patrimoine, les mercredis, du 6 Novembre 2013 au 28 Mai 2014 inclus

**Coût global de la production radiophonique :**

Bandes annonces :	24 X 335€	=	8040€
Retransmissions :	24 X 850€	=	20400€
Diffusio Resau A :		=	5000€

Soit un total de : 33400€

Nous vous proposons de participer , à hauteur de 50% du coût de la production radiophonique, soit 16720€

Restent à la charge de Divergence FM, 50% du coût de la production radiophonique, soit 16720€



Service  
Partenariat Culturel  
11 SEP. 2013

DÉTAIL POSTE PAR POSTE :  
RETRANSMISSIONS DES CONFÉRENCES ET BANDES ANNONCES.

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE  
"L'agora des savoirs" – Retransmission en direct de 20h30 à 22h.

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
<b>Personnel</b>				
Coordination	1	1	70,00 €	70,00 €
Animation – présentation	1	90'	50,00 €	75,00 €
Configuration stream audio et sécurisation du réseau local	1	1	50,00 €	50,00 €
Régie son	1	3,00	70,00 €	210,00 €
Déplacements	0	0,00	0,288 €	- €
Régie finale - streaming	1	3,00	35,00 €	105,00 €
<b>Matériel (location)</b>				
enregistrement et archivage serveur dédié	1	forfait	50,00 €	50,00 €
Micros	0	forfait	10,00 €	10,00 €
Rédaction article web	1	1	35,00 €	35,00 €
Transfert Podcast audio	1	1	35,00 €	35,00 €
Régie finale et diffusion Hertzienne	1	forfait	200,00 €	200,00 €
<b>Frais administratifs et de télécommunication</b>				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
<b>Total</b>				<b>850,00 €</b>

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE  
« L'agora des savoirs » – Message d'Intérêt Général / Bande annonce – 30 à 60"

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
<b>Personnel</b>				
Rédaction et production bande annonce	1	1,00	45,00 €	45,00 €
<b>Matériel</b>				
Studio de production (bande annonce)	1	1,0	150,00 €	150,00 €
<b>Diffusion</b>				
3 passages/j durant 7 jours (soit 21 diffusions)	forfait		130,00 €	130,00 €
<b>Frais administratifs et de télécommunication</b>				
Téléphone, secrétariat	forfait			10,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>335,00 €</b>

COÛT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE – Diffusion radios associatives LR et régions limitrophes  
« L'agora des savoirs » – Diffusion radios A

Prestation	Nombre	Durée en heure	Taux unitaire	Total
<b>Personnel</b>				
Saison 1;2;3 et 4 en diffusion sur les radios A	Forfait		5 000,00 €	5 000,00 €
Appel à diffusion région LR / coordination / assistance technique				
<b>TOTAL</b>				<b>5 000,00 €</b>

**Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier**

17 rue Abbé de l'Épée  
34090 Montpellier  
[www.msh-m.fr](http://www.msh-m.fr)

à Mairie de Montpellier  
Direction de la Culture et du Patrimoine  
1, place Georges-Frêche  
34267 Montpellier

**AGORA DES SAVOIRS SAISON 5**

OBJET : Captation, montage et diffusion sur internet en différé et en direct des 24 conférences Agora des savoirs saison 5, les mercredis soirs au Centre Rabelais à Montpellier.

1. Déplacement d'un caméraman-monteur-réalisateur de la MSH-M
2. Captation vidéo du conférencier : tournage et enregistrement numérique du discours du conférencier
3. Insertion de l'image des présentations (de type PowerPoint, Keynote, vidéo...) des conférenciers diffusée à partir uniquement de l'ordinateur conférencier mis à disposition par la MSH-M au Centre Rabelais pour la durée des Agoras
4. Insertion des génériques à partir des informations communiquées préalablement par la Ville
5. Insertion des logos
6. Diffusion en direct et en différé sur les sites internet de la MSH-M ([msh-m.tv](http://msh-m.tv) & [msh-m.fr](http://msh-m.fr))
7. Diffusion en direct sur la chaîne « Ville de Montpellier » de Dailymotion
8. Mise en ligne du différé sur la chaîne « Ville de Montpellier » de Dailymotion
9. Retransmission du direct dans la seconde salle du Centre Rabelais (à partir de la vidéo Dailymotion et d'un ordinateur régie mis à disposition par la MSH-M).

Coût total de la co-production : 48 955,22 (quarante-huit-mille-neuf-cent-cinquante-cinq euros et vingt-deux cents).

Part de la Ville de Montpellier : 24 477,61 € (vingt-quatre-mille-quatre-cent-soixante-dix-sept euros et soixante-et-un cents) répartis ainsi :

- 20 254,81 € (vingt-mille-deux-cent-cinquante-quatre euros et quatre-vingt-un cents) à la charge de la Direction de la Culture et du Patrimoine
- 4 222,80 € (quatre-mille-deux-cent-vingt-deux euros et quatre-vingts centimes) à la charge de la Direction de la Communication (retransmission en direct).

Paul Pandolfi  
Directeur de la MSH-M

## CONVENTION AVEC LE CONFÉRENCIER

---

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

**ET**

### LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès* qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 07 octobre 2013,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur **Alain CORBIN** donnera, dans le cadre du programme de la 5<sup>ème</sup> saison de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, la conférence d'inauguration grand public, le **mercredi 06 novembre** à 20h30 et ayant pour sujet : **"A comme Arbre"**.

### ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différé sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que

d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

### ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation d'inauguration, fixées par délibération, s'élève à 1 000 € (Mille euros) TTC versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

### ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :

N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.*

### ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le .....

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR\*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué  
**Philippe SAUREL**

\* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

## CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIÈRES

---

### ENTRE LES SOUSSIGNÉES:

Madame :

Demeurant :

ci-après dénommée « **LA CONFÉRENCIÈRE** »

D'UNE PART,

**ET**

### LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Madame \_\_\_\_\_ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi \_\_\_\_\_, à 20h30 et ayant pour sujet : \_\_\_\_\_.

### ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différé sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LA CONFÉRENCIÈRE déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence elle déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences en direct et en différé que d'émissions radiophoniques en direct sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

LA CONFÉRENCIÈRE certifie que les dits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

### ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence, fixées par délibération, s'élève à 500 € TTC (Cinq cents euros) versés à la CONFÉRENCIÈRE.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LA CONFÉRENCIÈRE est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Elle produira une facture de note d'auteur.

Si LA CONFÉRENCIÈRE n'est pas soumise aux AGESEA elle produira une facture de note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées à LA CONFÉRENCIÈRE et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

### ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :

N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2*

### ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LA CONFÉRENCIÈRE

Madame,

L'ORGANISATEUR\*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué  
**Philippe SAUREL**

\* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »





**CONVENTION DE PARTENARIAT  
CO-PRODUCTION DE CONFÉRENCES FILMÉES**

---

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, Groupement d'Intérêt Scientifique**, située  
17, rue Abbé-de-l'Épée 34090 Montpellier,

représentée par son directeur Monsieur Paul PANDOLFI,

dénommée «**MSH-M**»,

**et agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France**, Établissement public de coopération scientifique dont le siège est situé 163, rue Auguste Broussonnet, 34090 Montpellier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 26 mars 2012,

N° de SIRET 130 007 305 00019,

représenté par Monsieur Philippe AUGÉ, en sa qualité de Président,

dénommé «**PRES Sud de France**»,

d'une part,

**ET**

**la Ville de Montpellier**

représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 07 octobre 2013,

désignée par les termes «**La Ville de Montpellier**»

d'autre part,

**PRÉAMBULE**

La Ville de Montpellier en collaboration avec la librairie Sauramps a mis en place depuis 2009-2010 une importante manifestation culturelle : l'Agora des Savoirs qui rencontre un succès qui ne se dément pas auprès du public montpelliérain. Cette manifestation entend promouvoir et diffuser la connaissance auprès d'un large public en organisant des conférences les mercredis au Centre Rabelais. Dans ce cadre, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, représentée au sein du Comité Scientifique et Technique mis en place aux fins d'apporter ses conseils à l'organisation de l'Agora des Savoirs, propose de réaliser sous la forme d'une co-production la diffusion en différé et en direct de l'ensemble des 24 conférences de la saison 5.

Elles seront accessibles aussi bien depuis le site « msh-m.tv » conçu et hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que visionnables depuis le site de la Ville. La Direction de la Communication de la Ville de Montpellier prendra financièrement en charge de son côté la diffusion en direct des conférences sous Dailymotion.

Ce partenariat de co-production permet d'étendre la visibilité des conférences auprès du public qui ne pourrait y assister ou qui souhaiterait les revoir.

## **CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Objet**

La MSH-M procédera à la captation et à l'enregistrement audio et vidéo des conférences organisées par la Ville de Montpellier dans le cadre de l'Agora des Savoirs.

La MSH-M procédera aussi à la diffusion en direct de l'Agora des Savoirs sur les outils internet mis à disposition par la ville de Montpellier.

### **Article 2 – Moyens humains et matériels**

La captation est effectuée par du personnel choisi par les soins de la MSH-M et placé sous sa responsabilité.

Toute facilité leur sera faite pour leur permettre de venir, installer et ranger leur matériel, et effectuer la captation.

La MSH-M met à la disposition de cette opération son matériel de captation et d'enregistrement vidéo et d'enregistrement audio (une caméra). La captation audio est à la charge de la Ville de Montpellier.

### **Article 3 – Déroulement des captations et présentation des vidéos-conférences**

Les captations se dérouleront au Centre Rabelais à Montpellier les mercredis de 20h30 à 22h selon le calendrier de l'Agora des Savoirs pour la saison 2013-2014 (Voir annexe 1).

Le montage vidéo final devra commencer au moment de la présentation du conférencier par l'intervenant local et se terminer à la fin de la discussion avec celui-ci.

Les vidéos comportent :

- Une introduction animée et sonore avec le logo
- Un écran muet avec les références internes
  - Un générique muet de plusieurs écrans contenant les informations suivantes :
    - Nom, prénom, université du conférencier
    - Titre et sous-titre de la conférence
    - Cadre institutionnel
    - Date et lieu

174

- Le film de la conférence
- Un générique muet de fin

L'ensemble de la vidéo contient un watermark : logo msh-m / msh-m.tv en couleur et en transparence dans un coin ainsi que le logo de la Ville dans un autre coin.

#### **Article 4 – Diffusion, hébergement et consultation**

Les vidéos seront accessibles pendant une durée de 12 mois sur le site Web « msh-m.tv » dans une rubrique consacrée. Le logo « Agora des Savoirs » y sera présent. Elles seront également visionnables, en différé, sur le site de la Ville, et en direct, sur Dailymotion et sur celui du PRES Sud de France, le cas échéant. Le site web « msh-m.tv » y sera cité.

La MSH-M diffuse ses vidéos sous la licence Creative Commons « Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France » Voir les détails de cette licence :< <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

#### **Article 5 - Documents légaux et archivages**

Des documents légaux (autorisation de captation et de diffusion) permettant à la MSH-M de filmer et de diffuser le contenu de la conférence (personnes et documents) sont disponibles sur le site web de la MSH-M : <http://www.msh-m.fr/editions/production-audiovisuelle/msh-m-tv/article/informations-legales>

Ces documents ont un caractère obligatoire.

Ces documents doivent être remplis par l'ensemble des personnes filmées et conservés par la Ville de Montpellier.

Ils permettent à la MSH-M de référencer chaque conférence sur le site (descriptifs, résumé, mots-clés, etc.).

Par ailleurs, les conférenciers s'assurent de détenir l'ensemble des droits d'utilisation de leurs discours et des documents utilisés pendant leur intervention.

La MSH-M conserve une version non montée et une version montée de chaque conférence.

Pour obtenir une copie, la Ville devra fournir à la MSH-M les supports informatiques utilisables (disque durs externes de grandes capacités).

#### **Article 6 – Règlements**

Le budget global de cette co-production s'élève à 48 955,22 euros selon le devis joint en pièce annexe. Dans le cadre du partenariat de co-production en différé et en direct comprenant la captation, le montage et la diffusion de ces conférences, la Ville de Montpellier s'engage à verser à la MSH-M **50% du montant global de la co-production soit** la somme de 24 477,61 euros nets (Vingt-quatre mille quatre cent soixante-dix-sept euros et 61 centimes).

Sur ce montant, 20 254,81 euros sont pris en charge par la Direction de la Culture et du Patrimoine au titre de la diffusion en différé et 4 222,80 euros sont pris en charge par la Direction de la Communication au titre de la diffusion en direct.

Le montant de 20 254,81 euros à la charge de la Direction de la Culture et du Patrimoine sera versé en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2014 pour un montant de 6 752 euros
- 2<sup>ème</sup> versement en avril 2014 pour un montant de 6 752 euros
- 3<sup>ème</sup> versement en juillet 2014 pour un montant de 6 750,81 euros

Le montant de 4 222,80 euros à la charge de la Direction de la Communication sera versé en une fois sur présentation d'une facture.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif au nom de l'agent comptable dans les livres de :

Nom de la banque : Trésor public

Adresse : Trésorerie générale de Montpellier

Numéro de compte : 10071 34000 00001004057 54

N° BIC : BDFEFRPPXXX

La MSH-M adressera ces factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges-Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.*

#### **Article 7 – Attribution de compétence**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

#### **Article 8 – Dispositions particulières**

Les annexes font partie intégrante de la convention et doivent être scrupuleusement respectées.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

Le Pôle de Recherche et d'Enseignement  
Supérieur Sud de France \*

Le Président

**Monsieur Philippe Augé**

La Ville de Montpellier\*

**Madame Le Maire**

La Maison des Sciences de l'Homme  
de Montpellier\*

Le directeur

**Monsieur Paul PANDOLFI**

\* Parapher chaque page et faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

176

## CONVENTION AVEC LES CONFÉRENCIERS

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

Monsieur :

Demeurant :

ci-après dénommé « **LE CONFÉRENCIER** »

D'UNE PART,

**ET**

### LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant en qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2012,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu que Monsieur \_\_\_\_\_ donnera, dans le cadre du programme de l'Agora des Savoirs conçu par la Ville de Montpellier en partenariat avec la librairie Sauramps, une conférence grand public, le mercredi \_\_\_\_\_, à 20h30 et ayant pour sujet : " \_\_\_\_\_ ".

### ARTICLE 2 - AUTORISATION DU DROIT DE REPRODUIRE ET DE REPRÉSENTATION

Cette conférence fera l'objet d'une part, d'une captation et d'une diffusion en différé sous forme d'une conférence filmée sur le site de la Ville et sur le site web « msh-m.tv »; la conférence sera également diffusée en direct sur Dailymotion à l'initiative de la Ville et fera l'objet d'autre part, d'une diffusion en direct sur l'antenne de Divergence FM., radio montpelliéraine.

LE CONFÉRENCIER déclare détenir sur les contenus de la conférence précitée les droits nécessaires pour ce faire, et cède à L'ORGANISATEUR, les droits de propriété intellectuelle relatifs, de nature patrimoniale, les droits de reproduire et de diffuser. En conséquence il déclare donner l'autorisation de capter et de diffuser l'intégralité de sa conférence aussi bien sous la forme de vidéos conférences que d'émissions radiophoniques sur les sites indiqués précédemment et sur les fréquences des radios associatives impliquées dans la diffusion des savoirs scientifiques.

177

LE CONFÉRENCIER certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

### ARTICLE 3 – MONTANT ET MODE DE RÈGLEMENT

Le montant de la cession des droits d'auteur et /ou de la prestation pour la conférence, fixées par délibération, s'élève à 500 € TTC (Cinq cents euros) versés au CONFÉRENCIER.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de L'ORGANISATEUR compte tenu d'une enveloppe globale maximum fixée par délibération.

Si LE CONFÉRENCIER est inscrit aux AGESEA il sera tenu compte de la déduction du précompte AGESEA. En cas de dispense du compte AGESEA le conférencier joindra l'attestation de dispense du précompte. Il produira une facture de note d'auteur.

Si LE CONFÉRENCIER n'est pas soumis aux AGESEA il produira une note de prestation.

L'ORGANISATEUR reste tenu de déclarer à l'AGESEA les rémunérations versées au CONFÉRENCIER et de verser la contribution prévue à l'article L 382-4 du code de la Sécurité Sociale, ainsi qu'une contribution de 1% de la rémunération à l'AGESEA, 21 bis rue de Bruxelles 75009 Paris.

### ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Cette somme sera versée sur présentation d'une facture par virement administratif sur le compte :

N°:

Domiciliation :

Agence :

Adresse :

La facture de Note d'auteur sera à envoyer à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du patrimoine, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2.*

### ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Montpellier, le .....

LE CONFÉRENCIER

Monsieur

L'ORGANISATEUR\*

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué  
**Philippe SAUREL**

\* La signature sera précédée de la mention « Lu et approuvé »

178

**Agora des Savoirs 2013 - 2014**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**CO-PRODUCTION D'UN PROGRAMME RADIOPHONIQUE**

---

Entre :

**Croqu'Oreilles - Divergence FM** juridiquement constituée en association loi de 1901 dont le siège est situé au 24, bd Pasteur 34000 Montpellier, représentée par son Président, M. Gérard VIOLS;

Et

**la Ville de Montpellier**, représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 07 octobre 2013 ;

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

**Croqu'Oreilles - Divergence FM**, radio de catégorie A, émettant sur l'agglomération de Montpellier en modulation de fréquence sur 93.9 et sur Internet en streaming, coproduit avec la Ville de Montpellier un programme radiophonique ayant pour sujet : ***l'Agora des savoirs***.

Cette coproduction radiophonique comprend la captation, le montage, la post production et la retransmission en direct et en intégralité des 24 conférences de la 5<sup>ème</sup> édition de l'Agora des Savoirs qui se déroulent au Centre Rabelais à partir de 20h30 les mercredis, selon le calendrier joint en annexe. La conférence inaugurale sera donnée par monsieur Alain CORBIN, le mercredi 06 novembre 2013.

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat de coproduction entre Croqu'Oreilles - Divergence FM et la Ville de Montpellier.

**Article 2 : Engagements de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier coproduit une série d'émissions radiophoniques dans le cadre de ***l'Agora des savoirs*** qui consiste en la retransmission en direct sur les ondes de Divergence FM et en streaming sur le site de la radio des 24 conférences prévues pour la saison 2013 - 2014. La séance inaugurale ayant lieu le mercredi 6 novembre 2013.

Pour ces diffusions en directs, il est nécessaire d'une part, de disposer, sur le lieu de la conférence, d'une connexion internet 150Kbp/s de bande passante montante et d'autre part, de respecter scrupuleusement les horaires des conférences.



### Article 3 – Règlement

Le budget global de la co-production s'élève à 33 440 € selon le devis de Croqu'Oreille – Divergence FM joint en pièce annexe. La Ville de Montpellier s'engage à financer cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 euros** (Seize mille sept cent vingt euros).

Cette somme sera versée en trois fois sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> versement en janvier 2014 pour un montant de 5 575 €
- 2<sup>ème</sup> versement en avril 2014 pour un montant de 5 575 €
- 3<sup>ème</sup> versement en juillet 2014 pour un montant de 5 570 €

Le paiement des sommes dues au titre de la présente convention sera effectué par virement administratif sur le compte :

- N°: 510 200 166 29
- Domiciliation : Crédit Coopératif de Montpellier
- Ouvert à : Agence Victor Hugo
- Adresse : 8, Bd Victor Hugo 34009 Montpellier

Croqu'Oreilles - Divergence.FM adressera ses factures à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34264 Montpellier cedex 2.*

### Article 4 : Engagements de Croqu'Oreilles - Divergence FM

Divergence FM s'engage à réaliser 24 captations de conférences et à diffuser l'enregistrement post-produit de ces 24 conférences.

Croqu'Oreilles - Divergence FM publie, avant chaque conférence, un article de présentation sur son site web.

Croqu'Oreilles - Divergence FM met à disposition de la Ville de Montpellier, un fichier audio en format MP3 après chaque émission.

Croqu'Oreilles - Divergence FM réalise 24 bandes annonces présentant les conférences choisies et annonçant leur diffusion à l'antenne.

Croqu'Oreilles - Divergence FM conçoit un générique.

Croqu'Oreilles - Divergence FM s'engage à prendre à sa charge cette coproduction à hauteur de 50 % du budget global soit : **16 720 € TTC.**

### Article 5 : Assurances

L'association déclare avoir assuré contre tous les risques le matériel qu'elle utilisera.

La Ville de Montpellier déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de l'association et du public le jour des enregistrements et des retransmissions.

### Article 6 : Durée

Cette convention prend effet à la date de sa signature et se termine une fois les engagements des deux parties réalisés.

## **Article 7 : Litiges éventuels**

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le tribunal de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux,

à Montpellier, le

L'association\*

La Ville de Montpellier\*

Le Président

**Madame Le Maire**

**Gérard VIOLS**

*\* Parapher chaque page et faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »*

# Agora des Savoirs - saison 5 2013 – 2014

## Calendrier

Nb	Dates	Conférencier(ère)s prévu(e)s	Abécédaire des savoirs
	<b>2013</b>		
1	6 novembre	Alain CORBIN	A comme Arbre
2	13 novembre	Aurélien BARRAU	B comme Big Bang
3	20 novembre	Gilles KEPEL	C comme Chaos
4	27 novembre	Ronan ALLAIN	D comme Dinosaures
5	4 décembre	Jean Claude MONOD	E comme
6	11 décembre	Annette VOGT	F comme
7	18 décembre	Geneviève FRAISSE	G comme Genre
	<b>2014</b>		
8	8 janvier	Christophe CHARLE	H comme
9	15 janvier	Thomas PIKETTY	I comme Inégalités
10	22 janvier	Florent QUELLIER	J comme Jardins potagers
11	29 janvier	Valérie ARRAULT	K comme Kitsh
12	5 février	Francis CHATEAURAYNAUD	L comme Lanceurs d'alerte
13	12 février	Michel LUSSAULT	M comme Monde
14	19 février	Jean GUILAINE	N comme Néolithique
15	26 février	Pierre-Henri CASTEL	O comme Obsessions
16	19 mars	Pascal DIBIE	P comme Porte
17	26 mars	Nicolas FELTIN	Q comme Quantique
18	2 avril	François-Xavier FAUVELLE-AYMAR	R comme Rhinocéros
19	9 avril	Roland LEHOUQ	S comme Science-fiction et sciences
20	16 avril	Mathieu ROCHE	T comme Twitter
21	23 avril	Michel GRAS	U comme Urbanisme
22	14 mai	Jean-Pierre Le GOFF	V/W comme Village
23	21 mai	Pablo JENSEN	X/Y comme rayon X
24	28 mai	Christine PROUST	Z comme Zéro

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Culture et Patrimoine Agora des Savoirs, cinquième saison Convention de partenariat avec la librairie Sauramps

Philippe SAUREL rapporte :

Le succès de l'Agora des savoirs, qui ne s'est jamais démenti au cours de ces quatre premières saisons, démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpelliérain aux humanités et à la connaissance scientifique.

Dès la première édition, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur de ce dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue toute l'année et depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Sa légitimité dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire, en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle et Sauramps Odyssée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des

conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

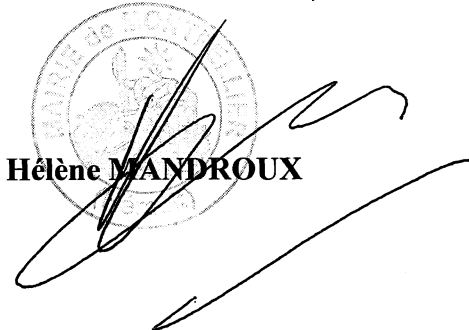
En complément des partenariats que la Ville de Montpellier a passés avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, la radio Divergence FM et le quotidien gratuit DirectMatin Montpellier Plus, la convention de partenariat que nous proposons de passer avec la librairie Sauramps complète l'ensemble des moyens de diffusion et de promotion du programme de l'Agora des Savoirs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

**AGORA DES SAVOIRS, CINQUIÈME SAISON**  
**CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL**  
**AVEC LA LIBRAIRIE SAURAMPS**

ENTRE

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 84 6 - Fax : 04 67 34 88 90

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date, du 07 octobre 2013, ci-après désignée par le terme « L'ORGANISATEUR ».

ET

La Librairie **SAURAMPS et Cie SAS**  
Le Triangle – Allée Jules Milhau  
34000 MONTPELLIER  
Téléphone : 04 67 06 78 78

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Marie SEVESTRE

**PRÉAMBULE**

Le succès que connaît l'Agora des Savoirs depuis ces quatre dernières saisons démontre, de manière indiscutable, le grand intérêt que porte le public montpelliérain à la connaissance en général. Poursuivant dans sa volonté politique culturelle de diffusion des sciences et des humanités, la Ville de Montpellier et le comité scientifique de la manifestation ont élaboré le programme de la 5<sup>ème</sup> saison de l'Agora des savoirs qui comprend 24 conférences présentées sous la forme d'un *abécédaire des savoirs*. Chaque mercredi une lettre, chaque lettre un objet de savoir qui permet de convoquer semaine après semaine de nombreuses disciplines. Depuis les débuts le livre est au cœur de cette manifestation grâce au partenariat passé avec la librairie Sauramps, qui apporte son concours et ses compétences indéniables dans la promotion des ouvrages spécialisés dans les domaines de l'essai, des publications universitaires, des humanités et des sciences humaines. Est ainsi mis à la disposition du public montpelliérain le meilleur de la production éditoriale dans le domaine des savoirs et des sciences.

Cette convention définit les apports des deux partenaires pour faire du livre un des éléments indispensable de la diffusion des connaissances auprès du public montpelliérain.

**Ainsi il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

La Ville de Montpellier et la librairie Sauramps entendent associer leurs efforts sur la base d'un partenariat mutualisé en vue de promouvoir les 24 conférences de la 5<sup>ème</sup> saison de l'Agora des Savoirs.

### **Article 2 – Engagement de la librairie Sauramps**

La librairie Sauramps s'engage, pour sa part, à :

- assurer la communication des conférences dans ses établissements grâce à la mise à disposition du programme à l'entrée et/ou aux accueils de la librairie Sauramps Triangle, à Sauramps Odyssée ainsi qu'à Sauramps Musée, et cela pendant toute la durée de la manifestation ;
- assurer un affichage aux accueils des trois magasins ;
- annoncer le cycle sur le programme mensuel des Rencontres Sauramps ainsi que sur le site web de Sauramps ; assurer la visibilité de la Ville de Montpellier lors de ces annonces ;
- permettre l'accès des vidéos des conférences sur son site web lesquelles seront fournies par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier. Le logo de la Ville ainsi que celui de la Maison des Sciences de l'Homme, de Parole de Chercheurs et de Divergence FM, partenaires de la diffusion des conférences, devront figurer sur le site aux pages concernées. Les pages consacrées à l'Agora des savoirs et à ses conférences devront s'ouvrir par : « La Ville de Montpellier présente... » Possibilité est donnée de valoriser le partenariat en ajoutant « en partenariat avec la Librairie Sauramps » ;
- tenir un stand dans le hall d'entrée du Centre Rabelais, les soirs de conférences. Y présenter un choix d'ouvrages du conférencier, et/ou de livres références sur le thème abordé.

### **Article 3 – Engagement de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier s'engage, pour sa part, à :

- assurer la présence du logo Sauramps sur tous les supports de communication de l'Agora des Savoirs : programmes, affiches, banderoles, kakémonos, site de la Ville, page Facebook. Le partenariat continuera en outre à être valorisé lors de la conférence de presse de lancement et lors de la soirée inaugurale ; le logo de la librairie apparaîtra sur les mails envoyés annonçant chacune des soirées ;
- mettre en place un lien renvoyant de la page « Agora des savoirs » du site Montpellier.fr à la page « Agora des savoirs » du site Sauramps.com ;
- demander à son partenaire la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier que soient envoyés les liens permettant la mise en ligne des conférences sur le site Sauramps.com ;
- acheter à la librairie Sauramps les ouvrages nécessaires à la préparation de chacune des conférences : que ce soit pour les mettre à disposition du journaliste de DirectMatin Montpellier+ chargé d'effectuer l'interview du scientifique, ou à celle de l'enseignant-chercheur assurant la médiation, ou pour usage interne à la Ville en vue de la constitution d'une bibliothèque scientifique et documentaire ;
- permettre la présence du stand de la librairie, dans le hall d'entrée du Centre Rabelais;

**Article 4 – Durée du partenariat**

La présente convention couvre le déroulement des 24 conférences, de la 5<sup>ème</sup> saison de l'Agora des savoirs entre le 06 novembre 2013 et le 28 mai 2014.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la librairie Sauramps

**Madame Le Maire**

**Monsieur Jean-Marie SEVESTRE**  
Président Directeur Général



## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Attribution d'une subvention à l'association Centre Culturel italien Società Dante Alighieri

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Centre Culturel Italien Società Dante Alighieri a pour objet la diffusion de la langue et de la culture italiennes. Outre l'enseignement de la langue italienne tous niveaux pour adultes, l'association organise différentes activités pour ses adhérents et les Montpelliérains. Ainsi elle a organisé en mars les 60 ans de l'association Dante Alighieri autour de cinq manifestations : un après-midi avec le poète Giacomo Leopardi ; une exposition à la Maison des relations Internationales intitulée *la Dante Alighieri à Montpellier et dans le Monde* ; une projection du documentaire *Dante, de l'Enfer au Paradis* et, pour clore cette célébration, des extraits de la *Sonate a quattro* de Rossini. Bien d'autres activités culturelles autour des chefs d'œuvres de la culture italienne sont proposées tout au long de l'année ainsi qu'un voyage annuel en Romagne et dans les Marches.

Les projets de l'année 2013 tourneront notamment autour du grand peintre vénitien « *Tintoretto* », ainsi que sur la Ville de Naples au XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, dont une lecture d'extraits du *Voyage à Naples* d'Alexandre Dumas.

L'association Centre Culturel Italien Società Dante Alighieri sollicite la Ville pour une subvention de fonctionnement de 3 000 euros. Afin de permettre le maintien des activités de conférences, de projections de films et de concerts qui permettent depuis plus de 30 ans à la culture italienne de rayonner sur le territoire de la Ville et auprès des Montpelliérains que cette culture et cette langue intéressent, il est proposé d'accorder une subvention de 800 euros à l'association Centre Culturel Italien Società Dante Alighieri.

N° association	Nom de l'association	Nature	Montant
390	Centre Culturel Italien Società Dante Alighieri	F	800 €
		<b>TOTAL</b>	<b>800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre type d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation citée ci-dessus avec la nature 6574 ;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

Nom de la structure: ..... CA.....! - CULTURE-.....  
Nature de la subvention : .....  
Intitulé du projet : .....  
Montant attribué : .....euros  
Thématique : CULTURE

## **Lettre d'engagement**

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

**Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80**

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structure .....  
CA.....!, m'engage à utiliser la subvention de ..... € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du ...../...../ 2013, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### **Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789**

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Acquisition d'une sculpture de Hervé Di Rosa

### Philippe SAUREL rapporte :

En 2012, le Carré Sainte-Anne a accueilli une exposition exclusive de l'artiste sétois Hervé Di Rosa intitulée « Yhayen (procession) », première grande exposition de cet enfant du pays à Montpellier.

Construite sous forme d'une procession de sculptures réalisées au Cameroun, dans la tradition du peuple Bamoun et en étroite collaboration avec les sculpteurs sur bronze de la ville de Foumban, cette exposition a obtenu un formidable succès public. Ce sont plus de 75 000 visiteurs qui ont eu le plaisir de découvrir ce travail riche de plusieurs dizaines de pièces, d'un dessin mural et d'une immense toile réalisés pour l'occasion. Cette fréquentation a constitué un record pour notre établissement. Elle montre toute la pertinence de la ligne artistique conçue par Numa Hambursin pour le Carré Sainte-Anne depuis 2011.

Le travail remarquable d'Hervé Di Rosa et du producteur associé, Jean Seisser, autour de la tradition Bamoun n'avait encore jamais été exposé sous forme d'un tel *corpus*. Cette exposition montpelliéraine a permis à l'artiste d'être notamment programmé au Musée du Quai Branly, en 2014, ainsi qu'au Musée des arts décoratifs, à Paris.

L'acquisition d'une sculpture emblématique de cette exposition permettra à la Ville de Montpellier de la marquer durablement dans l'histoire de sa politique culturelle. C'est le « Robot victorieux et son double » qui a été choisi pour cette acquisition. D'une hauteur de 131 centimètres, cette créature de bois et de bronze synthétise parfaitement le travail d'Hervé Di Rosa dans cette aventure africaine.

Le dessin mural à l'intérieur du Carré Sainte-Anne a été, pour sa part, signé et offert par l'artiste à la Ville de Montpellier. Il y est mis en valeur en permanence et sera bien entendu préservé à l'avenir.

### En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 28 000 € TTC ;
- D'autoriser la signature du contrat d'acquisition d'œuvre joint en annexe ;
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

## Contrat de vente d'œuvre d'art

### **ENTRE LES SOUSSIGNES:**

**Nom de l'artiste : Hervé DI ROSA**

**Représentée par Jean SEISSER, en sa qualité d'associé de l'artiste.**

Domicilié au 32 boulevard Rochechouart  
75018 PARIS

**Ci-après dénommé(e): « L'ARTISTE »,**

### **ET:**

**La Ville de Montpellier  
34 000 Montpellier**

Téléphone: 04 67 34 88 84      Fax: 04 67 34 88 90  
N° SIRET: 213 401 72 20 0011      Code APE: 84 11 Z

Représenté par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant es-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009.

**Ci-après désignée par le terme l'« ACHETEUR »,**

### **PREAMBULE:**

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention a vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national Français ainsi qu'à s'y appliquer.

**Vu le préambule,**

**ONT CONVENU CE QUI SUIT:**

### **Article 1 : Objet :**

L'ARTISTE vend à l'acheteur qui accepte l'œuvre dont les caractéristiques sont les suivantes:

- Titre : « Robot victorieux et son double »
- Support : Bois, métaux, bronze
- Format : sculpture d'une hauteur de 131 cm sur environ 50 cm
- Année de réalisation : 2002

### **Article 2 : Tirage original**

L'ARTISTE déclare que la sculpture est un tirage original, qu'elle a été réalisée par lui, par l'intermédiaire d'artisans Camerounais de l'ethnie Fombran, et qu'elle est signée de sa main.

Indiquer la localisation de la signature.....

### **Article 3: Conditions financières**

Le prix est fixé à (*en chiffres et lettres*) la somme de 28 000 euros TTC ou vingt-huit mille euros toutes taxes comprises.

dont 60% seront payés dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat et le solde à la livraison. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure à L'ARTISTE.

### **Article 4 : Livraison**

L'ARTISTE livre lui-même ou fait assurer la livraison de l'œuvre, aux frais de L'ACHETEUR et sous l'entière responsabilité de ce dernier, au domicile de l'ACHETEUR, d'un commun accord, avant le 25 octobre 2013.

### **Article 5 : Droits d'auteur :** à valoir sur l'ensemble du territoire national

L'ARTISTE cède à l'ACHETEUR les droits de représentation et de reproduction de l'œuvre pour une durée de 70 ans post mortem. Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Sont également autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de promotion autour de la collection de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tous types de productions informatiques et numériques, site internet).

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de l'œuvre acquise dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection, L'ARTISTE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec L'ARTISTE en vue des

reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

#### **Article 6 : Obligations de l'acheteur**

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit de L'ARTISTE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès de L'ARTISTE.

#### **Article 7 : Garantie**

L'ARTISTE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits des œuvres cédés.

L'ARTISTE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporés dans les œuvres cédées.

#### **Article 8 : Clause de résiliation**

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le prix payé restitué à l'acheteur, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

#### **Article 9 : Élection de domicile**

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

#### **Article 10 : Loi applicable**

Le présent contrat est soumis à la loi française.

#### **Article 11 : Litiges**

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la ville de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à ....., le .....  
en deux exemplaires originaux

**L'ARTISTE ou son représentant\***

M. Jean SEISSER

**L'ACHETEUR\***:  
La Ville de Montpellier,

Pour Madame Le Maire,  
L'Adjoint délégué

M. Philippe SAUREL

*\* faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*



## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Acquisition de trente photographies de Bernard Plossu

Philippe SAUREL rapporte :

Du 28 juin au 6 octobre 2013, le Pavillon populaire accueille une rétrospective exceptionnelle des photographies en couleurs de l'artiste français Bernard Plossu : « Couleurs Plossu : séquences photographiques (1956 – 2013) » Placée sous le commissariat du conservateur du patrimoine Marc Donnadiou, invité pour l'occasion par notre directeur artistique, Gilles Mora, cette exposition réunit pour la première fois un ensemble de près de 250 épreuves en couleurs de Bernard Plossu, dites fressons, argentiques ou numériques.

En s'attachant à toutes les facettes et tous les usages du médium photographique couleur développés par Bernard Plossu tout au long de sa carrière, cette exposition révèle, à travers un foisonnement d'images de toute nature, sa curiosité insatiable, son goût pour l'expérimentation et le voyage, sa capacité à se renouveler sans cesse, et surtout l'incroyable modernité de son regard.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages photographiques jugés particulièrement intéressants, notamment d'artistes confirmés en provenance des expositions présentées au Pavillon populaire de Montpellier mais aussi d'artistes émergents découverts à l'occasion du festival des Boutographies – rencontres européennes de la photographie.

Lors de la préparation de son exposition à Montpellier, Bernard Plossu a réalisé différentes séries de photographies de notre ville. Quinze de ces images inédites ont été sélectionnées pour l'acquisition. Elles ont été tirées en format 30 x 40 centimètres, en jets d'encre, sous le contrôle de l'artiste. Elles ne sont pas encadrées. Quinze photographies plus anciennes de Bernard Plossu, tirées avec la méthode dite fresson et encadrées, ont également été sélectionnées pour enrichir notre fonds municipal de photographies d'auteur. Ce choix synthétise parfaitement les thématiques et orientations picturales de l'artiste dans son rapport à l'image en couleurs.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition de trente photographies pour un montant global de 20 000 € TTC ;
- D'autoriser la signature du contrat d'acquisition joint en annexe ;
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 08 octobre 2013

## Contrat de vente de photographies

### **ENTRE LES SOUSSIGNES:**

**Nom du Photographe : Bernard PLOSSU**

Domicilié: 10 avenue du Peymian – 13600 LA CIOTAT

Immatriculé à l'Agessa sous le numéro: 1 45 02 98 502 063

**Ci-après dénommé(e): le « PHOTOGRAPHE »**

### **ET:**

**La Ville de Montpellier  
34 000 Montpellier**

Téléphone: 04 67 34 88 21      Fax: 04 99 58 87 66  
N° SIRET: 213 401 722 0000 11      Code APE: 84 11 Z

Représenté par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant es-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009.

**Ci-après désignée par le terme l'« ACHETEUR »,**

### **PREAMBULE**

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention a vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national français ainsi qu'à s'y appliquer.

**Vu le préambule,**

### **ONT CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **Article 1 : Objet**

Le PHOTOGRAPHE, vend à l'acheteur qui accepte l'œuvre dont les caractéristiques sont les suivantes :

- 7 tirages FRESSON 28,5 x 18,7 cm numérotés :

- Les boîtes de films Kodak, 1979, 2/30
- Caisse foire du trône, 1967, 2/30
- Mariage foire du Trône, 1967, 2/30
- Porte bar, Baja California, Mexique, 1974, 2/30
- Besanceuil, Bourgogne, 2010, 3/30
- Phare île de Molène, Bretagne 2008, 3/30
- Clé de Zanot, Milan 2009, 3/30

Pour un montant de 9 345.80 € HT

- 6 tirages FRESSON 28,5 x 18,7 cm non numérotés :
- Puerto Angel, 1970, hommage à E. Hopper
- Chaise et table, Southern California, 1974
- Homme au chapeau, Mexique 1981
- Le fauteuil rouge de Carlos Serrano, Madrid 1975
- Le jus d'orange, Californie 1980
- La Cadillac blanche, Carmel, 1974

- 1 tirage 50 x 60 cm non limité :
- Eglise de Ranchos de Taos, 1978

Pour un montant de 8 361.20 € HT

- 15 tirages panoramiques jets d'encre de la ville de Montpellier, limités à 1/30, "Montpellier 2012"

Pour un montant de : tirages offerts.

## **Article 2 : Tirage original**

Le PHOTOGRAPHE, déclare que la photographie est un tirage original, qu'elle a été réalisée par lui et qu'elle est signée de sa main.

Indiquer la localisation de la signature : .....

## **Article 3: Conditions financières**

Le prix est fixé à (*en chiffres et lettres*) la somme de :

20 000 euros TTC soit vingt mille euros toutes taxes comprises.

dont 60% seront payés dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat et le solde à la livraison. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure au photographe.

#### **Article 4 : Livraison**

Le PHOTOGRAPHE livre lui-même ou fait assurer la livraison de l'œuvre, à ses frais et sous son entière responsabilité, au domicile de l'ACHETEUR, d'un commun accord, le 22 octobre 2013.

#### **Article 5 : Droits d'auteur** (à valoir sur l'ensemble du territoire national)

Le PHOTOGRAPHE cède à l'ACHETEUR les droits de représentation et de reproduction de l'œuvre pour une durée de 70 ans *post mortem*. Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Sont également autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de promotion autour de la collection photographique de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tous types de productions informatiques et numériques, site internet).

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de la ou des photos acquise(s) dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection photographique, le PHOTOGRAPHE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec le PHOTOGRAPHE en vue des reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

#### **Article 6 : Obligations de l'acheteur**

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux du photographe, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit du PHOTOGRAPHE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès du PHOTOGRAPHE.

#### **Article 7 : Garantie**

Le PHOTOGRAPHE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits, des œuvres cédées.

Le PHOTOGRAPHE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporés dans les photographies objets.

#### **Article 8 : Clause de résiliation**

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le prix payé restitué à l'acheteur, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

#### **Article 9 : Election de domicile :**

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

**Article 10 : Loi applicable :**

Le présent contrat est soumis à la loi française.

**Article 11 : Litiges:**

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les tribunaux du ressort de la Ville de Montpellier seront seuls compétents.

Fait à ....., le .....

en deux exemplaires originaux

**Le PHOTOGRAPHE\*** :

M. Bernard PLOSSU

**L'ACHETEUR\*** :

La Ville de Montpellier,

Pour Madame Le Maire,  
L'Adjoint délégué

M. Philippe SAUREL

*\* faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Crèche associative « Une Souris Verte » Mise à disposition de locaux à l'Association « Une Souris Verte »

Françoise PRUNIER rapporte :

Depuis plusieurs dizaines d'années, la Ville de Montpellier mène une politique dynamique et volontariste dans le domaine de la petite enfance. Parmi les multiples actions engagées dans ce secteur, elle soutient et accompagne les associations qui contribuent au développement de l'offre d'accueil sur le territoire. C'est ainsi, qu'en 1992, la Ville a proposé de mettre à disposition de l'Association « Une Souris Verte », des locaux municipaux, situés dans le quartier Hôpitaux-Facultés, pour y aménager une crèche associative.

La crèche « Une Souris Verte », située au 625 rue de Saint Priest à Montpellier, propose actuellement 16 places pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans. L'association souhaite augmenter son agrément de 4 places supplémentaires dans les années à venir. Le projet d'extension est inscrit au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014.

Les locaux, mis à disposition pour être utilisés exclusivement à usage d'un multi accueil, ont une superficie de 170 m<sup>2</sup> habitable avec 1<sup>er</sup> étage sur rez-de chaussée et sont entourés d'une parcelle cadastrée section MX 63, implantée rue de Saint Priest, Avenue des Moulins.

La convention initiale étant arrivée à son terme, la Ville propose d'établir une nouvelle convention d'autorisation pour l'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec l'Association moyennant un loyer annuel de 8530,67 euros soit 710,89 euros mensuels, révisable chaque année en fonction des variations du coût de la construction publiée par l'INSEE. La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de treize ans commençant à courir du 1<sup>er</sup> septembre 2013 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2026. Elle sera ensuite renouvelée par période de 1 an, sans que la durée totale n'excède quinze ans (soit au 1<sup>er</sup> septembre 2028).

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de passer avec l'Association « Une Souris Verte », dont le siège est situé 625 rue de Saint Priest 34090 Montpellier, une convention d'autorisation pour l'occupation du domaine public constitutive de droits réels pour une durée de treize ans commençant à courir du 1<sup>er</sup> septembre 2013 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2026, concernant les locaux municipaux situés 625 rue de Saint Priest à Montpellier, moyennant une redevance annuelle de 8530,67 euros révisable chaque année ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
(Hérault)

**Publiée le : 08 octobre 2013**

## CONVENTION POUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier,**  
**représentée par son Maire Hélène MANDROUX** dûment habilité par délibération en date  
du .....

Et d'autre part,

**L'association « Une Souris Verte »,** gestionnaire du multi accueil « Une Souris Verte »,  
dûment représentée par **son Président en exercice, Monsieur Agostinho PEREIRA,** ci-  
après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants, des  
articles L2122-20 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et des articles  
L1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales met à disposition du  
preneur les lieux ci-après désignés situés à :

625, rue de Saint Priest  
34090 MONTPELLIER

### **ARTICLE 1 – Disposition concernant les lieux mis à disposition**

#### **1.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 170 m<sup>2</sup> habitable avec 1<sup>er</sup> étage sur rez-de  
chaussée, entourés d'une parcelle, cadastrée section MX 63, implanté rue de Saint Priest,  
Avenue des Moulins (plan topographique de la parcelle + bâtiment existant au 21 décembre  
2012 en annexe).

#### **1.2 – Destination des lieux**

Les locaux sont mis à disposition pour être utilisés exclusivement à usage d'un multi accueil  
pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans.

### **ARTICLE 2 - Durée**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de treize ans commençant à  
courir du 1<sup>er</sup> septembre 2013 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2026.



### **ARTICLE 3 - Renouvellement :**

Arrivée à son terme, la présente convention sera renouvelée tacitement par période de 1 an, sans que la durée totale n'excède quinze ans (soit au 1<sup>er</sup> septembre 2028).

### **ARTICLE 4 – Redevance et charges**

Le montant de la redevance annuelle révisée au 1<sup>er</sup> septembre 2013 s'élève à 8530,67 € soit 710,89 € mensuels payable d'avance que le preneur s'oblige à payer au trésorier principal municipal.

Le montant ci-dessus fixé sera réévalué chaque année au 1<sup>er</sup> septembre, en fonction des variations du coût de la construction publiée par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 soit 1646. En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de la redevance ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation.... Ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

### **ARTICLE 5 – Charges et obligations**

Conformément à l'article R 123-23 du code de la construction, le preneur est tenu de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le preneur s'engage en particulier à :

- Vérifier quotidiennement les installations d'éclairage de sécurité ;
- Faire vérifier tous les ans, les installations électriques, de gaz et de chauffage par un organisme agréé ;
- Faire vérifier tous les ans, les moyens de secours (extincteurs, alarmes) par un technicien compétent.

Par ailleurs, le contrôle exercé par la commission de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement.

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives conformément aux dispositions de décret du 26 août 1987, pris en application de la loi du 23 décembre 1986 (copie en annexe de

la convention de location) et de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avèreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Le preneur s'engage à prendre un contrat d'entretien sur les installations de chauffage et de climatisation s'il y a. Une copie de ce contrat sera adressée annuellement à la mairie de Montpellier et toutes les dispositions ayant trait à la sécurité des Etablissement Recevant du Public.

Il est convenu de façon expresse que la Ville ne pourra en aucun cas être rendu responsable, à aucun titre, du vol dont le preneur pourrait être victime dans les lieux mis à disposition ou dans les parties communes de l'immeuble.

Le preneur s'engage à faire son affaire personnelle d'assurer la fermeture des locaux et d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance de ses affaires personnelles, étant ici précisé que toutes les portes des accès des lieux loués (portes palières) et celles des bureaux sont fournies équipées d'un système de fermeture avec serrure et clés.

De son côté, la Ville s'engage à tenir les lieux clos et couverts selon l'usage et à assurer le fonctionnement des équipements de l'immeuble sans qu'il puisse résulter pour lui une responsabilité quelconque, du fait de la cessation temporaire du fonctionnement, pour cause de réparation, révision.

Le preneur pourra engager des travaux de constructions après accord exprès écrit de la Ville et sur présentation d'un dossier technique.

Il ne pourra effectuer les travaux et aménagements nécessaires et procéder aux installations indispensables à la destination sus-indiquée qu'après l'obtention de toutes les autorisations administratives et la constatation de l'absence de recours.

Ces travaux, installations et aménagements devront être effectués dans le strict respect du dossier technique et financier présenté à la Ville.

Dès leur accomplissement, ces travaux, aménagements, installations, feront l'objet d'un état des lieux contradictoire. Pendant la durée desdits travaux, le preneur devra prendre toutes les assurances relatives tant à la protection des biens qu'à la protection des personnes et en justifier auprès de la Ville dans la huitaine de leur commencement d'exécution. Il devra également souscrire toutes assurances tant biennales que décennales obligatoires relativement aux constructions, aménagements et installations et en justifier auprès de la Ville dans la huitaine de leur souscription.

#### **ARTICLE 6 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville chaque année.

### **ARTICLE 7 : Transmission de la convention**

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire sauf autorisation expresse de la Ville.

### **ARTICLE 8 : Résiliation**

La résiliation de la présente convention pourra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier :

- par le locataire, à tout moment, en prévenant le bailleur 6 mois à l'avance.
- par le bailleur, avec un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.
- par le bailleur, sans condition de délai, dans le cas où le locataire n'obtiendrait pas ou perdrait l'agrément l'autorisant à exploiter un établissement d'accueil de jeunes enfants dans les locaux mis à disposition.

### **ARTICLE 9 : Sort des ouvrages à la cessation d'autorisation**

Les ouvrages, constructions ou installations de caractère immobilier deviendront de plein droit et gratuitement la propriété de la commune de Montpellier, francs et quittes de tous privilèges et hypothèques.

### **ARTICLE 10 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en quatre exemplaires.

A Montpellier, le

**Le Président de l'Association  
« Une Souris Verte »**

**Pour Madame le Maire  
l'Adjoint Délégué,**

**Françoise PRUNIER**

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,

- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2013/2014, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 4955 €.

Les associations concernées sont :

Rire (165€), Tiens Bon la Barre (300€), Haingo (855€), Amicale philatélique de la poste et france telecom de l'herault (165€), Ireps santé (455€), Césam Migration santé (245€), Club de la panthère (245€), R de rue (140€), Creche RIMBAMBELLE (110€), Association LE REFUGE (110€), A Tout theatre (245€), Alise (300€), Apaje (165€), Camap (110€), cie 4 coins (245€), CID International (245€), Eurogrece (300€), Pyramide (165€), Zepetra (140€), Montpel' Libre (140€), Surdi 34 (110€).

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 18 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable 4895 €.

Les associations concernées sont :

Comité de Quartier des Hauts de Massane (385€), Comité de Quartier du Millénaire (495€), EuroGrèce (110€), AGN: Aide à la Grossesse et la Naissance (110€), fédération des Aveugles (110€), Escale de l'humour (1320€), Ah Muse Gueule (55€), Bosphore (220€), comité de quartier A l'Ecoute St Martin (110€), Secours Populaire Français (220€), Montpellier Scrabble (220€), FACE Hérault (165€), BGE (55€), Cercle Philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier (220€), Ylang-Ylang (220€), Secours populaire (220€), Comité de quartier Tournezy (330€), Comité de quartier de la Chamberte (330€)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		George Sand	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AMICALE PHILATELIQUE DE LA POSTE ET FRANCE TELECOM DE L'HERAULT	rencontre et échanges entre les membres de l'association	réunion mensuelle		Lundi 17h-19h	annuel hors vacances scolaires	165
	RIRE	Clowns en hopitaux	réunion, formations		mardi 18h-21h	annuel	165
	Tiens Bon la Barre	Ateliers de Gymnastique Fondamentale	Ateliers	Utilisation exceptionnelle des studios de danse	mardi/jeudi/same di 9h-10h	annuel	300
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
Pour Conseil municipal du:		lundi 16 septembre 2013					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	HAINGO	éveil musical et promotion des pratiques artistiques musicales	cours de chant en individuel, initiations aux arts scéniques et favoriser les rencontres entre les élèves	L'intervenante est très investie dans les différentes actions de la Maison pour tous. La gratuité permettrait d'aider l'association à maintenir l'activité professionnelle suite à des difficultés financières de la saison précédentes	lundi de 16h à 18h ; mardi de 13h à 20h mercredi de 13h à 18h / jeudi de 13h à 20h soit 21h	21h	855
Maison pour tous :		Léo-Lagrange	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Ireps santé	Santé / Prévention	Sensibilisation contre le diabète		mardi et jeudi 14h - 17h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455
	Césam Migration santé	Santé / Prévention	Accompagnement de personnes en fragilité		mardi 9h - 12h, une fois/mois	1h et 10 personnes incluses	245
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Club de la panthère	pratique du Viet Vo Dao	Entraînement jeunes	partenaire Mpt	mardi 21h 22h30	1h30 et 20 personnes incluses	245
	R de rue	pratique du hip hop	danse hip hop jeunes quartier	mise en place d'un tarif réduit pour les jeunes du quartier en difficulté socio économique	jeudi 17h 18h30	1h30 et 10 personnes incluses	140
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CRECHE RIMBABELLE	creche associative. Accueil des tout petits de 3 mois à 3 ans.	atelier expression corporelle, éveil danse	creche du quartier, locaux tres petit.	2 mardis /mois de 10 à 11h	1h et 10 personnes incluses	110
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association LE REFUGE	Hébergement temporaire, accompagnement social, médical et psychologique des jeunes majeurs victimes d'homophobie	Atelier de danse (hip hop, moderne jazz ...)	Démarche sociale d'aide aux jeunes en situation d'exclusion.	1 samedi par mois de 15h à 17h	1h et 20 personnes incluses	110
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :	octobre à Juin 2014			
Pour Conseil municipal du:							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	A TOUT THEATRE	théâtre pour publics en difficultés	cours de théâtre	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	Lundi 15h a 17h mardi 19 à 21h	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
	ALISE	action sociale (travail avec la communauté gitane)	activité sociale Actions collectives avec les habitants du quartier Montaubérou	partenariat , projet Mpt, très faible cotisation 10€/sem	mardi et jeudi 14h30 16h mardi 17h à 18h30 et vendredi 16h30 à 18h jeudi 14h à 16h (1 fois sur 2)	1/2 journée et 20 personnes incluses	300
	APAJE	action sociale (travail avec la communauté gitane)	Accompagner et favoriser l'entrée dans les dispositifs communs de la communauté gitane	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	mardi 9h30 à 11h30	2h et 10 personnes incluses	165
	CAMAP	découverte de l'outil numérique	montage vidéo	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	mardi 20h a 22h ( 1mardi / 2)	1h et 10 personnes incluses	110
	CIE 4 COINS	découverte du théâtre	apprentissage du théâtre	partenariat , projet Mpt	mercredi 20h a 23h	1/2 journée et 10 personnes incluses	245

	<b>CID INTERNATIONAL</b>	langue latine (queshua, espagnol)	cours de langue	partenariat , projet Mpt, faible cotisation action sociale internationale	jeudi 18h30 à 20h samedi 9h30 à 12h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (235h)	245
	<b>EUROGRECE</b>	culture grecque	langues, chant et danses	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	jeudi 18h30 20h30 mercre 18h30 20h30 jeudi 19h 20h	2h et 20 personnes incluses	300
	<b>PYRAMIDE</b>	jeu "pyramide"	jeux	partenariat , projet Mpt, faible cotisation paye un créneau sur les deux	vendredi 14 à 16h	2h et 10 personnes incluses	165
	<b>ZEPETRA</b>	art du cirque	cirque	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	mercredi 10h30 à 12h	1h30 et 10 personnes incluses	140
	<b>Montpel' Libre</b>	informatique	découverte des logiciels libres	partenariat , projet Mpt, faible cotisation	1 vendredi / mois 18h à 23h	1h30 et 10 personnes incluses	140
<b>Maison pour tous :</b>		<b>Voltaire</b>	<b>Pour la période de :</b>	<b>octobre à Juin 2014</b>			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	<b>SURDI 34</b>	Accompagnement des personnes malentendantes	TAI CHI pour personnes malentendantes et/ ou en fauteuil et personnes âgées.	L'association bénéficie déjà d'une salle 1/par mois	mardi de 10h à 11h	1h et 10 personnes incluses	110
						<b>Total</b>	<b>4955</b>

M Montpellier Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					Ponctuelle		
Maison pour tous : Georges Brassens			Pour la période de :		oct à juin 2014		
Pour Conseil municipal du: lundi 7 octobre 2013							
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier des Hauts de Massane	Comité de Quartier	Loto, soirée guinguette, réunion de quartier etc	6 dates dans l'année	14h - 20h		385
Maison pour tous :		Mercouri	Pour la période de :		oct à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de Quartier du Millénaire	Comité de Quartier	vide grenier assemblée générale	acteur du quartier	8/11 1/12 avec 4 autres dates à venir	3 journées et 3 demi journées	495
	EuroGrèce	culture grecque	Conférence / soirée dansante	association partenaire,projet Mpt	16/11 14h00 à 23h00	1/2 Journée salle pour - 60 personnes	110
	AGN: Aide à la Grossesse et la Naissance		Conférence / soirée dansante		23/11	1/2 Journée salle pour - 60 personnes	110
	fédération des Aveugles		Loto		30/11 13h00 à 19h00	1/2 Journée salle pour - 60 personnes	110
Maison pour tous :		l'Escoutaire	Pour la période de :		oct à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Ah Muse Gueule	animation et vie de quartier	stage de chant	partenariat sur différentes animations	samedi 23 novembre 2013 de 14h à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Bosphore	animation et vie de quartier	repas spectacle	partenariat sur différentes animations	samedi 26 octobre 2013 de 9h à 23h	1 journée - salle pour + 60 personnes	220
	comité de quartier A l'Ecoute St Martin	Animation et vie de quartier	loto	fort partenariat, implication aux projets de la structure	dimanche 17 novembre de 8h à 18h	Demi- journée salle pour - 60 personnes	110
Maison pour tous :		Villon	Pour la période de :		oct à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Secours Populaire Français	pratiquer la solidarité	braderies	Projet d'animation accessible à tous,	lundi 7 oct 10h 16h lundi 2 déc 10h 16h	2 journées - salle pour 20 à 60 personnes	220
	Montpellier Scrabble	Pratique du Scrabble	Organisation du tournoi départemental	accessible à tous.	samedi 12 octobre de 10h à 20h	1 journée - salle pour + 60 personnes	220
	FACE Hérault	FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) est un acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales	Action Profilieres: Présentation des métiers secteur nettoyage	Aides aux habitants du quartier.	mardi 15/10/13 de 9h à 12h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	FACE Hérault	FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) est un acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique. Elle prône un modèle durable qui lie de manière interdépendante la stratégie des entreprises, la politique de l'emploi et les actions sociales	Actions d'animation, conférence ,,, dans le cadre de la Semaine Bleue Semaine de solidarité intergénérationnelle	Aides aux habitants du quartier.	22/10 et 24/10 de 14h à 17h	1/2 Journée salle pour - 60 personnes	110
	BGE	Aide à la création d'activité	Jury talents des quartiers	Aides aux jeunes créateurs.	6/11 de 9h à 12h et de 14h à 18h	1 journée - salle pour - 60 personnes	55
Maison pour tous :		Marcel-Pagnol	Pour la période de :		oct à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cercle Philatelique Numismatique Cartophile de Montoellier	Philathélie	salon des collectionneurs	grand rendez-vous annuel des collectionneurs (gratuité accordée les années précédentes)	19 et 20 octobre	Week-end stages activités associations + 20 personnes	220



	Comité de quartier de la Chamberte		réunions et loto	6 dates dans l'année		Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
	Ylang-Ylang	Culture et solidarité.	soirée	soirée à but caritatif à destination des Comores (collecte de matériel médical)	09/11/2013	Journée salle pour + 60 personnes	220
	Secours populaire	solidarité	braderie (vêtements et jouets)		2 dimanches oct à déc 2013	Journée salle pour + 60 personnes	220
Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens	Pour la période de :	oct à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité de quartier Tournezy	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Tournezy	Réunion mensuelle	6 dates dans l'année		Demi-journée salle pour - 60 personnes	330
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	oct à Juin 2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Escale de L'humour	Aide à la diffusion de spectacles et organisation d'événements culturels	Festival de théâtre "Humour"	Festival se déroulant sur la ville et le réseau des Maisons pour tous	du 1er au 6 mai 2014 6 journées	Journée salle pour + 60 personnes	1320
						total	4895

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Installation ou raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur 7 bâtiments de la Ville Convention Etat/Ville de Montpellier

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfectures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfectures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires. Cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alerte de priorité 1 ont ainsi été identifiées, sur un total de 1 744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Les sirènes objet de la présente convention, implantées dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, ont vocation à être raccordées au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours.

La présente convention porte :

- *sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations,*
- *sur l'installation,*
- *sur la maintenance*

de plusieurs sirènes d'alerte, propriété de l'Etat, installées sur des bâtiments propriété de la commune de Montpellier. Elle fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

La localisation des sirènes est établie comme suit :

- 1- Hôtel de Ville – Place Georges FRECHE
- 2- Ecole Léo MALET – 5, allée Pierre Carabasse
- 3- Ecole Sarah BERNHARDT
- 4- Ecole GARIBALDI
- 5- Ecole Jean MOULIN 20 boulevard Mounié
- 6- Ecole Pierre CALMETTE 147, rue des Quatre Seigneurs
- 7- Ecole DIDEROT 16, rue de la Bandido

Ce raccordement permettra le déclenchement de ces sirènes à distance, via l'application SAIP et le réseau INPT (Infrastructure nationale partageable des transmissions) du ministère de l'intérieur.

Le déclenchement manuel, en local, des sirènes par le maire de Montpellier restera possible en cas de nécessité.

Pour sa part, l'utilisation du SAIP par le maire de la commune fera l'objet d'une convention spécifique.

Le coût des opérations d'installation et de l'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par l'Etat.

Le coût du raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie des installations, ainsi que le fonctionnement des moyens de déclenchement manuels locaux, reste à la charge de la commune de Montpellier propriétaire du bâtiment sur lequel est implantée la sirène.

La convention prendra effet à la date de la signature par les parties du procès-verbal d'installation des matériels de raccordement au SAIP.

La convention est conclue pour une durée de trois années et se poursuivra par tacite reconduction jusqu'à expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum. Elle pourra être prolongée par avenant après la désignation par l'Etat d'un nouveau prestataire assurant la maintenance des équipements.

#### **Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention entre l'Etat et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**



**Entre les soussignés :**

et

## Visas

- « La sécurité civile a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres personnes publiques ou privées »*

- Le maire est chargé de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, qui comprend notamment « le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature [...], de pourvoir d'urgence à toutes mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure »,

- « Le présent code s'applique aux biens et aux droits, à caractère mobilier ou immobilier, appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs groupements, ainsi qu'aux établissements publics. »*

- Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **Article 1 - Rappel du contexte**

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfetures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfetures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires. Cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alerte de priorité 1 ont ainsi été identifiées, sur un total de 1 744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain.

La ou les sirènes objet de la présente convention, implantée(s) dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, ont vocation à être raccordées au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours.

## **Article 2 - Objet de la convention**

La présente convention porte :

- *sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations,*
- *sur l'installation,*
- *sur la maintenance*

d'une ou de plusieurs sirènes d'alerte, propriété de l'Etat, installées sur un ou des bâtiments propriété de la commune de Montpellier. Elle fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

La localisation des sirènes objet de la présente convention est établie comme suit :

- 1- Hôtel de Ville – Place Georges FRECHE – coordonnées GPS : latitude 43.35559N longitude 3.53478E
- 2- Ecole Léo MALET – 5, allée Pierre Carabasse - coordonnées GPS : latitude : 43.36446N longitude : 3.49515E

- 3- Ecole Sarah BERNHARDT – 175 rue Edouard Villalonga – coordonnées GPS : latitude : 43.36559N longitude : 3.54208E  
 4- Ecole GARIBALDI – 2, place Fontjun – coordonnées GPS : latitude : 43.35350N longitude : 3.5205.8E  
 5- Ecole Jean MOULIN 20 boulevard Mounié – coordonnées GPS : latitude 43.37083N longitude : 3.53282E  
 6- Ecole Pierre CALMETTE 147, rue des Quatre Seigneurs – coordonnées GPS : latitude : 43.38290N longitude : 3.51256E  
 7- Ecole DIDEROT 16, rue de la Bandido – coordonnées GPS : latitude 43.35259N longitude : 3.53146E

Ce raccordement permettra le déclenchement de ces sirènes à distance, via l'application SAIP et le réseau INPT (Infrastructure nationale partageable des transmissions) du ministère de l'intérieur.

Le déclenchement manuel, en local, des sirènes par le maire de Montpellier restera possible en cas de nécessité.

Pour sa part, l'utilisation du SAIP par le maire de la commune fera l'objet d'une convention spécifique.

Conformément aux rapports de visite et aux devis établis par le prestataire Eiffage, mandaté par le ministère de l'intérieur, à la suite de ses visites sur site des 14 et 15 novembre 2012 (rapports de visite figurant en annexe) où étaient présents un responsable de site, désigné par la commune de Montpellier propriétaire des bâtiments, et un représentant de la préfecture, le raccordement consiste en :

- Sirène n° 1 : Hôtel de Ville – Place Georges FRECHE

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène	X	
Raccordement d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 2 : Ecole Léo MALET – 5, allée Pierre Carabasse

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 3 : Ecole Sarah BERNHARDT – 175 rue Edouard Villalonga

Description	Oui*	Non*
Pose d'une sirène existante (sirène GrDF)		X
Installation et raccordement de la nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 4 : Ecole GARIBALDI – 2, place Fontjun

Description	Oui*	Non*
Pose d'une sirène existante (sirène ex EAI)		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 5 : Ecole Jean MOULIN 20 boulevard Mounié

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 6 : Ecole Pierre CALMETTE 147, rue des Quatre Seigneurs

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante (sirène hors fonctionnement)	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène	X	
Raccordement d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	
Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

\*Cocher la case correspondante

- Sirène n° 7 : Ecole DIDEROT 16, rue de la Bandido

Description	Oui*	Non*
Dépose d'une sirène existante		X
Installation et raccordement d'une nouvelle sirène		X
Raccordement d'une sirène existante	X	
Installation et raccordement d'une nouvelle armoire électrique	X	

Raccordement d'une armoire électrique existante		X
Installation d'une armoire de commande	X	

*\*Cocher la case correspondante*

### **Article 3 - Obligations respectives des parties**

#### **3.1. Obligations de la commune de Montpellier**

La commune de Montpellier partie à la convention s'engage, pour chacune des sirènes concernées, à :

- assurer la prise en charge, financière et technique, et selon les normes en vigueur, du **raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie** jusqu'au disjoncteur différentiel nécessaire au fonctionnement de la totalité des équipements composant la sirène. A cette fin, la commune de Montpellier devra faire le nécessaire pour obtenir un **rapport de visite du contrôle annuel de la conformité électrique des installations**.

- Mettre en place pour chacun des sites « Ecole » un départ triphasé 380V 16 ampères courbe D avec un différentiel 300mA avec terre

- Mettre en place pour le site « Hôtel de Ville » un départ triphasé 380V 16 ampères courbe D avec différentiel 300mA avec terre à partir du Tableau de Distribution situé au 8<sup>ème</sup> étage du bâtiment « mairie ».

- Assurer les actions de **maintenance de premier niveau** (détection de panne et « petit dépannage » de la sirène, de l'armoire électrique, de l'armoire de commande, du boîtier émetteur récepteur et de l'antenne) sur l'ensemble des équipements composant la sirène et récapitulés à l'article 5 de la présente convention.

Les personnels désignés par la commune de Montpellier pour assurer ces actions recevront à cet effet une formation de la part d'Eiffage (prestataire installateur et maintenance), ainsi qu'une documentation technique, lors de la réception du site.

**Hors maintenance de premier niveau décrite supra, aucune intervention autre que celle d'Eiffage ne devra être effectuée par les agents de la commune sur ces matériels.**

- informer la préfecture (services chargés de la protection et de la sécurité civile) dans les plus brefs délais en cas d'éventuels problèmes de fonctionnement des équipements appartenant à l'Etat, afin que celle-ci fasse intervenir, le cas échéant, Eiffage.

- laisser libre accès, sous réserve de prévenance, au personnel (prestataires étatiques, personnels de l'Etat) chargé d'assurer la maintenance et l'entretien des équipements appartenant à l'Etat (remplacement du boîtier émission réception et de la batterie de l'armoire de commande notamment)

L'entreprise mandatée devra prendre rendez-vous avec le responsable du secteur géographique concerné par l'intervention au moins 5 jours auparavant pour pouvoir accéder au site sauf s'il s'agit d'une intervention d'urgence mettant la sécurité de la population en cause.

- informer préalablement (au minimum six mois avant la date prévue) la préfecture en cas de :

- projet de démontage, aux fins de réinstallation sur un autre bâtiment, de remplacement ou de destruction, des équipements constituant la sirène ;



- projet de changement de propriétaire ou de destination du bâtiment d'implantation de la sirène, sans déplacement de celle-ci.

- informer la préfecture de tout changement de responsable de site relativement à la sirène et transmettre les coordonnées d'un nouveau correspondant.

### 3.2. Obligations de l'Etat

L'Etat s'engage, pour chacune des sirènes concernées, à :

- communiquer à la commune de Montpellier partie à la convention, dès sa réception, le rapport de visite établi par Eiffage suite à la visite de site ;

- faire intervenir la société Eiffage pour assurer le maintien en condition opérationnelle des matériels dont l'Etat a la propriété ;

- s'assurer après installation ou réparation des matériels de la remise en état des lieux par la société Eiffage

- assurer le fonctionnement opérationnel de l'application SAIP à laquelle est raccordée la sirène ;

- permettre au maire de faire un usage propre de la sirène, via les moyens de déclenchement locaux ou le SAIP, ou de solliciter auprès d'un tiers le déclenchement de la sirène, aux fins d'alerte des populations sur sa commune. Les conditions de ce déclenchement sont décrites dans une convention dédiée.

- informer l'autre partie contractante de tout changement de responsable relativement à la sirène et transmettre les coordonnées d'un nouveau correspondant.

### Article 4 : conditions financières

Le coût des opérations d'installation et de l'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par l'Etat.

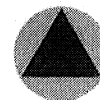
Le coût du raccordement au réseau électrique et de la fourniture en énergie des installations, ainsi que le fonctionnement des moyens de déclenchement manuels locaux, reste à la charge de la commune de Montpellier, propriétaire du bâtiment sur lequel est implantée la sirène.

### Article 5 : obligations respectives des parties

Au vu des éléments établis dans les articles 2 à 4 de la présente convention, la propriété des équipements constituant l'ensemble « sirène d'alerte » connectée au SAIP est répartie comme suit :

	Propriétaire de l'équipement	
	Etat	Commune
Sirène	X	
Armoire électrique	X	
Armoire de commande	X	
Boîtier émission réception	X	



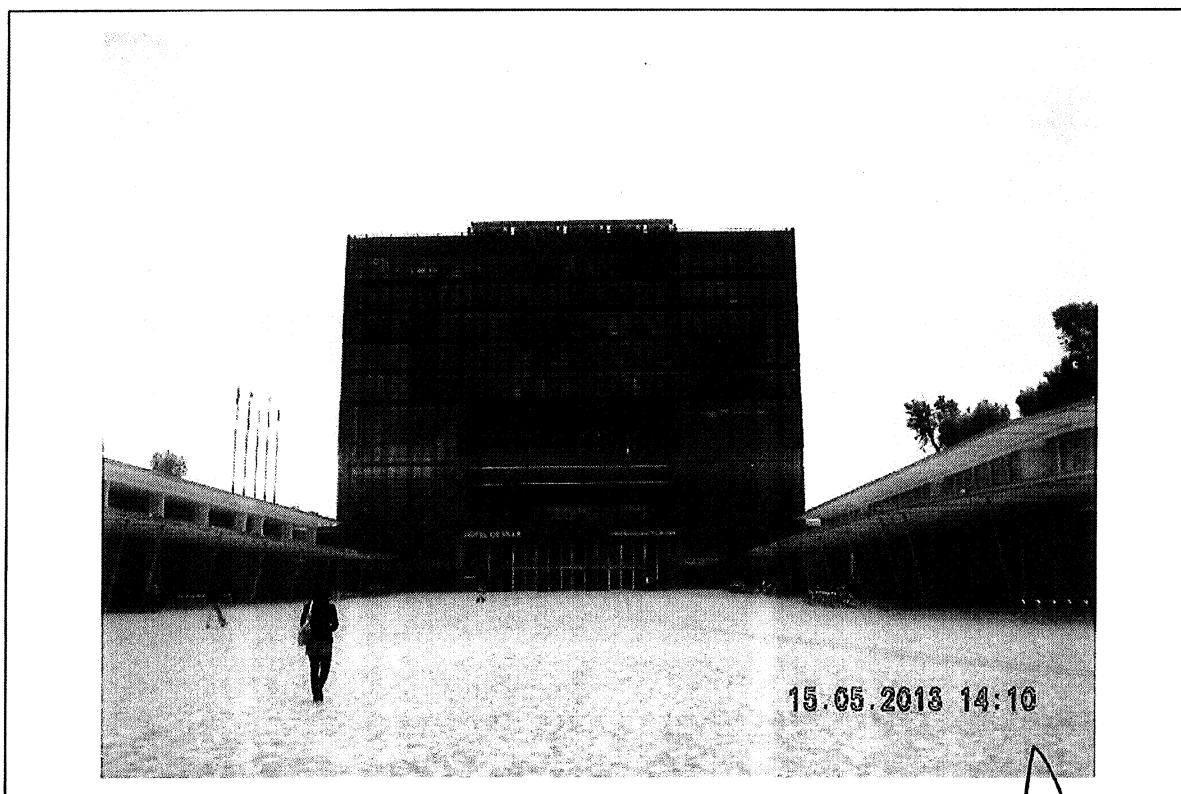


## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-751

<b>Date de la visite :</b>	20/12/2012 ET 15/05/2013	
<b>Nom du site :</b>	MAIRIE	
<b>Adresse Rue:</b>	130 rue du Chéla	
<b>Adresse CP + Ville :</b>	34000 MONTPELLIER	
<b>Cordonnées GPS en DD :</b>	<i>Latitude :</i> <del>43.599375</del> 43.35559 N	
<a href="http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps">http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps</a>	<i>Longitude :</i> <del>3.896145</del> 3.534778 E	
<b>Propriétaire du site :</b>	Commune	de Montpellier
<b>Exploitant ou occupant du site :</b>	Commune	de Montpellier
<b>Sirène étatique :</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Sirène communale :</b> <input type="checkbox"/>

### VUE GENERALE DU SITE



W

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

Rédacteur **EIFFAGE : E. VANTROYEN**  
Date : 05/06/2013

#### NOM DES PRESENTS PENDANT LA VISITE :

Propriétaire du site-responsable du site : Mr Thomas  
DUBIEZ Thomas et Mme Laure FROMENTY  
Exploitant ou occupant du site : /  
Préfecture : Mme Jocelyne DANNEELS  
SIDSIC OU SZISC : M. Bruno MATHOUILLET

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	Monsieur Thomas DUBIEZ
<b>Fonction :</b>	Chargé de Prévention des Risques Urbains.
<b>Tel :</b>	04.67.37.87.08
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	Thomas.dubiez@ville-montpellier.fr
<b>Nom :</b>	Mme Laure FROMENTY
<b>Fonction :</b>	Responsable de Site Service Patrimoine et Sécurité Direction Architecture et Immobilier
<b>Tel :</b>	Tél : 04 67 34 87 37 / 06 25 22 30 08 Poste : 28 737
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	Laure.FROMENTY@ville-montpellier.fr
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 8H30/12H00 et 14H00/17H00		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Plan de prévention existant :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Préciser :</b> Port des EPI pour accéder sur l'Edicule ascenseur pour réaliser l'installation et le raccordement de la Sirène.		
CONDITIONS D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : >50m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès : à établir lors du Plan de Prévention.	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Préciser :</b> Un Plan de Prévention sera réalisé 1 mois avant le début des Travaux par la Ste EIFFAGE et le responsable du site.		



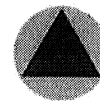
## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION			
<b>SPECIFICITES</b>			
Présence d'amiante :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui	<input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Compteur avec départ protégé avec différentiel :	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Tension d'alimentation :			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
Un départ de terre est-il disponible :			
	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<u>Si oui</u> intensité :                      courbe : Emplacement : Niveau 8 <sup>e</sup> Etage du bâtiment Mairie.			
<u>Si non :</u>			
- branchement direct sur fusibles EDF <span style="float: right;"><input type="checkbox"/></span> - branchement direct sur réseau EDF <span style="float: right;"><input type="checkbox"/></span> - branchement direct avec comptage sur réseau EDF <span style="float: right;"><input type="checkbox"/></span>			
<b>Préconisation :</b> Un départ triphasé 380V 16A courbe D avec différentiel 300mA + terre sera mis à disposition par la commune à partir du Tableau de Distribution situé au 8 Etage du Bâtiment. La mairie veillera à assurer la mise à disposition de l'énergie nécessaire au bon fonctionnement des équipements techniques de la sirène .La Puissance demandée étant de 4kW en mode activité de la sirène.			



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE EXISTANTE OU A CREER

Régime de neutre de l'installation : **sans**

Emplacement de l'armoire : **Sur Toiture Terrasse**

Type de fixation (murale, au sol...) : **Posé sur socle**

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P): H x L x P

Contacteur intégré dans l'armoire : Oui ☐ Non ☐

Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le : **En Attente copie du dernier rapport de visite.**

Protection de l'armoire (mise à la terre) : Oui ☒ Non ☐

Câble alimentation de l'armoire : Nombre de conducteurs **4** Section **2.5**

Commande locale de la sirène : Oui ☒ Non ☐

Localisation : **SO**

Etat visuel : **SO**

Fonctionnement correct (essai effectué) : SO : Oui ☐ Non ☐

Armoire électrique à remplacer : SO : Oui ☐ Non ☐

#### Compléments d'information (Identification des contraintes éventuelles) :

L'Armoire électrique de la sirène sera installée sur la toiture terrasse, son support sera fixé sur dalles béton.  
Le câble d'alimentation passera dans un chemin de câble existant, puis dans la colonne technique pour rejoindre le Tableau de Distribution au Niveau du 8<sup>e</sup> Etage.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input checked="" type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input type="checkbox"/>	Edicule Ascenseur.	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>			
<b>Type de fixation :</b>		Sur Dalles béton	
<b>Fabricant :</b>		FOX	
<b>Modèle / référence :</b>		Sirène PAKITA	
<b>Puissance :</b>		4KW en mode alerte permanent	
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Terre raccordée :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Câble d'alimentation de la sirène :</b>		Nombre de conducteurs 4	Section 2.5
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
La sirène sera installée sur la toiture terrasse de l'édicule ascenseur, le câble d'alimentation passera dans un chemin de câble fixé sur le mur coté zone technique pour rejoindre l'armoire électrique de la sirène.			

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### CHEMINEMENT DES CÂBLES

Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:

A conserver ☐

A Installer ☒

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

25ml

Câbles entre l'armoire électrique et le départ protégé :

A conserver ☐

A Installer ☒

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

30ml

**Commentaire :**

Le câble d'alimentation passera dans un chemin de câble existant, puis dans la colonne technique pour rejoindre le Tableau de Distribution au Niveau du 8e Etage.

**Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :**

Passage des câbles sous chemin câble posé sur dalle béton.

**Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le départ protégé :**

Passage des câbles sous chemin câble posé sur dalle béton.

**Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Sur toiture Terrasse.

**Type de fixation (murale, au sol) :** Posé sur socle .

**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H x L x P

**Tension disponible en amont :**

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

**Boîtier FT existant à enlever :** Oui ☐ Non ☒

**Puissance disponible en amont :** En attente info Mairie.

**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**

Oui ☒ Non ☐

**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :**

**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Oui ☐ Non ☒

**Si oui, emplacement :**

### Compléments d'information :

**Validation du niveau de signal au nouvel emplacement : OUI**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SYNTHESE

#### 1-Travaux préalables obligatoires :

- ✦ Mise en place: Un Disjoncteur triphasé 380V 16A courbe D + différentiel 300mA + terre mis à disposition par la commune.
- ✦ Autorisation de voirie : SO
- ✦ Armoire électrique : Installation d'une Nouvelle armoire électrique

#### 3-Préconisations de l'Administration au propriétairedu site : Sans Objet.

#### 2-Matériel installé sous la responsabilité du ministère de l'intérieur :

- ✦ Alimentation électrique : Raccordement du nouveau coffret électrique au départ protégé mis à disposition par la commune
- ✦ Sirène : Installation Nouvelle.
- ✦ Armoire de commande : Installation Nouvelle.
- ✦ Déport antenne : sans Objet.
- ✦ Câble électrique : 55ml
- ✦ Nacelle / levage :Sans Objet.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PHOTOS DU SITE

#### Emplacement de la Sirène à installer.

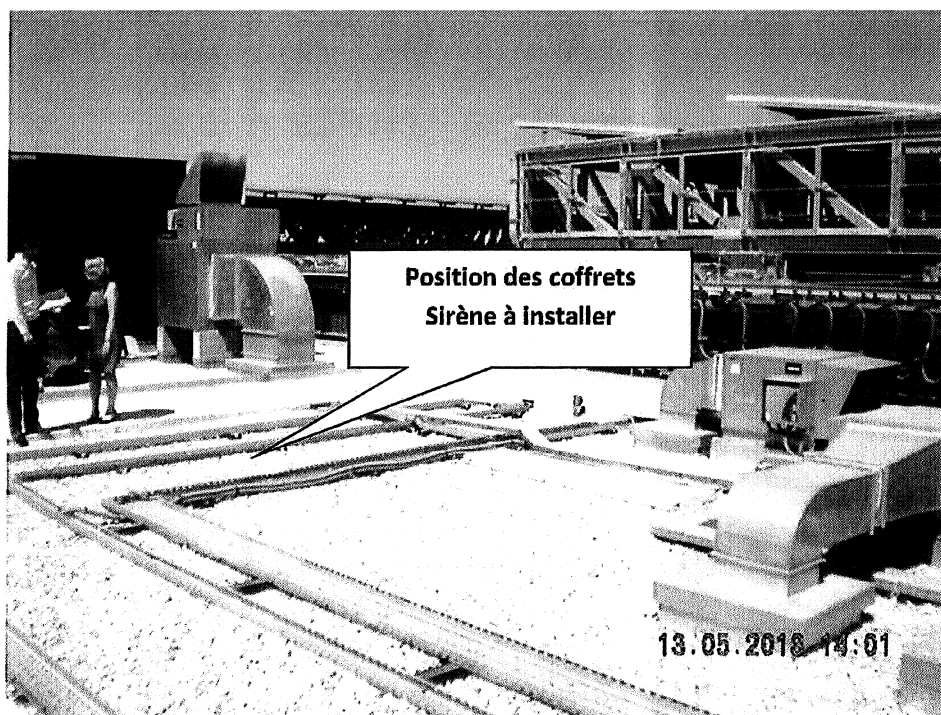


#### Passage du Câble d'alimentation de la sirène.

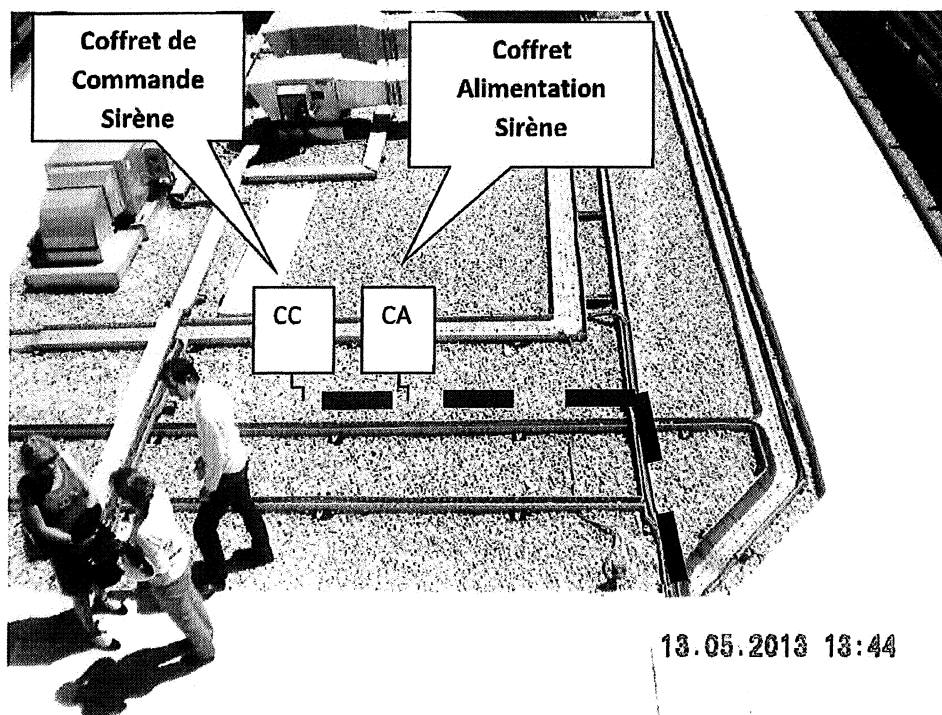




## Système d'Alerte et d'Information des Populations

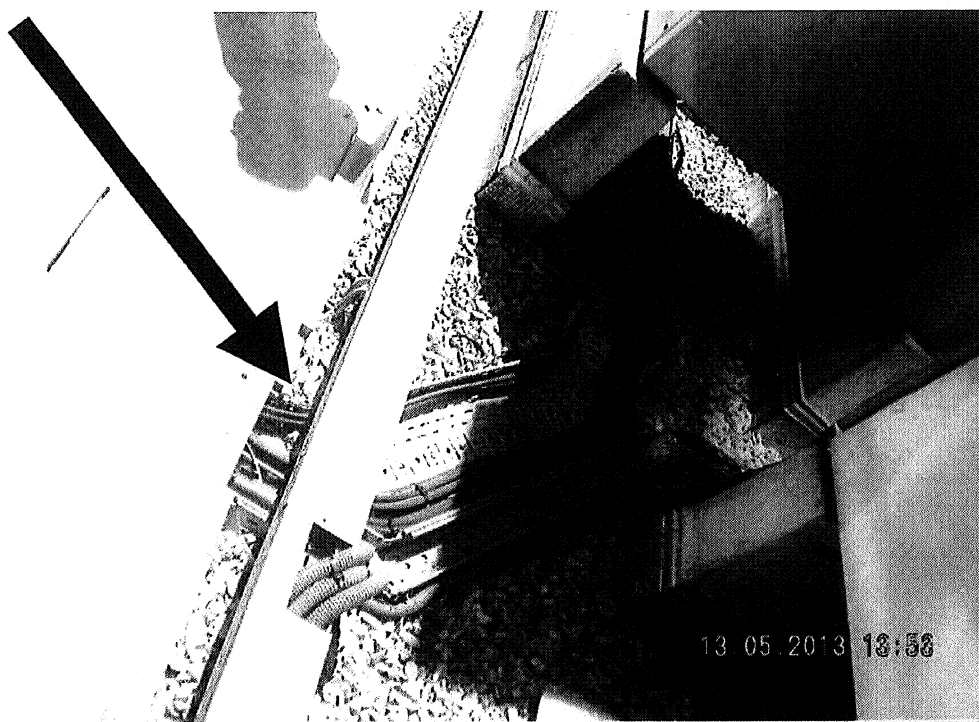


### Emplacements du Coffret d'Alimentation Sirène et du Coffret de Commande

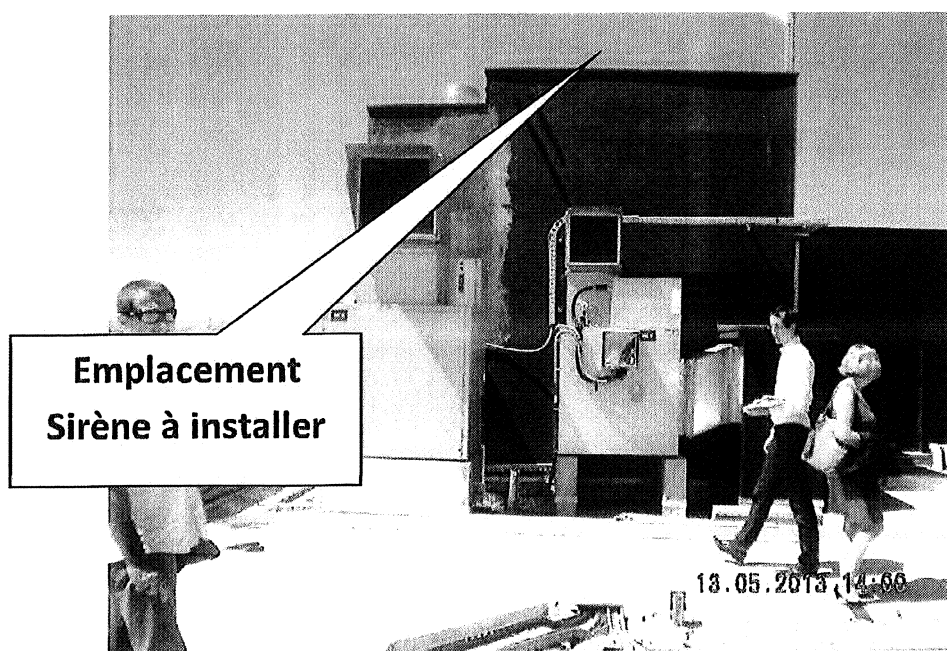


## Système d'Alerte et d'Information des Populations

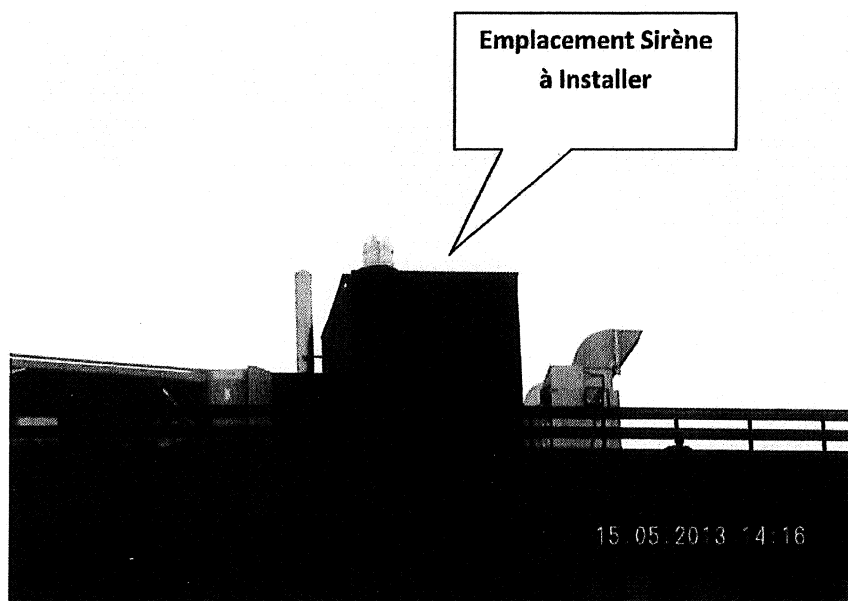
### Passage câbles Alimentation Sirène et Coffret d'alimentation.



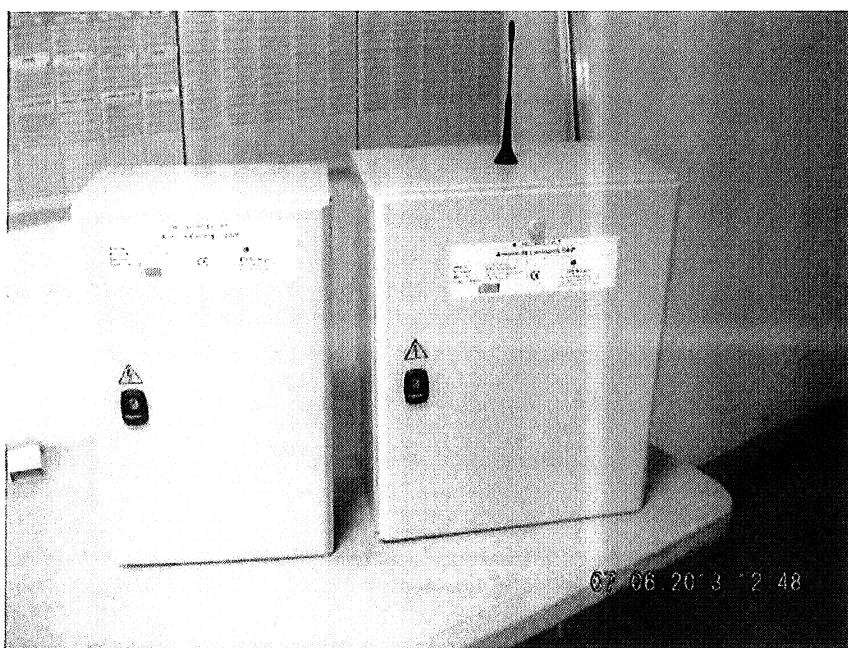
### Emplacement sirène sur édicule Ascenseur

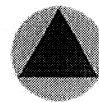


## Système d'Alerte et d'Information des Populations

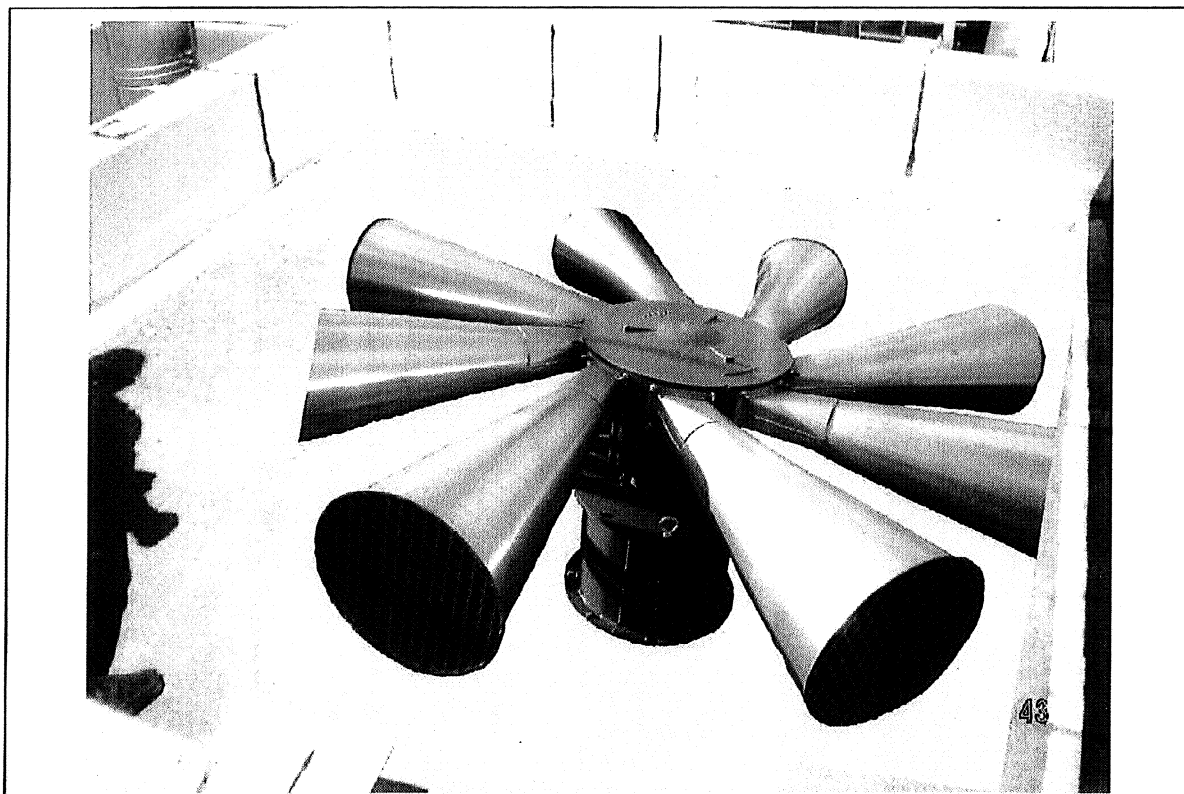


### Coffret de Commande et coffret d'Alimentation



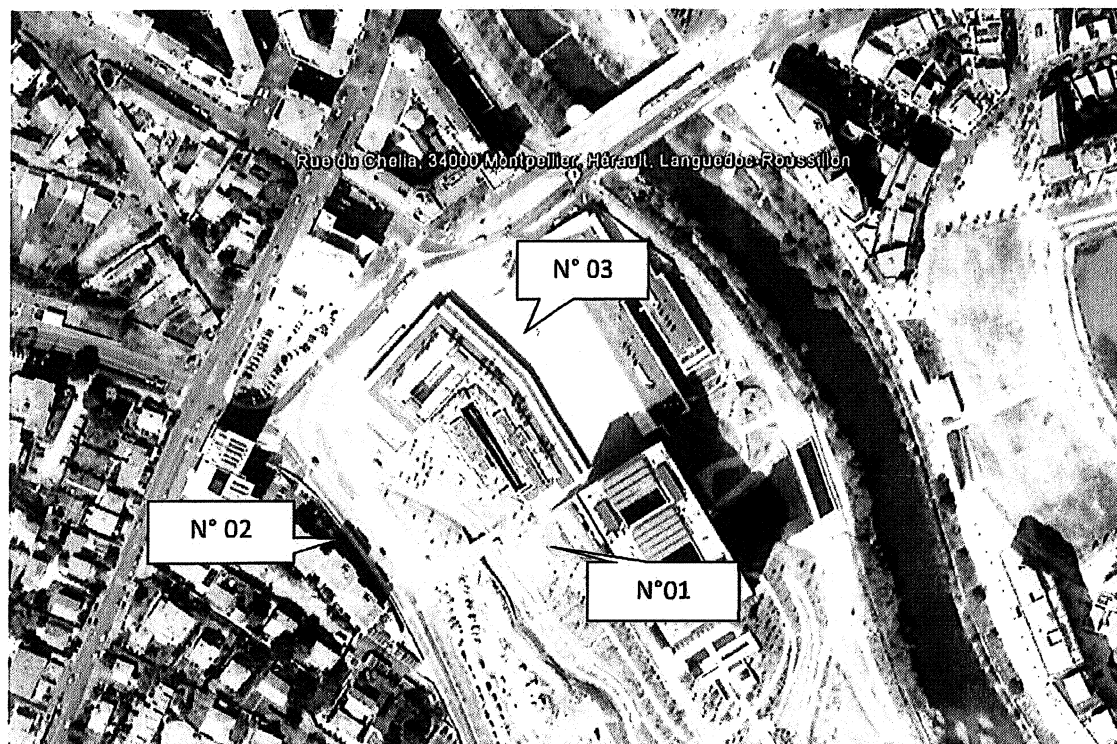


## Système d'Alerte et d'Information des Populations



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Emplacement Prise de Vues pour Photomontages



### PHOTOMONTAGES SIRENE A INSTALLER

#### PRISE DE VUE N° 01

#### PRISE DE VUE N°02

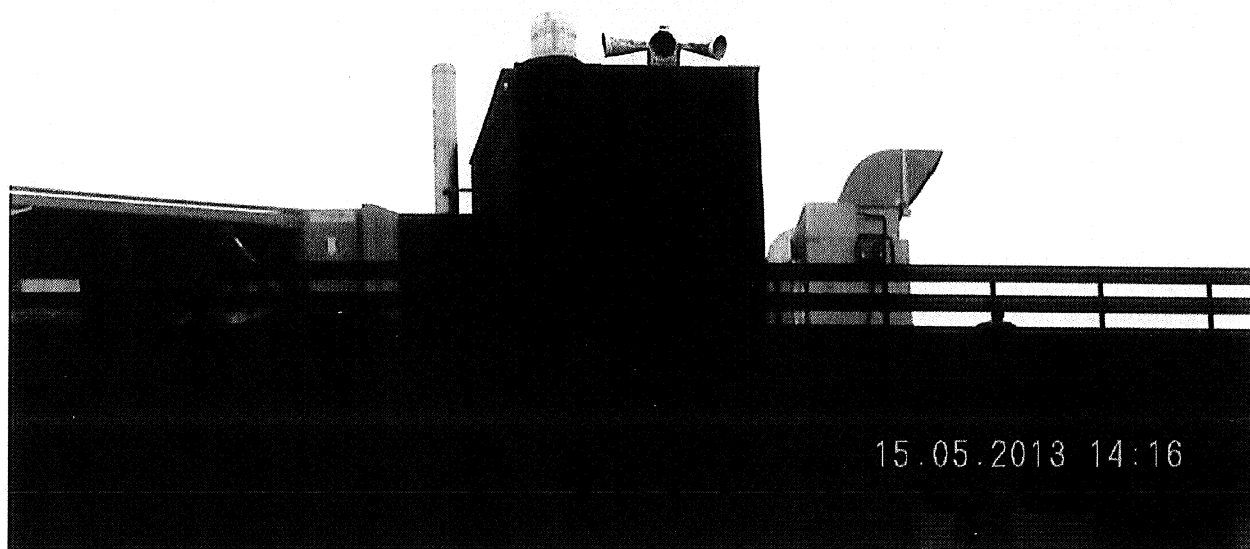


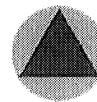
## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PRISE DE VUE N° 03



## Système d'Alerte et d'Information des Populations





## Système d'Alerte et d'Information des Populations





## Système d'Alerte et d'Information des Populations





Moteurs Fox  
Tourcoing

## Description technique des sirènes proposées

### Sirènes Electromécaniques PAKITA Type LC

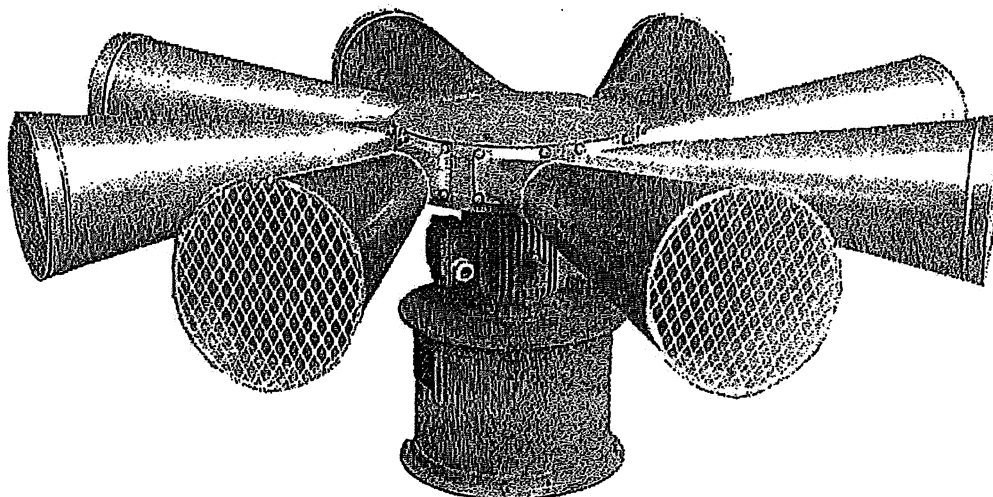
- fabrication française -

- Matériel conforme aux exigences de la Protection Civile -

- Conforme à l'Arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte -
- Conforme à la norme moteur d'efficacité IE2 (Haut rendement) obligatoire à partir du 16 juin 2011 dans l'UE

La Qualité de la Sirène PAKITA est basée sur une expérience de plus 50 ans de fabrication. Cette qualité découle d'une constante volonté d'amélioration pour sa robustesse et ses performances. Le succès de la Sirène PAKITA procède de l'optimisation de ses caractéristiques techniques qui peuvent être ainsi résumées :

"Perfectionnement structurel et simplification des éléments qui la composent."



Moteurs FOX

27, rue F. Roosevelt - BP 10131 - 59333 TOURCOING Cedex  
Tel. 03 20 01 73 76 - Fax 03 20 01 80 29 - [moteurs.fox@wanadoo.fr](mailto:moteurs.fox@wanadoo.fr)

## Construction

La sirène Pakita LC est de construction française. Elle se compose d'un moteur électrique et d'une tête de sirène constituée d'une turbine, d'un carter et d'un capot. La turbine est en fonte d'aluminium AS 10G résistant à l'air salin. Elle est équilibrée dynamiquement. Le sens de rotation de la turbine est indiqué par une flèche coulée dans la masse sur le capot.

Le carter et le capot sont en fonte d'aluminium. Le carter est équipé de points d'encrages destinés à recevoir les pavillons d'orientation sonore. Le capot assure une protection contre les intempéries. L'ensemble tête de sirène est protégé par un revêtement émaillé résistant à l'air salin (RAL 7035).

Le moteur électrique, utilisé pour des service intermittents, est construit avec carcasse et paliers -flasques fonte. Il répondra à la nouvelle norme d'efficacité IE2, obligatoire dans l'Union européenne depuis le 16 juin 2011.

Il est spécialement adapté pour le montage de la tête de sirène. Le moteur est protégé contre les poussières et contre les projections d'eau IP55. Il est prévu pour un **service intermittent**. Les bobinages sont de classe F. Les roulements à billes sont étanches et graissés pour toute la durée de vie du roulement. Le rotor est équilibré dynamiquement. Sa vitesse de rotation est de 2880 tr/mn. Le moteur est alimenté en courant alternatif, couplage 230/340 Volts à 50 Hz.

## Gamme

Le choix d'une sirène est conditionné par la portée d'alarme recherchée. Le Type LC PAKITA permet de répondre à des portées maxi de 4500 mètres. Ces portées peuvent varier en fonction de la situation de la sirène et de son environnement. Il convient de vérifier que la portée obtenue soit audible par toutes les personnes concernées par l'alerte.

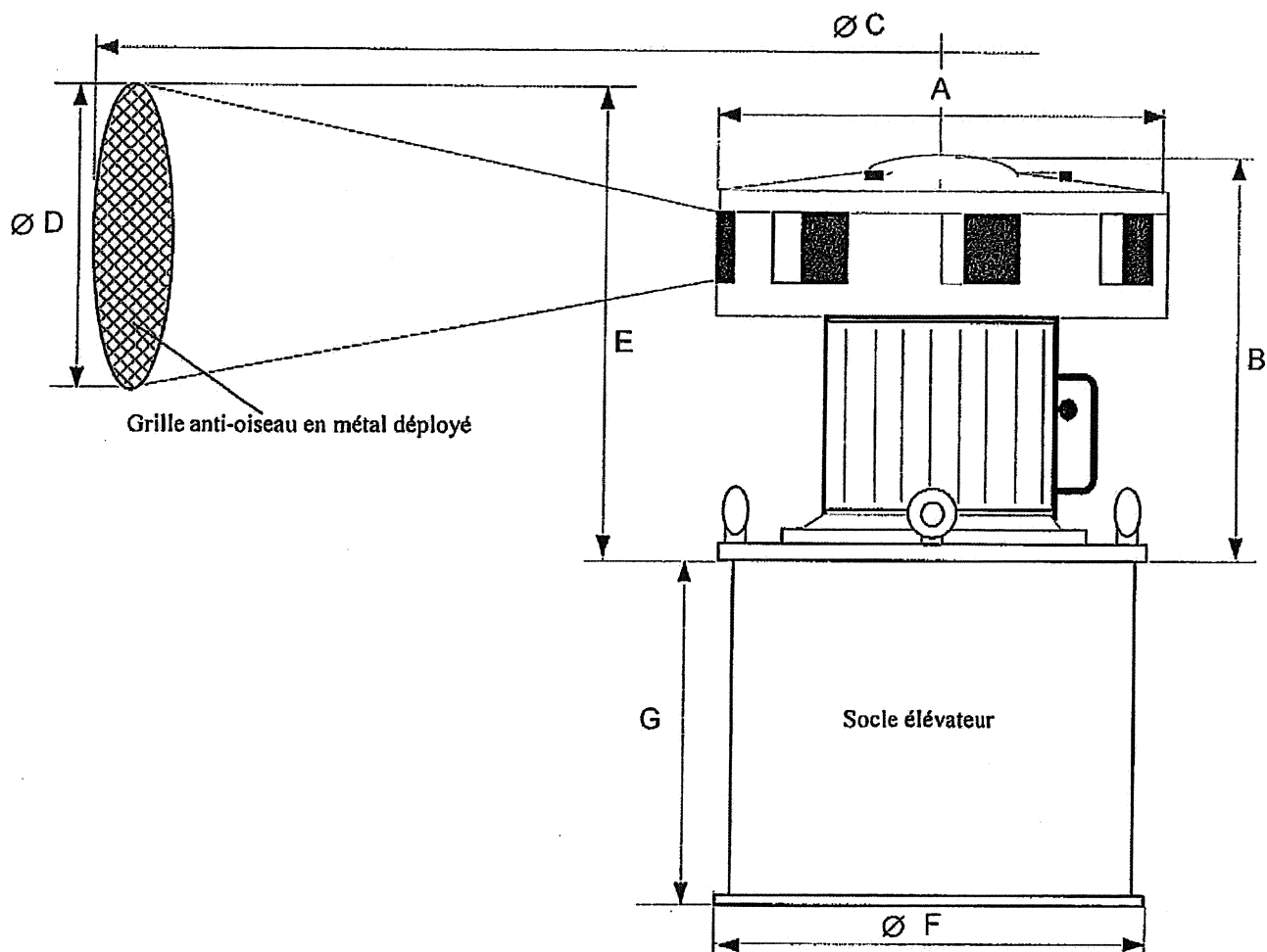
Type	Puissances (Kw)	Masses (Kg)	Portées* maxi	Niveau Sonore (dBA à 10 m)	Fréquence Du son (Hz)	Tonalité	Usages courants
LC	4	90	4500	120	380	Fa dièse 3ème octave	Bourg Plage

\* portée multidirectionnelle obtenue dans des conditions d'air calme sans obstacle

### Moteurs FOX

27, rue F. Roosevelt – BP 10131 – 59333 TOURCOING Cedex  
Tel. 03 20 01 73 76 - Fax 03 20 01 80 29 - [moteurs.fox@wanadoo.fr](mailto:moteurs.fox@wanadoo.fr)

## Caractéristiques dimensionnelles (mm)



Type	A	B	C	D (Int.)	E	F	G
LC	520	480	2010	320	500	495	330

## Poids (Kg)

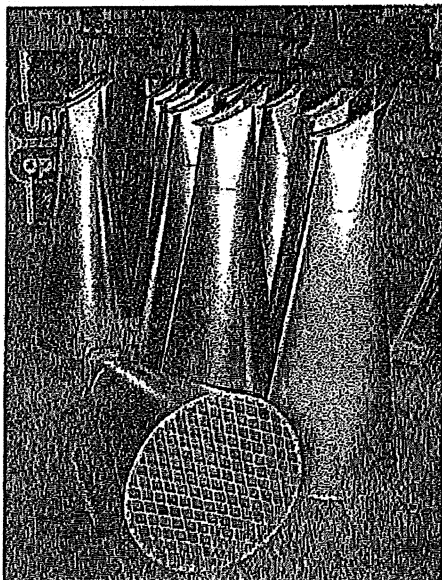
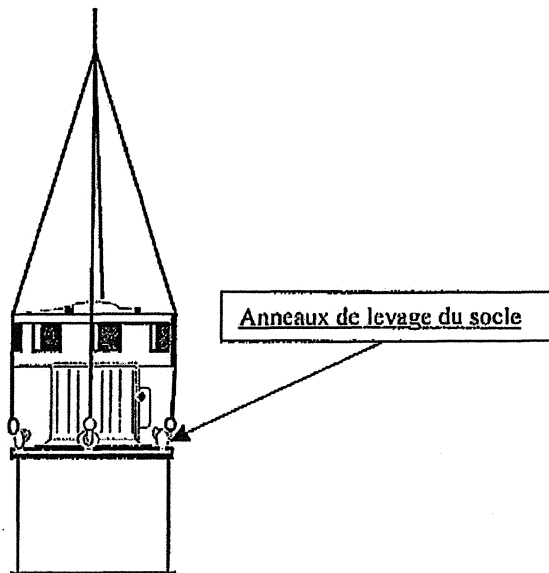
	LC
Sirène seule	54
Sirène + pavillons	118
Sirène + pavillons + socle élévateur	130

### Moteurs FOX

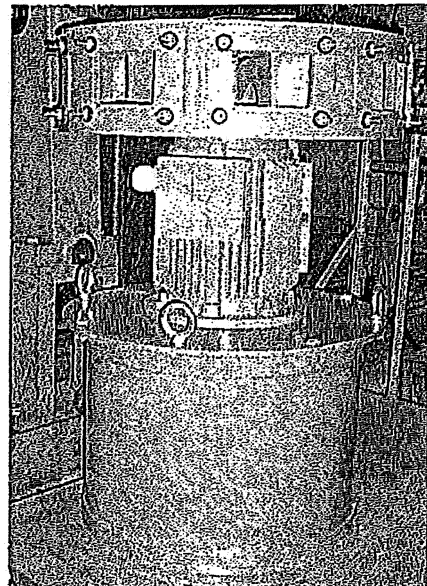
27, rue F. Roosevelt – BP 10131 – 59333 TOURCOING Cedex  
 Tel. 03 20 01 73 76 - Fax 03 20 01 80 29 - [moteurs.fox@wanadoo.fr](mailto:moteurs.fox@wanadoo.fr)

## Informations complémentaires

- Les 8 pavillons d'orientation sonore, en tôle galvanisée. Ils sont renforcés à la base et munis de bride de fixation. Ils sont munis de grilles anti-oiseaux. Ces grilles sont réalisées en métal déployé plus résistant qu'un simple grillage métallique. Ces pavillons permettent d'augmenter la portée sonore d'environ 15%.
- Le Socle élévateur de 330 mm permet de surélever la sirène au delà d'éventuelle garde-fou. D'autres hauteurs pourraient être demandées. Le socle est équipé de 4 anneaux de levage permettant de faciliter le montage sur site.



Pavillons LC



Sirène LC sur le socle

**Moteurs FOX**

27, rue F. Roosevelt – BP 10131 – 59333 TOURCOING Cedex  
Tel. 03 20 01 73 76 - Fax 03 20 01 80 29 - [moteurs.fox@wanadoo.fr](mailto:moteurs.fox@wanadoo.fr)

## Contrôle et suivi qualité

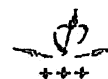
A partir de la commande, un fiche numérotée de suivi qualité individuelle pour chaque sirène est produite. Elle suit la construction de la sirène depuis les pièces brut de fonderie jusqu'à l'emballage.

La fiche contient notamment :

- le certificat de la qualité AS10G de l'aluminium utilisé par les fonderies
- le contrôle d'usinage
- le poids brut des pièces de fonderie : Turbine, Carter, couvercle
- les essais électriques des moteurs, Intensité nominale, et vitesse
- le certificat d'équilibrage de la turbine G6,3 à 3000 tr/mn - Norme ISO 1940
- Les essais électriques et sonores en dBA réalisés en salle sourde.
- Le N° de série de la sirène établit à la validation des essais électriques et sonores
- Le contrôle du montage / démontage des 8 pavillons
- Le contrôle final à la mise en caisse-palette à clair-voie.

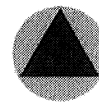
Les Numéros de fiche de contrôle qualité et de sirène sont rappelés dans les Bons de livraison. Une notice technique et une fiche d'instruction de montage et d'installation sont remises avec chaque sirène.

*Brevet et Licence de fabrication du C.R.E.E N° CLF0812 – PV 17496  
Conservatoire Régional des Equipements Electriques du Nord - Pas de Calais*



### Moteurs FOX

27, rue F. Roosevelt – BP 10131 – 59333 TOURCOING Cedex  
Tel. 03 20 01 73 76 - Fax 03 20 01 80 29 - [moteurs.fox@wanadoo.fr](mailto:moteurs.fox@wanadoo.fr)



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-1146

**Date de la visite :** 14/11/2012

**Nom du site :** Ecole Léo Malet

**Adresse Rue:** 5 allée Pierre Carabasse

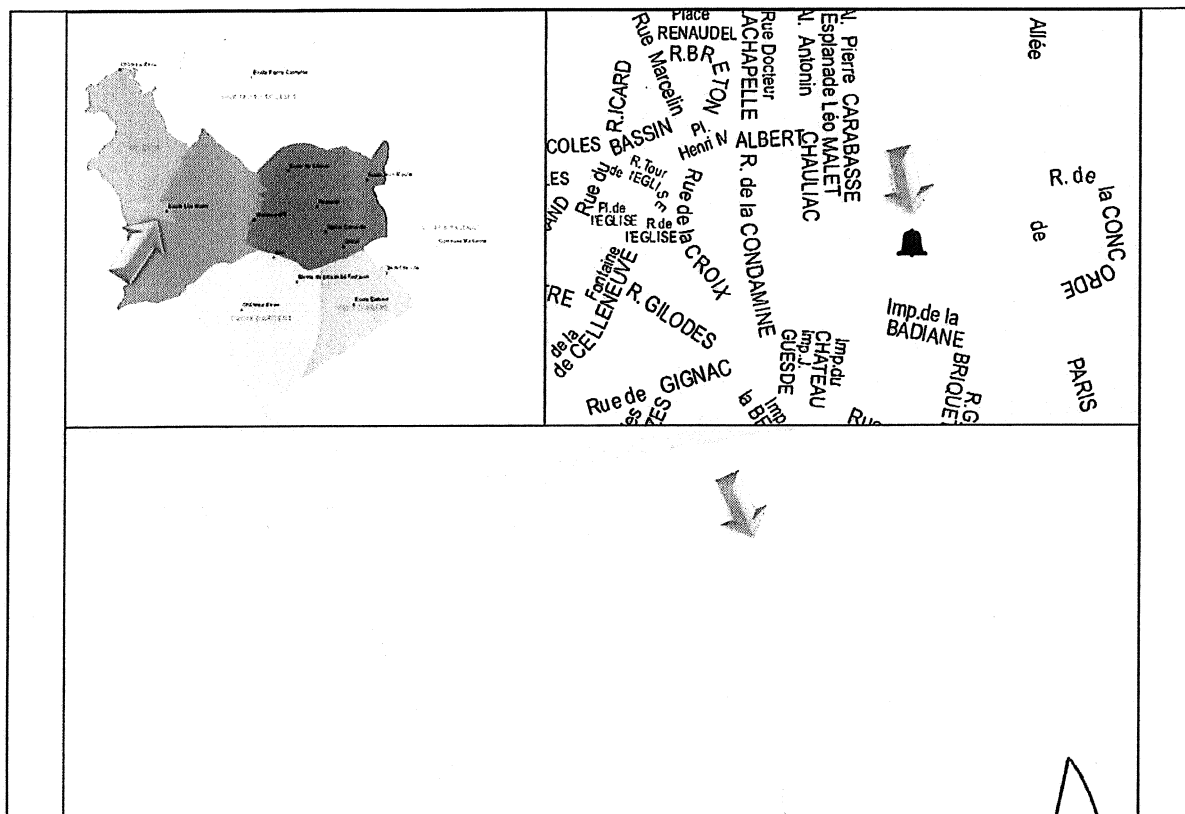
**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :** Latitude : 43.612804 43.36446 N.  
<http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps> Longitude : 3.831447 3.49515 E

**Propriétaire :** Mairie de Montpellier (Sirène Etatique)

**Exploitant :** Mairie de Montpellier

### VUE GENERALE DU SITE



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

**Rédacteur EIFFAGE: BAHOLET**

**Date :  
14/11/2012**



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	M. GINESTE
<b>Fonction :</b>	Directeur
<b>Tel :</b>	04 67 75 46 45
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	M. PAHON Michel
<b>Fonction :</b>	Directeur Maison Pour Tous Marie Curie
<b>Tel :</b>	04 67 75 10 34
<b>Fax :</b>	04 67 75 36 19
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 8h00 – 12h00 / 13h30 – 17h30		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Plan de prévention existant :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<p><b>Préciser :</b></p> <p>Un plan de prévention sera réalisé par EIFFAGE 1 mois avant le début des travaux avec le responsable du site.</p> <p>Les travaux vont nécessiter de mettre en place une Grue + Nacelle pour la dépose et repose de la sirène ainsi que pour la mise en place du Mat.</p>		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment :		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION		
<b>SPECIFICITES</b>		
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres :		
Compteur avec départ protégé avec différentiel : Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>		
<p><b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b></p> <p>L'armoire électrique est alimentée directement par un câble traversant les différentes pièces de l'école est branché directement sur le poteau en bordure de voie.</p> <p>La mairie devra mettre à disposition un départ protégé 3x16Amp courbe D avec différentiel.</p> <p>Contrôle intensité : phase 1 : 55 / 12Amp phase 2 : 55 / 10Amp phase 3 : 38 / 10Amp</p>		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE

Régime de neutre de l'installation :

Emplacement de l'armoire :

Actuellement dans le local sous l'escalier mais l'installation est prévue à l'extérieur derrière le transfo

Type de fixation (murale, au sol...) :

Murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):

H 2,00 x L 2,00 x P

Tension disponible en amont :

230 VAC



Monophasé



Triphasé



400 VAC



Triphasé



Triphasé + Neutre



Présence onduleur en amont :

Oui



Non



Puissance disponible en amont :

Contacteur intégré dans l'armoire :

Oui



Non



Dans l'armoire



Hors armoire



Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le : non

Protection de la sirène (mise à la terre) :

Oui



Non



Dans l'armoire



Hors armoire



Commande manuelle de la sirène :

Oui



Non



Localisation :

Etat visuel :

Fonctionnement correct (essai effectué) :

Oui



Non



Armoire électrique à remplacer :

Oui



Non



#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Pour essai, le contacteur général a été commuté. Le fusible de droite (départ) était enlevé, pour les essais remis en place, et retiré à la fin des essais. L'alimentation électrique de France Télécom était coupée.

La Mairie mettra à disposition à proximité des armoires électriques et de commande (à 5m maxi) un départ 3x16Amp + Terre courbe D avec différentiel 300mA.

Suite à une Réunion en Mai avec la Mairie et la Préfecture, la solution retenue est l'installation d'un Mat + Nouvelle sirène sur le Pignon du Bâtiment à une hauteur moins importante pour des raisons d'environnement que celle prévue (2m à 1 m). La Mairie a confirmé la mise en place d'un départ protégé au TGBT.



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input checked="" type="checkbox"/>	Sur une structure existante	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>		Pas d'étude de structure fournie	
<b>Type de fixation :</b>		Chevillée	
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Puissance :</b>			
<b>Contacteur intégré dans l'armoire :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Localisation :</b>			
<b>Tension de commande du contacteur :</b>			
<b>Etat visuel :</b>		Médiocre	
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
Les travaux vont nécessiter de mettre en place une Grue + Nacelle pour la dépose de la sirène et son support ainsi que pour la pose d'un Mat + Sirène.			
CHEMINEMENT DES CÂBLES			





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

<b>Câbles entre la sirène et l'armoire électrique :</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	7ml	
<b>Commentaire :</b>		
<b>Câbles entre l'armoire électrique et le TGBT :</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	10 ml	
<b>Commentaire :</b>		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :</b>		
Sous tube IRO sur le Mur Extérieur.		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le TGBT :</b>		
Sous tube IRO sur le Mur Extérieur		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :</b>		

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

<b>Emplacement :</b>	A l'extérieur		
<b>Type de fixation (murale, au sol) :</b>	Murale		
<b>Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):</b>	H 1.00	x L 1.00	x P
<b>Tension disponible en amont :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Puissance disponible en amont :</b>			
<b>Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :</b>			
	Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :</b>	4 barrettes		
<b>Emplacement de l'antenne déportée envisagé :</b>	Intérieur	<input type="checkbox"/>	Extérieur <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information :</b>			
<b>Validation du niveau de signal au nouvel emplacement :</b>			
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			

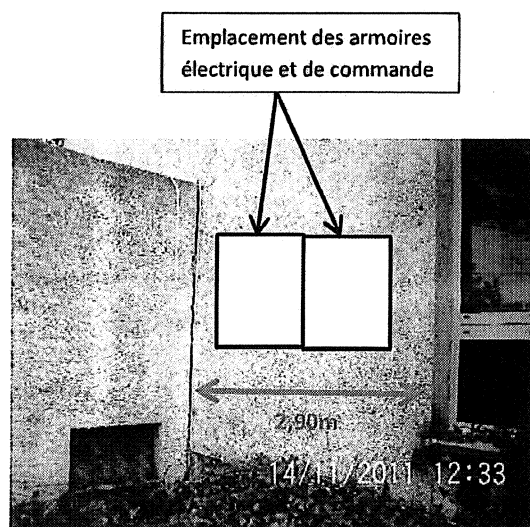
## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PHOTOS DU SITE

#### Photos de la sirène existante

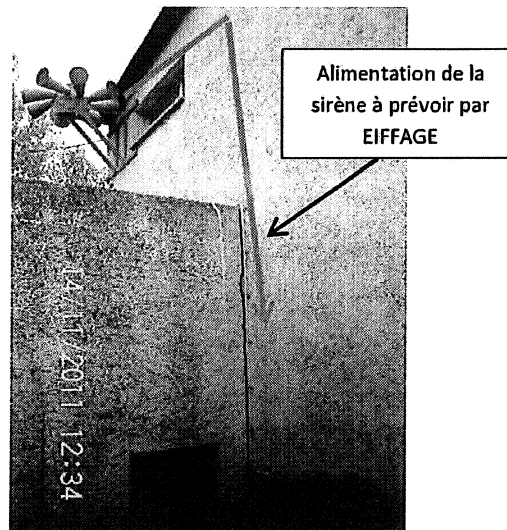
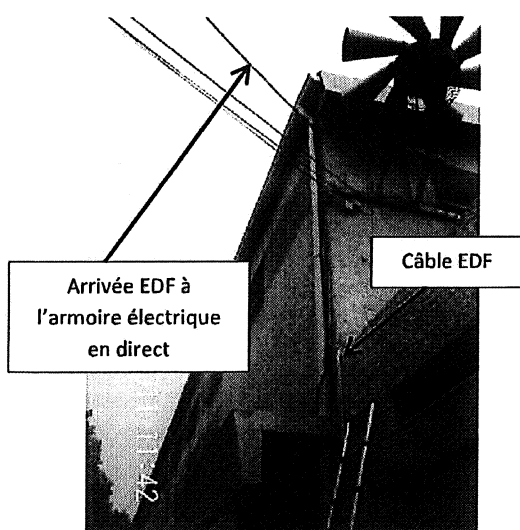
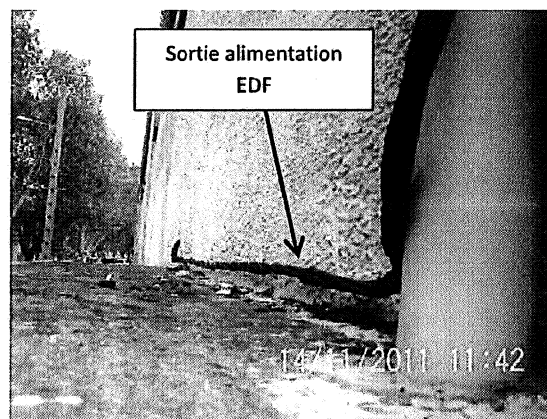
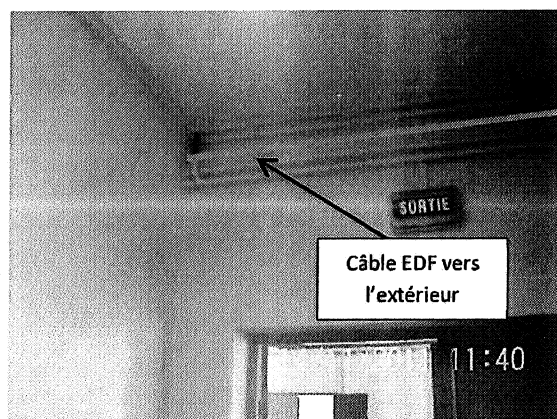
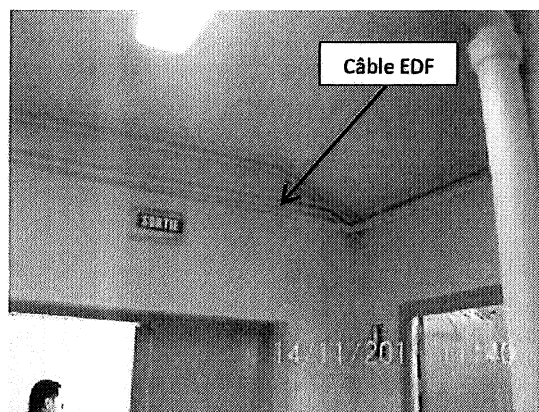
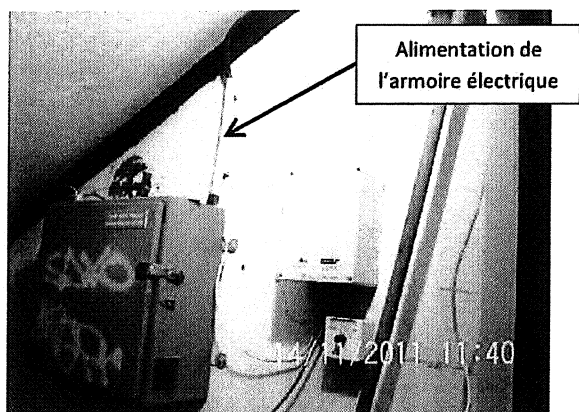


#### Emplacement de l'armoire électrique existante et future



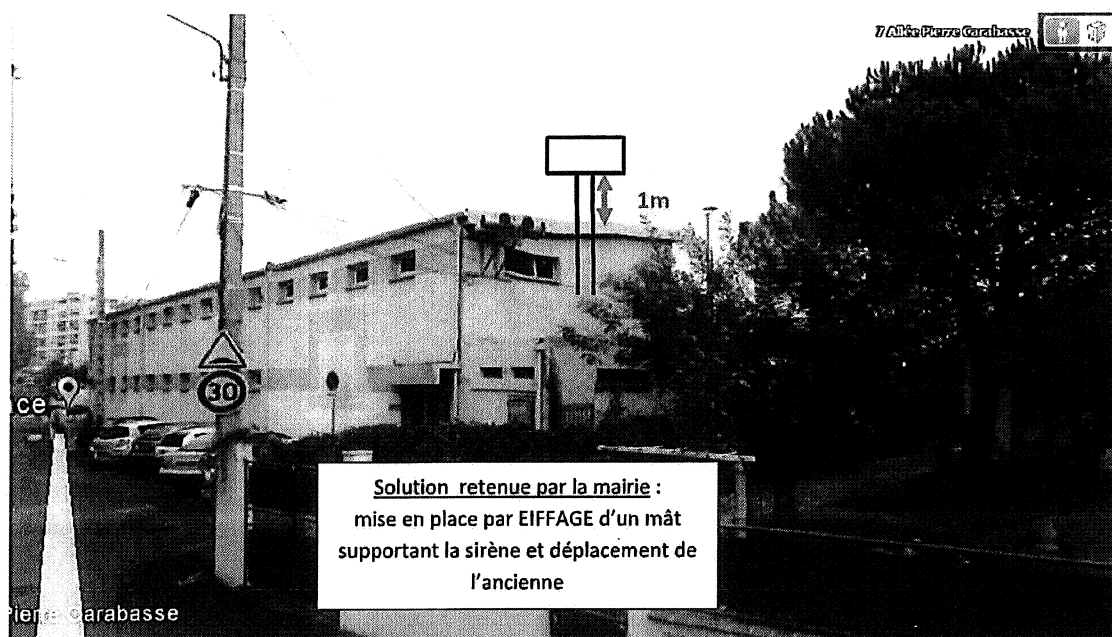
## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Cheminement de l'alimentation EDF au coffret électrique



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Solutions de remplacement de la sirène





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire

En attente du Rapport de la Conformité électrique qui doit être fourni par la mairie à La Préfecture

**Sujet:** Re: [INTERNET] Site 34-1146 Montpellier - rapport et devis modifiés  
**De :** ROUSSEAU Isabelle DGSCGC BASEP <isabelle.rousseau@interieur.gouv.fr>  
**Date :** Thu, 30 May 2013 15:09:40 +0200  
**Pour :** "BAHOLET Michel [EIFFAGE ENERGIE]" <Michel.BAHOLET@eiffage.com>  
**Copie à :** "RAFFAULT Berengere [EIFFAGE ENERGIE]"  
<Berengere.RAFFAULT@eiffage.com>, "jocelyne.danneels@herault.gouv.fr"  
<jocelyne.danneels@herault.gouv.fr>

Michel,

Dans ce cas, la sirène est juste réhaussée d'un mètre (elle n'est pas déplacée d'un site A à un site B, comme nous en avons convenu en début de semaine). VOus n'avez donc pas une installation complète à faire, avec passage de câble et tout le toutim. Votre charge de travail, me semble-t-il, n'est donc pas comparable à une installation d'une nouvelle sirène.

Ne pouvez-vous pas nous compter un raccordement de sirène existante?

Merci par avance

----- Message original -----

**Sujet :** [INTERNET] Site 34-1146 Montpellier - rapport et devis modifiés  
**De :** RAFFAULT Berengere [EIFFAGE ENERGIE] <Berengere.RAFFAULT@eiffage.com>  
**Pour :** [jocelyne.danneels@herault.gouv.fr](mailto:jocelyne.danneels@herault.gouv.fr) <[jocelyne.danneels@herault.gouv.fr](mailto:jocelyne.danneels@herault.gouv.fr)>  
**Copie à :** [isabelle.rousseau@interieur.gouv.fr](mailto:isabelle.rousseau@interieur.gouv.fr) <[isabelle.rousseau@interieur.gouv.fr](mailto:isabelle.rousseau@interieur.gouv.fr)>  
**Date :** 30/05/2013 11:45

Bonjour,

Nous vous prions de bien vouloir trouver, ci-joint, le devis et le rapport modifiés de la visite du site 34-1146 (Montpellier, 5 allée de Carabasse).

Vous en souhaitant bonne réception.

Sincères salutations.

**Béregère RAFFAULT**

Assistante

Eiffage Energie Centre / Service Réseaux de Communications. Informatique et Systèmes

6/8 rue Denis Papin - 37300 Joué les Tours

Tél. : +33 (0)2 47 68 44 43

Fax : +33 (0)2 47 67 81 75

 **EIFFAGE  
ÉNERGIE**  
[www.eiffageenergie.com](http://www.eiffageenergie.com)



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-1142

**Date de la visite :** 29/01/2013

**Nom du site :** ECOLE SARAH BENHARDT (Sirène à installer)

**Adresse Rue:** 175 r Edouard Villalonga

**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :**  
[http://www.gpsfrance.net/adresse-  
vers-coordonnees-gps](http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps)

**Latitude :** -43.644786 43.36559 N.

**Longitude :** 3.908918 3.34208 E

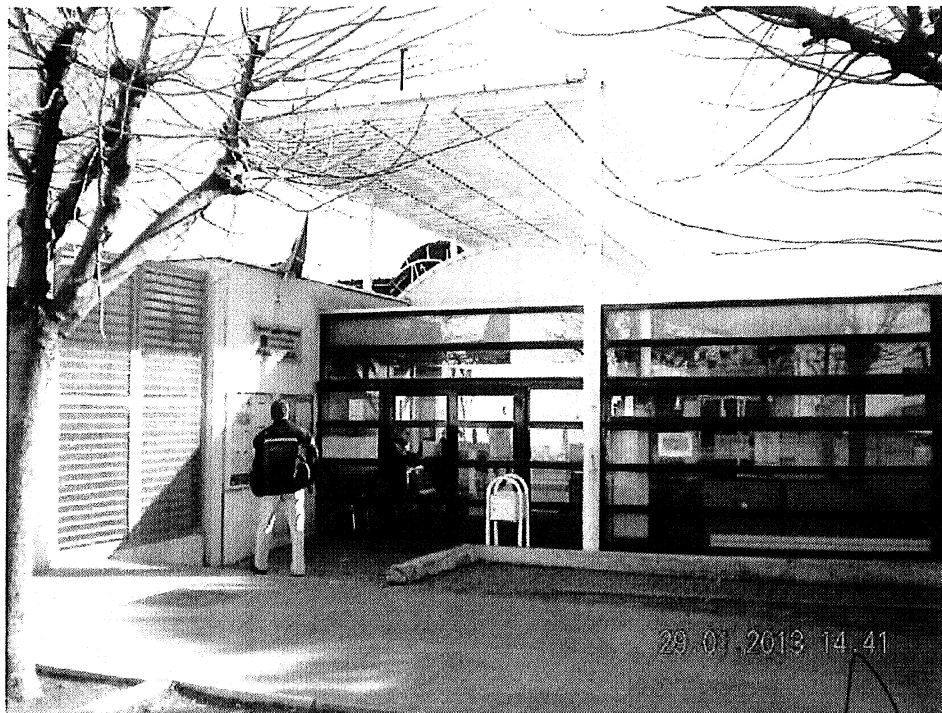
**Propriétaire du site :** COMMUNE DE  
MONTPELLIER

**Exploitant ou occupant du site :** Ecole Primaire

**Sirène étatique :** ☒

**Sirène communale :** ☐

### VUE GENERALE DU SITE



Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet, directeur de cabinet

Référence du document EEVL/RCIS/SAIP/FS/211212

Frédéric LOISEAU





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

Rédacteur EIFFAGE : VANTROYEN  
DATE 29/05/2013

:

#### NOM DES PRESENTS PENDANT LA VISITE :

Propriétaire du site-responsable du site : Mr MELAC  
Exploitant ou occupant du site : Mme ANGELADE  
Préfecture : DANNEELS  
SIDSIC OU SZISC : MATHOUILLET



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	M. MELAC
<b>Fonction :</b>	Responsable Service Scolaire
<b>Tel :</b>	06.27.69.77.37
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	Mme ANGELADE
<b>Fonction :</b>	Permanente Ecole
<b>Tel :</b>	04.67.22.11.72
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 9H/12H et 14H/17H		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Plan de prévention existant :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Préciser :		
CONDITIONS D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : 8/10m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Préciser :		
Un plan de prévention sera réalisé 1 mois avant le début des travaux, avec la Société Eiffage Energie et le responsable de site.		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION			
<b>SPECIFICITES</b>			
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Compteur avec départ protégé avec différentiel :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Tension d'alimentation :	230 VAC <input type="checkbox"/>	Monophasé <input type="checkbox"/>	
	400 VAC <input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé <input checked="" type="checkbox"/>	
Un départ de terre est-il disponible :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Un départ protégé est-il disponible :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
<p><u>Si oui</u> intensité : DG 63A courbe :</p> <p>Emplacement : Armoire Electrique dans salle des maitres de l'Ecole .</p>			
<p><u>Si non</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- branchement direct sur fusibles EDF <input type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct sur réseau EDF <input type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct avec comptage sur réseau EDF <input type="checkbox"/></li> </ul>			
<p><b>Préconisation :</b></p> <p>Sirène + Coffret électrique et Coffret de Commande à installer.</p>			

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE EXISTANTE OU A CREER

Régime de neutre de l'installation :

Emplacement de l'armoire : Dans Salle des Maitres - Armoire Electrique à installer

Type de fixation (murale, au sol...) : murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P): H x L x P

Contacteur intégré dans l'armoire : Oui ☐ Non ☐

Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le : Non fourni

Protection de l'armoire (mise à la terre) : Oui ☐ Non ☐

Câble alimentation de l'armoire Nombre de conducteurs Section

Commande locale de la sirène : Oui ☐ Non ☐

Localisation :

Etat visuel :

Fonctionnement correct (essai effectué) : Oui ☐ Non ☐

Armoire électrique à remplacer : Oui ☐ Non ☐

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Contrôle intensité : phase 1 : / Amp  
phase 2 : / Amp  
phase 3 : / Amp

Nouvelle Installation – Armoire Electrique à placer dans la salle des Maitres de l'école et raccordement sur un départ triphasé 380V 16A courbe D avec Différentiel 300mA + terre qui sera installer par la Mairie dans le tableau électrique situé à proximité. La mairie veillera à assurer la mise à disposition de l'énergie nécessaire au bon fonctionnement des équipements techniques de la sirène .La Puissance demandée étant de 4kW en mode activité de la sirène.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input checked="" type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input type="checkbox"/>	Sirène à Installer	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>			
<b>Type de fixation :</b>			
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Puissance :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Terre raccordée :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Câble d'alimentation de la sirène :</b>		Nombre de conducteurs	Section °
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
Sirène à Installer sur la toiture terrasse de l'Ecole à l'aide d'une Grue + Nacelle.			





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

CHEMINEMENT DES CÂBLES		
<b>Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	A Installer : 50ml	
<b>Câbles entre l'armoire électrique et le départ protégé :</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	A Installer 15ml	
<b>Commentaire :</b>		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :</b>		
Sous tube IRO.		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le départ protégé :</b>		
Sous tube IRO et Faux plafond.		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :</b>		
Le câble d'alimentation entre la sirène et l'armoire électrique passera en partie en faux plafond et ensuite à l'extérieur par une cross existant. (Voir Photos)		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Dans Salle des Maitres - Armoire de Commande à installer

**Type de fixation (murale, au sol) :** Murale

**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H x L x P

**Tension disponible en amont :**

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

**Boitier FT existant à enlever :** Oui ☐ Non ☒

**Puissance disponible en amont :** DG 63A

**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
-----	-------------------------------------	-----	--------------------------

**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :** 3 a 4 barrettes.

**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Oui ☐ Non ☒

**Si oui, emplacement :**

#### Compléments d'information :

Validation du niveau de signal au nouvel emplacement : oui

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SYNTHESE

#### 1-Travaux préalables obligatoires :

- ✚ Mise en place:
  - Un disjoncteur triphasé 380V 16A courbe D avec un Différentiel 300Ma + Terre.
  - Plan de prévention réalisé entre EIFFAGE et le propriétaire ou exploitant des locaux.
- ✚ Autorisation de voirie acceptée par l'autorité compétente.

#### 2-Préconisations de l'Administration au propriétaire du site :

#### 3-Matériel installé sous la responsabilité du ministère de l'intérieur :

Alimentation électrique : Raccordement du nouveau coffret électrique au départ protégé mis à disposition.

Armoire électrique : Nouvelle installation.

✚ Sirène : Nouvelle Installation.

✚ Armoire de commande : Nouvelle Installation.

✚ Déport antenne : Sans Objet.

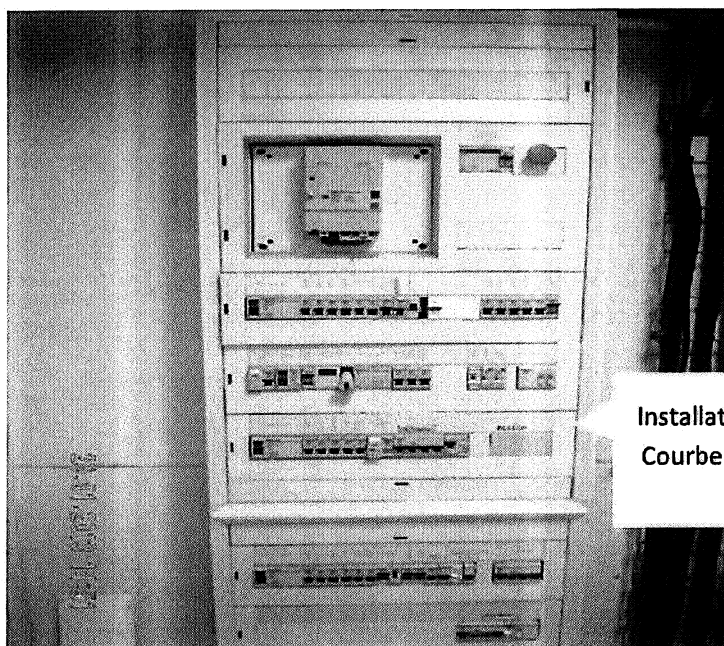
✚ Câble électrique : 65ml.

✚ Nacelle / levage : Grue + Nacelle pour Installation Sirène.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PHOTOS DU SITE

#### Emplacement du Tableau électrique existant



Installation Départ Protégé 16A  
Courbe D + Différentiel 300mA

#### Passage des câbles électriques en faux plafond vers Sirène et Armoire Electrique à Installer

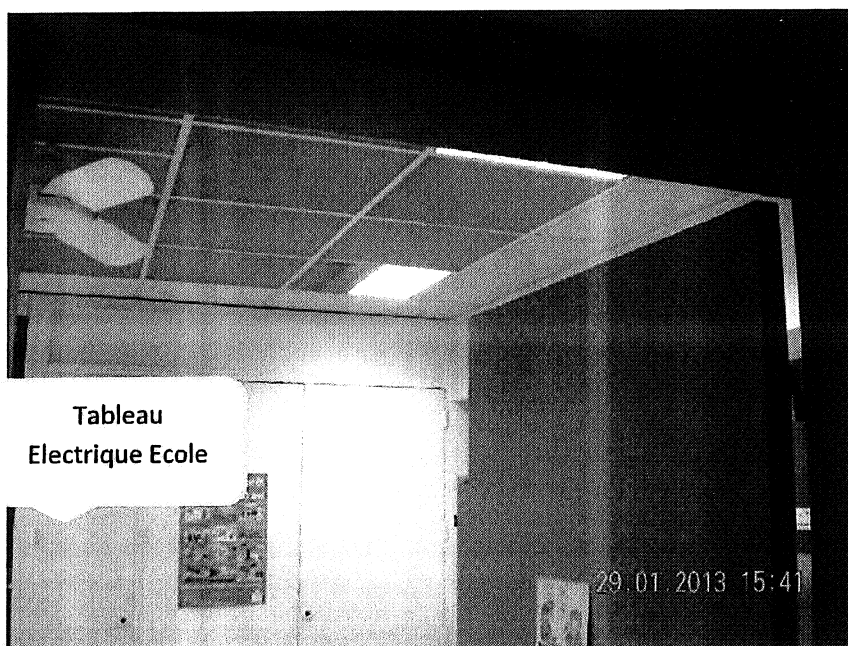
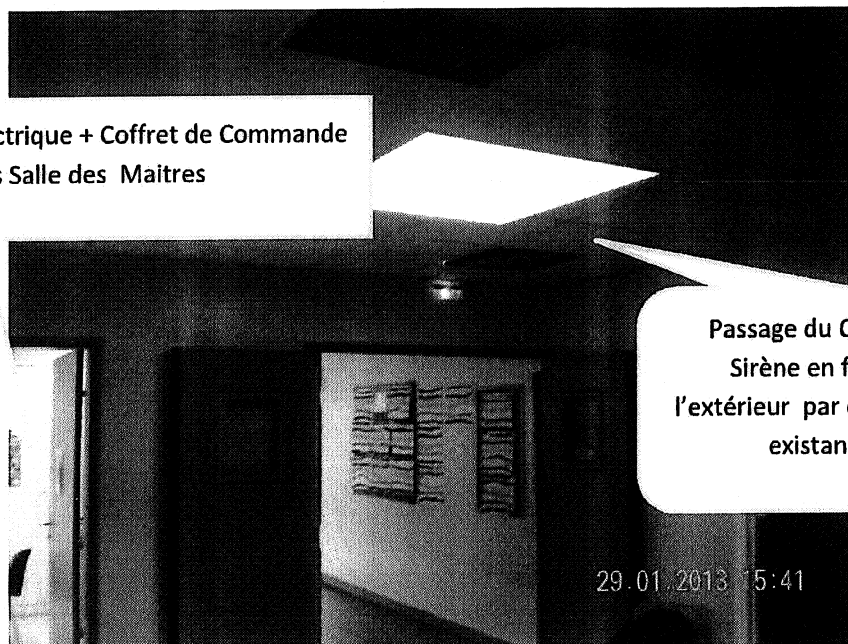


Tableau  
Electrique Ecole

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

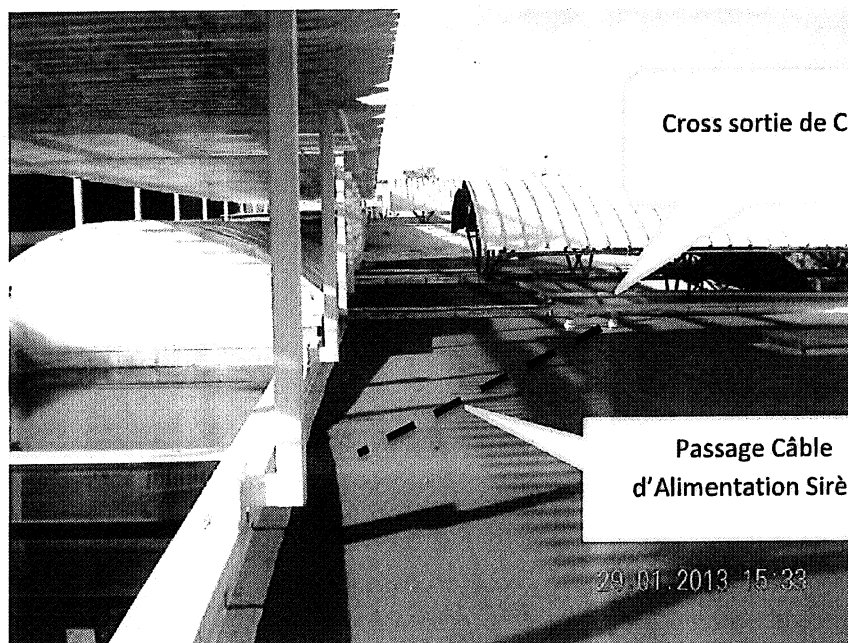
### Passage des câbles d'Alimentation Sirène + Armoire Electrique Sirène

Installation Armoire Electrique + Coffret de Commande  
Sirène dans Salle des Maitres



Passage du Câble d'Alimentation  
Sirène en faux plafond puis à  
l'extérieur par cross de sortie de câble  
existante sur terrasse

### Passage Câble Sirène



Cross sortie de Câble

Passage Câble  
d'Alimentation Sirène

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Installation Sirène sur Mat fixé sur Mur

Position Mat + Sirène  
à Installer Ht 2m au-  
dessus du Mur.



### Position Grue + Nacelle pour Accès Zone de Travaux



Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire :Non Fourni



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-1140

**Date de la visite :** 29/01/2013

**Nom du site :** ECOLE GARIBALDI (Sirène à installer)

**Adresse Rue:** 2 Place Fontjun

**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :**  
[http://www.gpsfrance.net/adresse-  
vers-coordonnees-gps](http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps)

**Latitude :** 43.59307 43.35350 N.

**Longitude :** 3.868429 3.52058 E

**Propriétaire du site :** COMMUNE DE  
MONTPELLIER

**Exploitant ou occupant du site :** Ecole Primaire

**Sirène étatique :** ☒

**Sirène communale :** ☐

### VUE GENERALE DU SITE



Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet, directeur de cabinet

Frédéric LOISEAU

Page 1/17

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

Rédacteur EIFFAGE : VANTROYEN  
DATE 29/05/2013

:

**NOM DES PRESENTS PENDANT LA VISITE :**

**Propriétaire du site-responsable du site : Mr MELAC**  
**Exploitant ou occupant du site : Permanente Ecole**  
**Préfecture : DANNEELS**  
**SIDSIC OU SZISC : MATHOUILLET**





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	M. MELAC
<b>Fonction :</b>	Responsable Service Scolaire
<b>Tel :</b>	06.27.69.77.37
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 9H/12H et 14H/17H		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Plan de prévention existant :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Préciser :		
CONDITIONS D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : 7/8m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<p>Préciser :</p> <p>Un plan de prévention sera réalisé 1 mois avant le début des travaux, avec la Société Eiffage Energie et le responsable de site.</p> <p>Possibilité de passer à l'arrière du Bâtiment pour grutage de la sirène.</p>		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION			
<b>SPECIFICITES</b>			
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Compteur avec départ protégé avec différentiel :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Tension d'alimentation :			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
Un départ de terre est-il disponible :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Un départ protégé est-il disponible :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
<p><u>Si oui</u>      intensité : DG 60A      courbe :</p>			
<p><u>Si non :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- branchement direct sur fusibles EDF <input type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct sur réseau EDF <input type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct avec comptage sur réseau EDF <input type="checkbox"/></li> </ul>			
<p><b>Préconisation :</b> Sirène + Coffret électrique et Coffret de Commande à installer.</p>			

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE EXISTANTE OU A CREER

Régime de neutre de l'installation :

Emplacement de l'armoire : Dans Local technique RdC - Armoire Electrique à installer

Type de fixation (murale, au sol...) : murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P): H x L x P

Contacteur intégré dans l'armoire : Oui ☐ Non ☐

Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le :

Protection de l'armoire (mise à la terre) : Oui ☐ Non ☐

Câble alimentation de l'armoire Nombre de conducteurs Section

Commande locale de la sirène : Oui ☐ Non ☐

Localisation :

Etat visuel :

Fonctionnement correct (essai effectué) : Oui ☐ Non ☐

Armoire électrique à remplacer : Oui ☐ Non ☐

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Nouvelle Installation – Armoire Electrique à placer dans un local technique situé au RdC de l'école et raccordement sur un départ triphasé 380V 16A courbe D avec Différentiel 300mA + terre qui sera installer par la Mairie dans le tableau électrique situé à proximité. La mairie veillera à assurer la mise à disposition de l'énergie nécessaire au bon fonctionnement des équipements techniques de la sirène .La Puissance demandée étant de 4kW en mode activité de la sirène.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input checked="" type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input type="checkbox"/>	Sirène à Installer	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>			
<b>Type de fixation :</b>			
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Puissance :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Terre raccordée :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Câble d'alimentation de la sirène :</b>		Nombre de conducteurs	Section °
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
Sirène à Installer sur la toiture terrasse de l'Ecole à l'aide d'une Grue + Nacelle.			



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

CHEMINEMENT DES CÂBLES		
<b>Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	A Installer : 80ml	
<b>Câbles entre l'armoire électrique et le départ protégé :</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>	A Installer 5ml	
<b>Commentaire :</b>		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :</b>		
Sous tube IRO.		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le départ protégé :</b>		
Sous tube IRO et Faux plafond.		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :</b>		
Le câble d'alimentation entre la sirène et l'armoire électrique passera en partie en faux plafond et ensuite à l'extérieur par le Pignon du Bâtiment et la toiture Terrasse. (Voir Photos)		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Dans Local Technique au RdC. - Armoire de Commande à installer

**Type de fixation (murale, au sol) :** Murale

**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H x L x P

**Tension disponible en amont :**

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

**Boîtier FT existant à enlever :** Oui ☐ Non ☒

**Puissance disponible en amont :** DG 60A

**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**

Oui ☐ Non ☒

**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :** 3 a 4 barrettes.

**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Oui ☒ Non ☐

**Si oui, emplacement :** Antenne à gain à installer sur la toiture terrasse du Batiment.

#### Compléments d'information :

Une Antenne à Gain est nécessaire compte tenu du faible niveau de champ radio dans le secteur.

**Validation du niveau de signal au nouvel emplacement : oui**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SYNTHESE

#### 1-Travaux préalables obligatoires :

- ✦ Mise en place:
  - Un disjoncteur triphasé 380V 16A courbe D avec un Différentiel 300Ma + Terre.
  - Plan de prévention réalisé entre EIFFAGE et le propriétaire ou exploitant des locaux.
- ✦ Autorisation de voirie acceptée par l'autorité compétente.

#### 2-Préconisations de l'Administration au propriétaire du site :

#### 3-Matériel installé sous la responsabilité du ministère de l'intérieur :

Alimentation électrique : Raccordement du nouveau coffret électrique au départ protégé mis à disposition par la commune.

Armoire électrique : Nouvelle installation.

✦ Sirène : Nouvelle Installation.

✦ Armoire de commande : Nouvelle Installation.

✦ Déport antenne : Antenne à gain à installer.

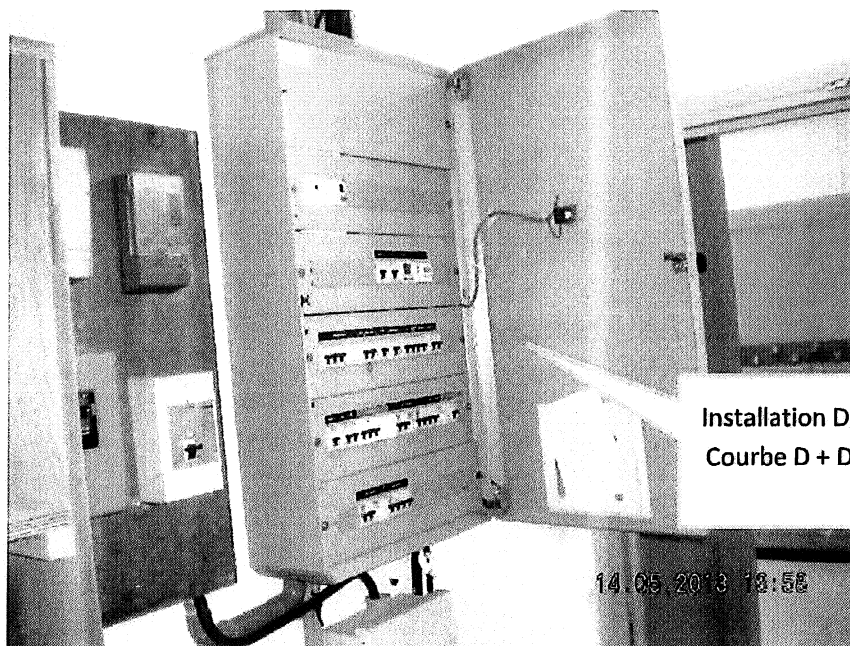
✦ Câble électrique : 85ml.

✦ Nacelle / levage : Grue + Nacelle pour Installation Sirène.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

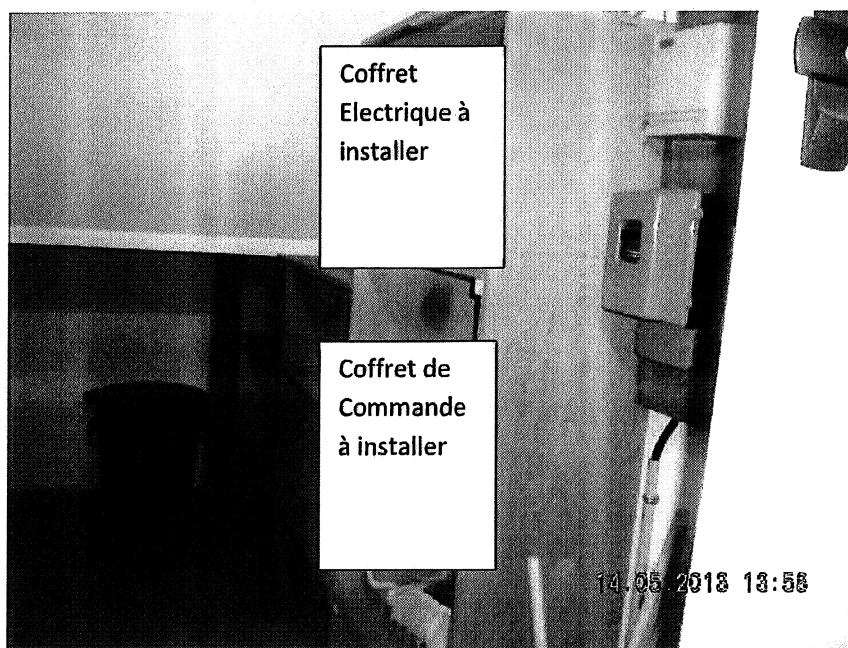
### PHOTOS DU SITE

#### Emplacement du Tableau électrique existant



Installation Départ Protégé 16A  
Courbe D + Différentiel 300mA

#### Installation Nouveau Coffret Electrique et Coffret FT

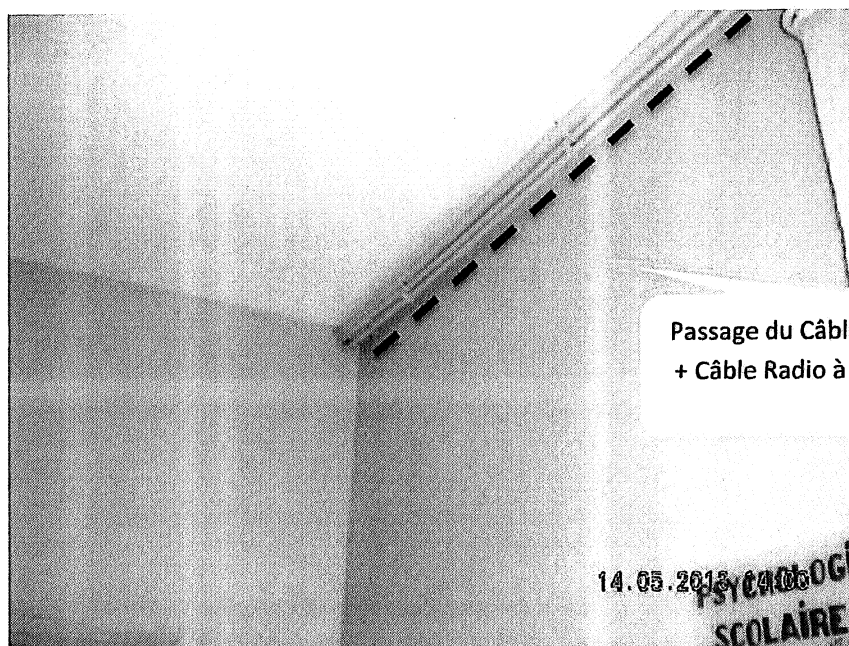


## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Compteur + Disjoncteur + tableau dans local RdC



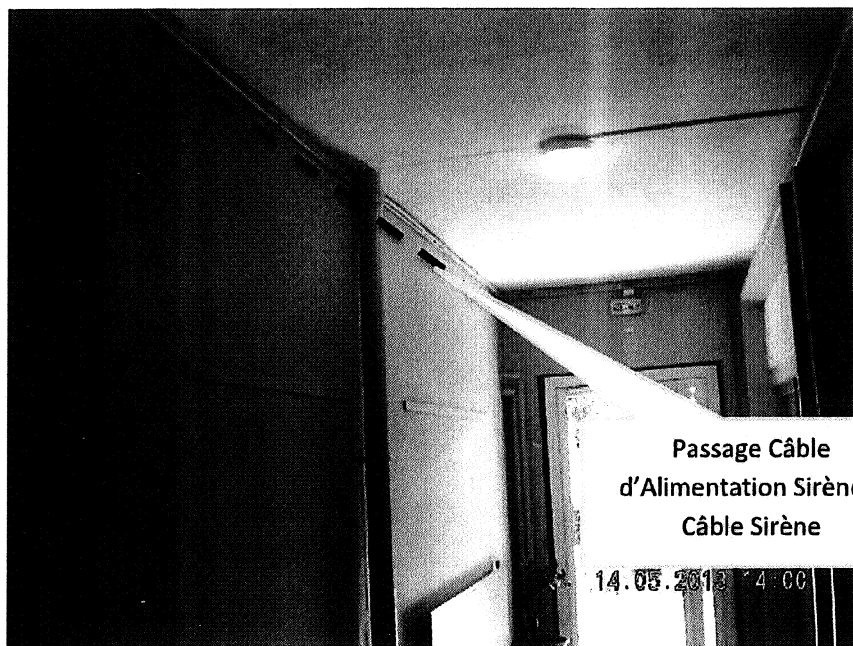
### Passage des câbles d'Alimentation Sirène



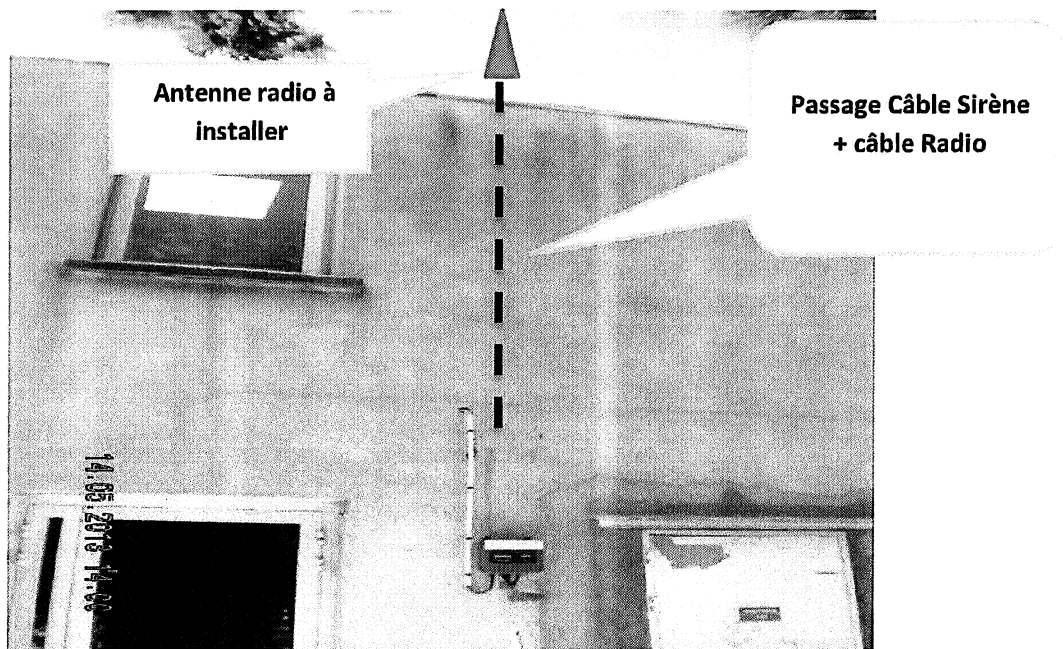
Passage du Câble d'Alimentation Sirène  
+ Câble Radio à l'intérieur du Bâtiment

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Passage Câble Sirène

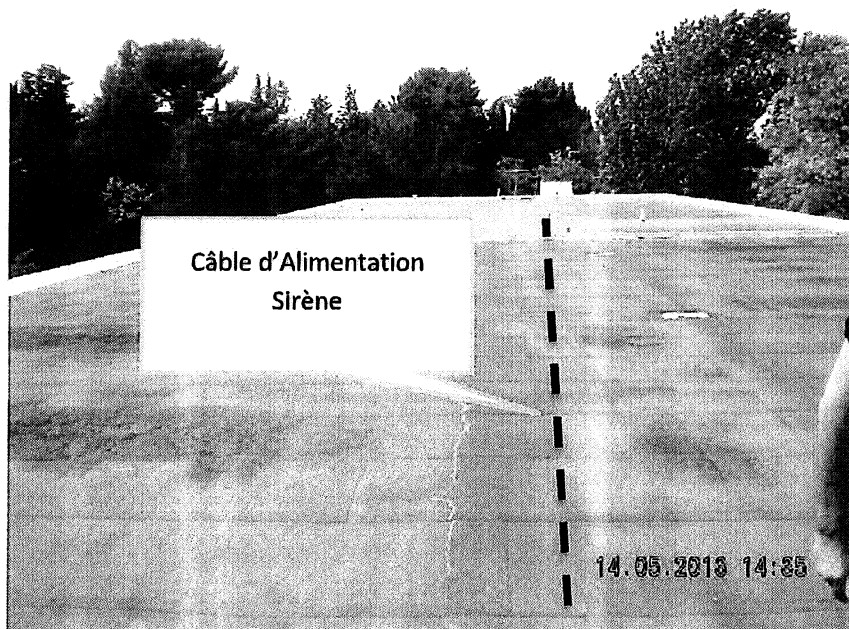


## Système d'Alerte et d'Information des Populations



Passage du Câble Alimentation sur la toiture Terrasse.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations



**Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire :Non Fourni**





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 1144

**Date de la visite :** 14/11/2012

**Nom du site :** ECOLE JEAN MOULIN

**Adresse Rue:** 20 boulevard Mounié

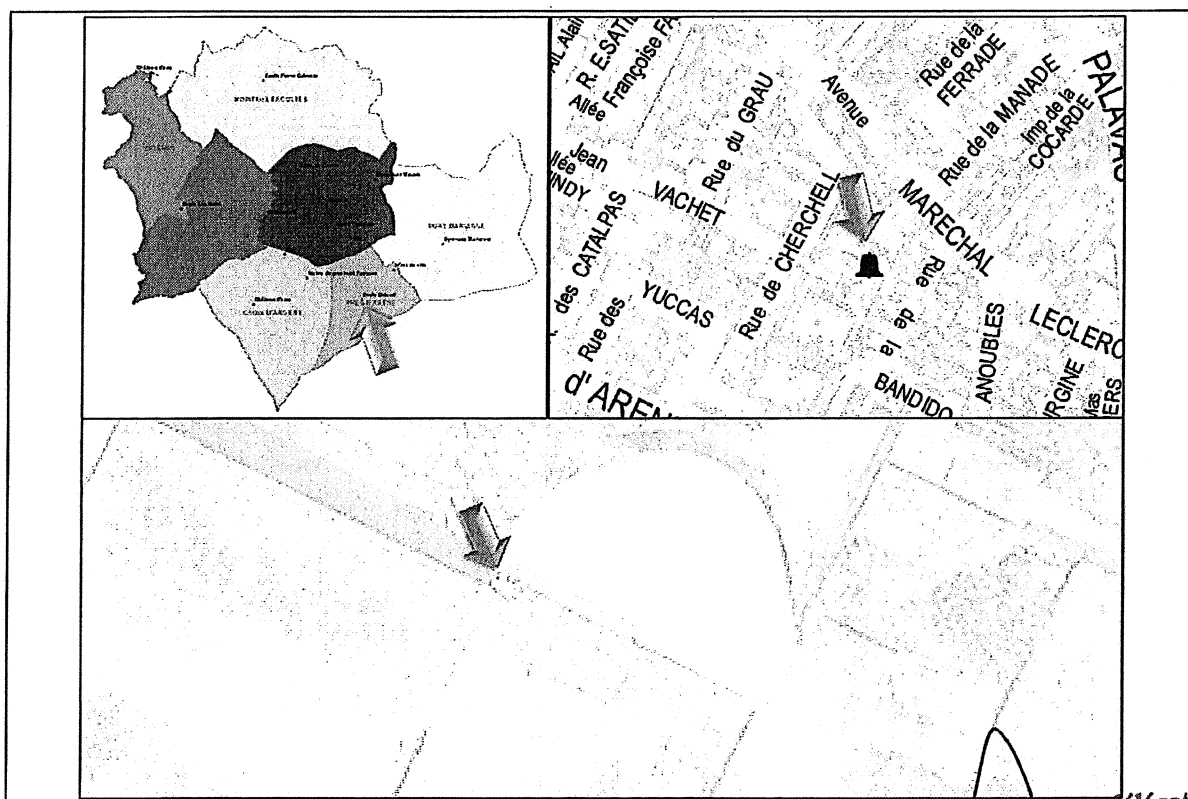
**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :** <http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps>  
**Latitude :** ~~43.619011~~ 43.37083 N.  
**Longitude :** ~~3.891102~~ 3.53282 E

**Propriétaire :** Mairie de Montpellier (Sirène Etatique)

**Exploitant :** Mairie de Montpellier

### VUE GENERALE DU SITE



Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet, directeur de cabinet

Fredéric LOISEAU

Page 1/16



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

**Rédacteur EIFFAGE: BAHOLET**

**Date :14/11/2012**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	M. ARNAUD
<b>Fonction :</b>	Directeur
<b>Tel :</b>	04 67 72 68 17
<b>Fax :</b>	04 67 72 68 17
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	M. LAHOUARI Maachou
<b>Fonction :</b>	Directeur Maison Pour Tous Georges Sand
<b>Tel :</b>	04 67 79 22 18
<b>Fax :</b>	04 67 79 71 64
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX

**Préavis d'intervention :**

Oui ☒

Non ☐

**Horaires d'accès :**

**Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :**

Oui ☒

Non ☐

**Préciser :**

**Documents à prévoir (carte d'identité ...) :**

Oui ☒

Non ☐

**Préciser :**

**Plan de prévention existant :**

Oui ☐

Non ☒

**Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :**

Oui ☒

Non ☐

**Préciser :**

Un plan de prévention devra être réalisé avant l'intervention pour la visite avec la nacelle car accès dans cour d'école, et un autre plan de prévention sera réalisé avant tout démarrage des travaux par EIFFAGE



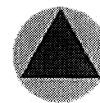
## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment :		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Préciser :</b> Dans la cour de l'école (voir photos pour accès)		
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Préciser :</b>		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION		
<b>SPECIFICITES</b>		
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres :		
Compteur avec départ protégé avec différentiel : Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b> 60Amp 300MA		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

ARMOIRE ELECTRIQUE			
Régime de neutre de l'installation :	TN		
Emplacement de l'armoire :	Dans la cave		
Type de fixation (murale, au sol...) :	Murale		
Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):	H	x L	x P
Tension disponible en amont :			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/> Triphasé <input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/> Triphasé + Neutre <input type="checkbox"/>
Présence onduleur en amont :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Puissance disponible en amont :	60Amp		
Contacteur intégré dans l'armoire :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
	Dans l'armoire <input type="checkbox"/>	Hors armoire <input type="checkbox"/>	
Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le :	Sans objet		
Tension de commande du contacteur :	380V		
Protection de la sirène (mise à la terre) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
	Dans l'armoire <input checked="" type="checkbox"/>	Hors armoire <input type="checkbox"/>	
Commande manuelle de la sirène :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Localisation :	Dans le boîtier électrique		
Etat visuel :			
Fonctionnement correct (essai effectué) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
Armoire électrique à remplacer :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
Remplacer l'armoire électrique existante et la fixer sur la cloison opposée sur le placo.			
Le départ protégé de l'armoire électrique situé dans le TGBT sera changé par la Mairie avec un départ 3x16Amp courbe D avec différentiel 300MA. Actuellement Phase 50.5Amp/5Amp - Phase 2 45Amp/5.6Amp - Phase 36 Amp/5.9Amp			



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input checked="" type="checkbox"/>	En pignon	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>		Pas de note fournie	
<b>Type de fixation :</b>		Sur le pignon	
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Puissance :</b>			
<b>Contacteur intégré dans l'armoire :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Localisation :</b>			
<b>Tension de commande du contacteur :</b>			
<b>Etat visuel :</b>		Une visite par nacelle devra être effectuée	
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
La visite de la sirène n'a pu être réalisée compte tenu des accès. Si besoin une nacelle peut être utilisée pour vérification avec accès par la cour de l'école. Intervention à programmer.			



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### CHEMINEMENT DES CÂBLES

Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:

A conserver ☒

A remplacer ☐

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

Commentaire :

Câbles entre l'armoire électrique et le TGBT :

A conserver ☐

A remplacer ☒

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

3m

Commentaire :

**Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :**

**Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le TGBT :**

1m

**Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Dans le sous-sol local TGBT  
**Type de fixation (murale, au sol) :** Murale à fixer sur placo  
**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H 1,00 x L 0,70 x P  
**Tension disponible en amont :**  
 230 VAC ☐ Monophasé ☐ Triphasé ☐  
 400 VAC ☐ Triphasé ☒ Triphasé + Neutre ☐  
**Puissance disponible en amont :**  
**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**  
 Oui ☐ Non ☐  
**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :** 3 barrettes  
**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Intérieur ☐ Extérieur ☐

#### Compléments d'information :

Dans le sous-sol

#### Validation du niveau de signal au nouvel emplacement :

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### PHOTOS DU SITE

#### Photos de la sirène existante

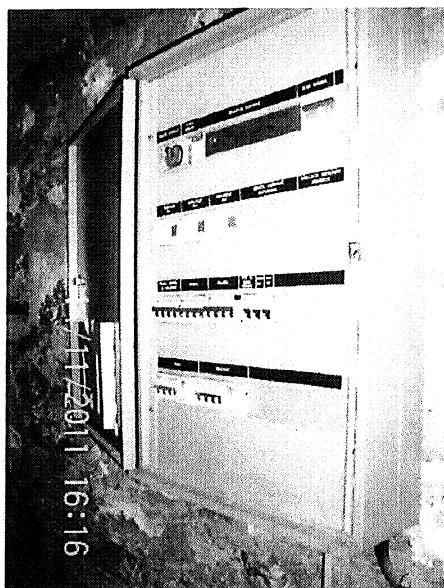


#### Emplacement de l'armoire électrique



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

TGBT



Départ armoire existant  
C32N 10Amp 300MA

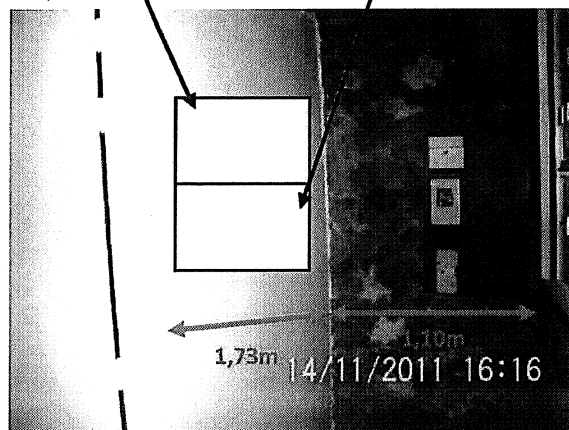


Compteur EDF



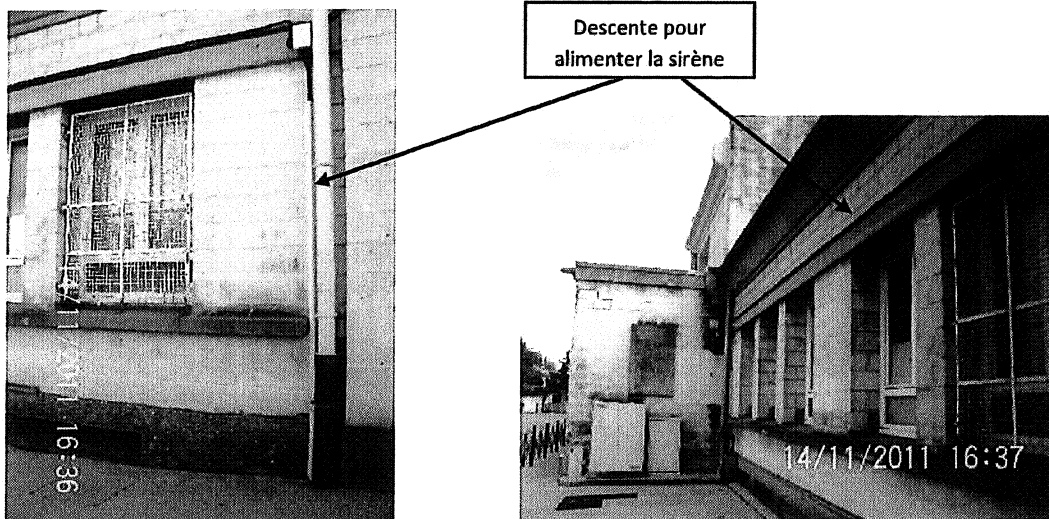
Armoire  
électrique

Armoire de  
commande



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Cheminement du câble existant entre l'armoire de commande et la sirène



### Vue de l'accès pour la nacelle



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire

En attente du Rapport de la Conformité électrique qui doit être fourni par la mairie à La Préfecture

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-1145

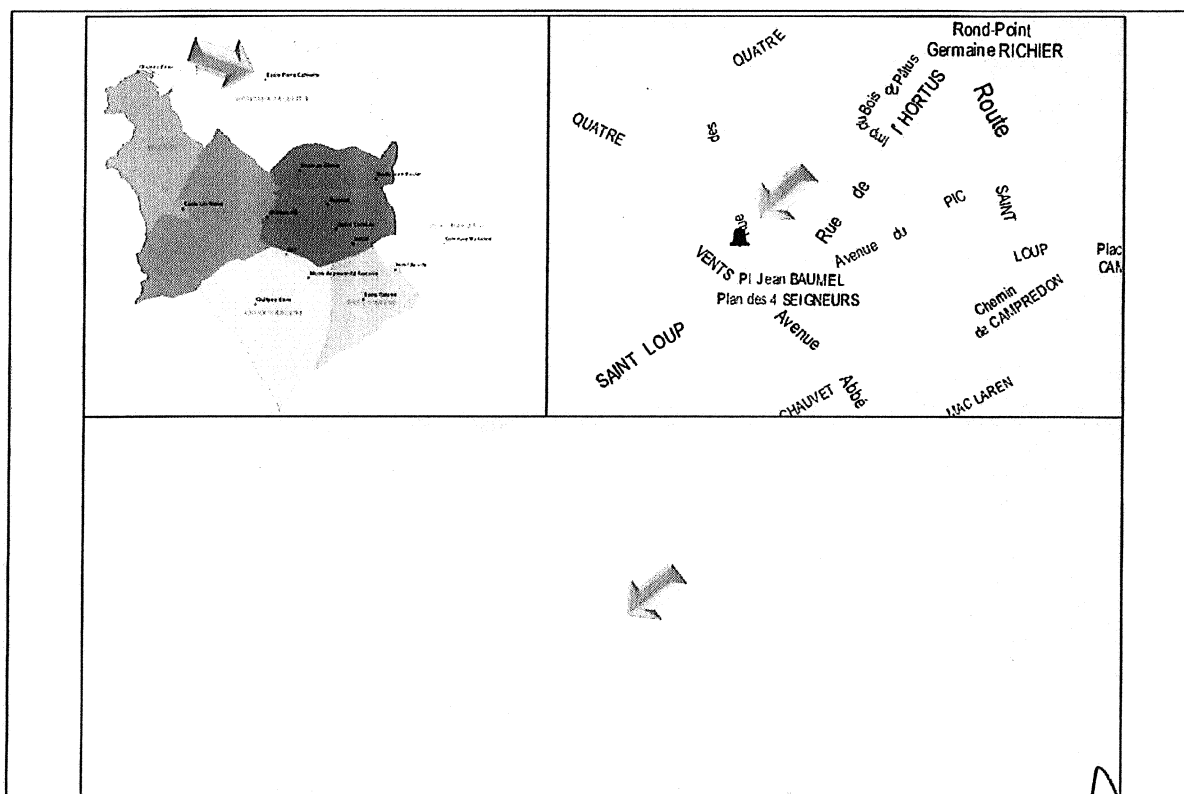
**Date de la visite :** 14/11/2012  
**Nom du site :** ECOLE PIERRE CALMETTE  
**Adresse Rue:** 147 rue des Quatre Seigneurs  
**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :** *Latitude :* 43.641434 43.38290N.  
<http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps> *Longitude :* 3.857083 3.51256E

**Propriétaire :** Mairie de Montpellier (Sirène étatique )

**Exploitant :** Mairie de Montpellier

### VUE GENERALE DU SITE





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

**Rédacteur EIFFAGE: BAHOLET**

**Date :14/11/2012**



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

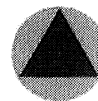
PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	Mr MONIER
<b>Fonction :</b>	Directeur
<b>Tel :</b>	04.67.63.47.25
<b>Fax :</b>	04.67.63.47.25
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	Mr MALINGRE
<b>Fonction :</b>	Centre de Loisir
<b>Tel :</b>	04.99.61.11.26
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 8h00 – 12h00 / 13h30 – 17h00		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :		
	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Plan de prévention existant :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Prévoir un plan de prévention avant travaux		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : 3m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<p><b>Préciser :</b></p> <p>Attention Intervention Grue + Nacelle à partir de la Rue des 4 seigneurs à proximité. Présence de Ligne BT EDF dans la zone d'intervention.</p>		
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<p><b>Préciser :</b></p> <p>Attention pendant les vacances scolaires - Occupation des lieux par le centre Aéré.</p>		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION		
<b>SPECIFICITES</b>		
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres :		
Compteur avec départ protégé avec différentiel : Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b> Actuellement seul un sectionneur pour l'alimentation de l'armoire électrique est en place. Le branchement EDF est en direct et n'a aucune protection La Mairie procédera à la mise en place d'un départ protégé 3x16Amp courbe D avec différentiel 300MA à proximité de l'armoire électrique après le sectionneur.		

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE

Régime de neutre de l'installation : TN

Emplacement de l'armoire : Local sirène

Type de fixation (murale, au sol...) : Murale

Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P): H 0.8 x L 0.77 x P

Tension disponible en amont :

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

Présence onduleur en amont : Oui ☐ Non ☒

Puissance disponible en amont :

Contacteur intégré dans l'armoire : Oui ☒ Non ☐

Dans l'armoire ☐ Hors armoire ☐

Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le : Non

Tension de commande du contacteur :

Protection de la sirène (mise à la terre) : Oui ☐ Non ☒

Dans l'armoire ☐ Hors armoire ☐

Commande manuelle de la sirène : Oui ☐ Non ☐

Localisation :

Etat visuel :

Fonctionnement correct (essai effectué) : Oui ☒ Non ☐

Armoire électrique à remplacer : Oui ☒ Non ☐

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

L'interrupteur de sectionnement se trouve à côté de l'armoire électrique existante.  
La Mairie procédera à la mise en place d'un départ triphasé 16Amp courbe D différentiel 300MA.



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input checked="" type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input type="checkbox"/>		
<b>Présence d'un parafoudre :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>		Non Fournie	
<b>Type de fixation :</b>		Pylônet sur dalle à déposer	
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Puissance :</b>			
<b>Contacteur intégré dans l'armoire :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Localisation :</b>			
<b>Tension de commande du contacteur :</b>			
<b>Etat visuel :</b>			
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>		Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
La sirène est bien alimentée jusqu'à la boîte située au pied de la sirène mais elle ne fonctionne pas. Elle est à changer tout comme son support.			

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### CHEMINEMENT DES CÂBLES

Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:

A conserver ☒

A remplacer ☐

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

Commentaire :

Câbles entre l'armoire électrique et le TGBT :

A conserver ☐

A remplacer ☒

Longueur (dans le cas d'un remplacement) :

2m

Commentaire :

**Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :**

Sous tube IRO

**Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le TGBT :**

Sous tube IRO

**Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :**



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Dans local sirène

**Type de fixation (murale, au sol) :** Murale

**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H 1,00 x L 0.8 x P

**Tension disponible en amont :**

230 VAC	<input type="checkbox"/>	Monophasé	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>

**Puissance disponible en amont :** 16Amp tri

**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**

Oui ☒ Non ☐

**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :** 3 barrettes

**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Intérieur ☐ Extérieur ☐

**Compléments d'information :** Le boîtier FT sera enlevé par Eiffage

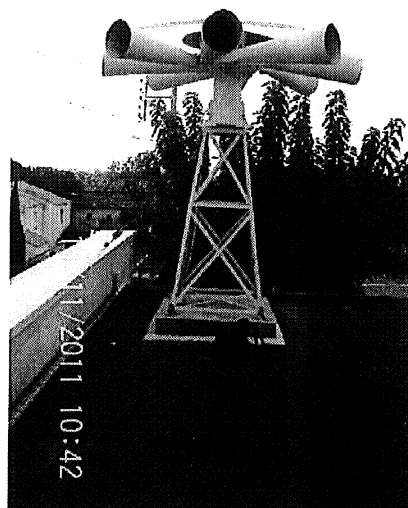
**Validation du niveau de signal au nouvel emplacement :**

**Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :**

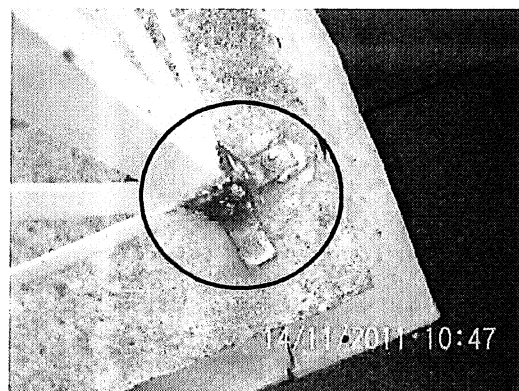
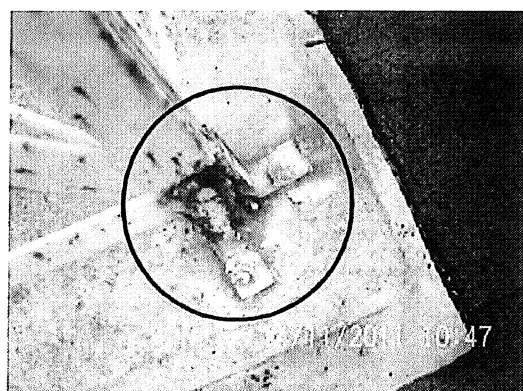
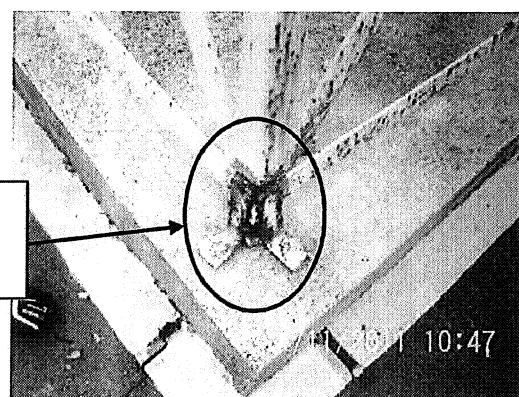
### PHOTOS DU SITE

Photos de la sirène existante

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

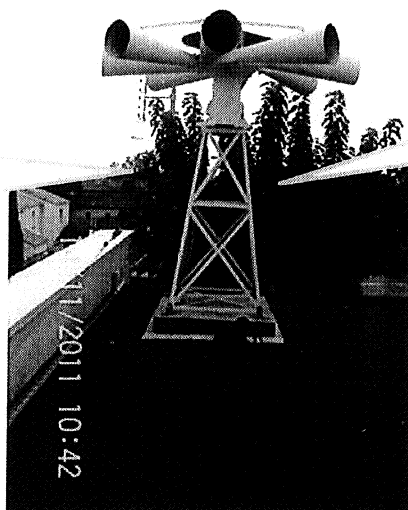


Support Sirène  
Pieds de fixation  
HS



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MAT + NOUVELLE SIRENE  
A INSTALLER SUR DALLE  
BETON



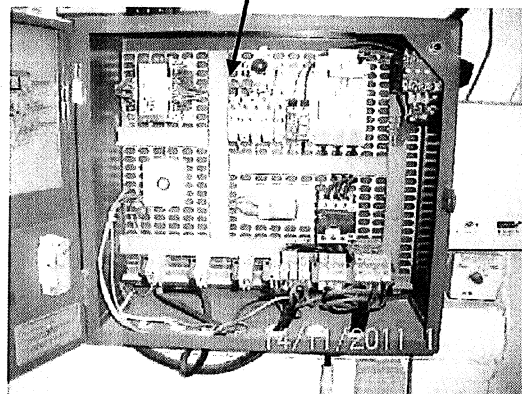
SUPPORT+SIRENE  
A DEPOSER

### emplacement de l'armoire électrique existante

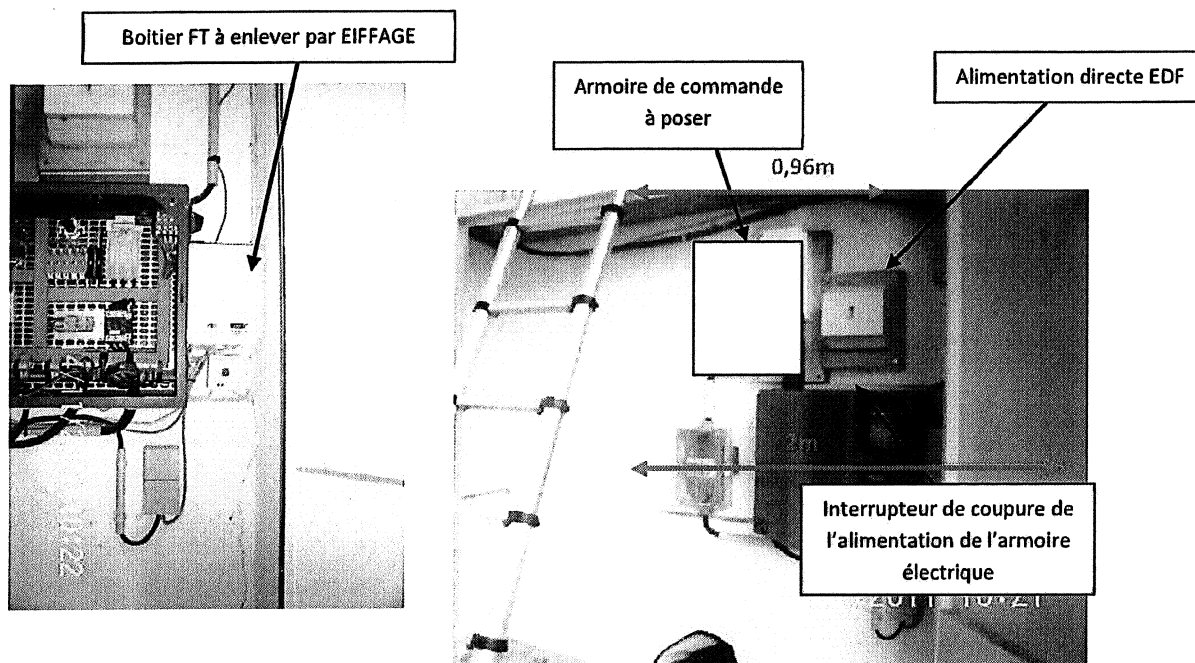
Local avec armoire électrique et  
armoire de commande



Armoire électrique à remplacer



## Système d'Alerte et d'Information des Populations



### Cheminement du câble existant entre l'armoire de commande et la sirène



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire

En attente du Rapport de la Conformité électrique qui doit être fourni par la mairie à La Préfecture



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### RAPPORT VISITE 34-1148

**Date de la visite :** 14/11/2012

**Nom du site :** MONTPELLIER

**Adresse Rue:** Ecole Diderot, 16 rue de la Bandido

**Adresse CP + Ville :** 34000 MONTPELLIER

**Cordonnées GPS en DD :** *Latitude :* ~~43.591858~~ 43.35259 N.  
<http://www.gpsfrance.net/adresse-vers-coordonnees-gps> *Longitude :* ~~-3.886936~~ 3.53146 E

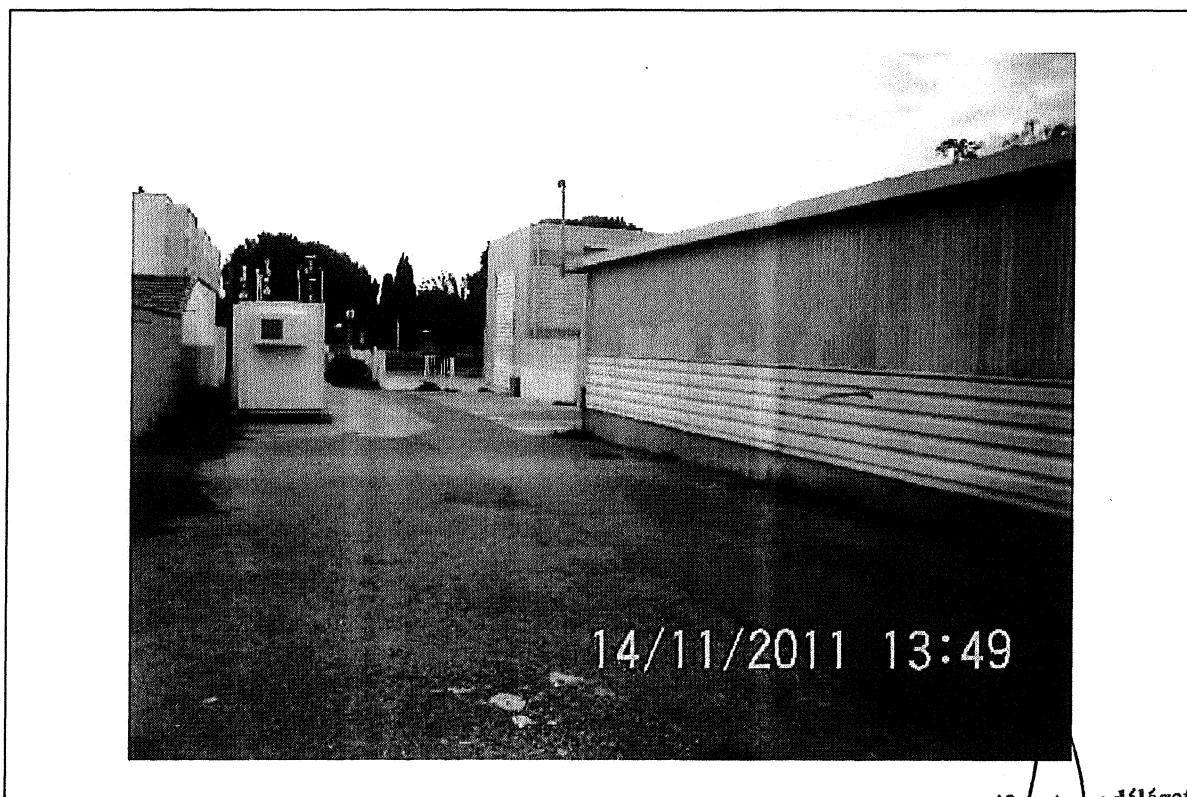
**Propriétaire du site :** Mairie de Montpellier

**Exploitant ou occupant du site :** Mairie de Montpellier

**Sirène étatique :** ☒

**Sirène communale :** ☐

### VUE GENERALE DU SITE







## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SOMMAIRE DE LA FICHE DU SITE

☞ *Renseignements administratifs*

☞ *Renseignements techniques*

☞ *Plans*

☞ *Documentation technique*

☞ *Accord / convention*

☞ *Servitudes*

Rédacteur EIFFAGE : VANTROYEN  
Date : janvier 2013

#### NOM DES PRESENTS PENDANT LA VISITE :

Propriétaire site-responsable du site : M. MELAC

Exploitant ou occupant du site :

Préfecture : Mme DANNEELS

SIDSIC OU SZISC : Mr MATHOUILLET



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements administratifs



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

PERSONNES A CONTACTER (DROIT DE VISITE, ACCOMPAGNEMENT SUR LE SITE, ETC...)	
<b>Nom :</b>	M. MELAC
<b>Fonction :</b>	Responsable des Ecoles – Montpellier
<b>Tel :</b>	06.27.69.77.37
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	M. SCHUMACHER Jean Yves
<b>Fonction :</b>	Responsable secteur
<b>Tel :</b>	04/67/34/72/14
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	Jean-yves.schumacher@ville.montpellier.fr
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	
<b>Nom :</b>	
<b>Fonction :</b>	
<b>Tel :</b>	
<b>Fax :</b>	
<b>e-mail :</b>	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

MODALITES D'ACCES POUR LA VISITE DE SITE ET LES TRAVAUX		
Préavis d'intervention :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Horaires d'accès : 9H00/12H00 et 14H00/17H00		
Equipement de sécurité à prévoir pour la visite (harnais, système anti-chute, masque P3 ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Documents à prévoir (carte d'identité ...) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Plan de prévention existant :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Autres contraintes d'accès (habilitation électrique...) :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
CONDITIONS D'ACCES POUR LES TRAVAUX		
Accès possible aux véhicules lourds :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Hauteur du bâtiment : 8/10m		
Nécessité d'un engin d'accès (nacelle) :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Zone de grutage :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Aires de stationnement :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Contraintes d'accès :	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Préciser :		
Un plan de prévention sera réalisé 1 mois avant le début des travaux, avec la Société Eiffage Energie et le responsable de site.		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

# Renseignements techniques



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

LOCAL D'INSTALLATION	
<b>SPECIFICITES</b>	
Présence d'amiante :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Présence de coupe-feu :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Situation en zone inondable :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Compteur avec départ protégé avec différentiel :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Tension d'alimentation :</b> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div> 230 VAC <input type="checkbox"/>  400 VAC <input checked="" type="checkbox"/> </div> <div> Monophasé <input type="checkbox"/>  Triphasé+Neutre <input checked="" type="checkbox"/> </div> </div>	
Un départ de terre est-il disponible :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Un départ protégé est-il disponible :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
<u>Si oui</u> intensité :      courbe : Emplacement :  <u>Si non :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- branchement direct sur fusibles EDF <input type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct sur réseau EDF <input checked="" type="checkbox"/></li> <li>- branchement direct avec comptage sur réseau EDF <input type="checkbox"/></li> </ul>	
<b>Préconisation :</b> Un départ triphasé 380V 16A courbe D avec différentiel 300mA + terre sera mis à disposition par la commune dans le tableau électrique situé à proximité des nouveaux coffrets de la Sirène.  La mairie veillera à assurer la mise à disposition de l'énergie nécessaire au bon fonctionnement des équipements techniques de la sirène .La Puissance demandée étant de 4kW en mode activité de la sirène.	



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE ELECTRIQUE EXISTANTE OU A CREER

<b>Régime de neutre de l'installation :</b>	<b>Branchement direct sur voie</b>		
<b>Emplacement de l'armoire :</b>	<b>Local Ecole Primaire 1</b>		
<b>Type de fixation (murale, au sol...) :</b>	<b>Murale</b>		
<b>Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):</b>	H	x L	0.86 x P
<b>Contacteur intégré dans l'armoire :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<b>Contrôle annuel de conformité électrique réalisé le :</b>	NON FOUNI		
<b>Protection de l'armoire (mise à la terre) :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<b>Câble alimentation de l'armoire</b>	Nombre de conducteurs	4	Section 6°
<b>Commande locale de la sirène :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<b>Localisation :</b>	Dans local		
<b>Etat visuel :</b>	RAS		
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<b>Armoire électrique à remplacer :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	

#### Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :

Contrôle intensité : phase 1 : 52 / 7.6 Amp  
 phase 2 : 52 / 6.6 Amp  
 phase 3 : 52 / 6.8 Amp

Alimentation de la Terre est raccordée sur le réseau de l'école dans l'armoire de proximité.  
 Raccordement de l'armoire existante directement sur le réseau ERDF sur un coffret placé à l'extérieur – Pas de disjoncteur installé. Le câble d'alimentation vient se raccorder en direct sur le coffret en passant en souterrain.



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

SIRENE			
<b>Emplacement :</b>			
Toiture terrasse	<input type="checkbox"/>		
Edicule sur château d'eau	<input type="checkbox"/>		
Clocher d'église	<input type="checkbox"/>		
Autre (préciser ci-après)	<input type="checkbox"/>	Toiture Tôle Acier	
<b>Présence d'un parafoudre :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
<b>Résistance structure (prise au vent) :</b>			
<b>Type de fixation :</b>			
<b>Fabricant :</b>			
<b>Modèle / référence :</b>			
<b>Puissance :</b>			
<b>Tension d'alimentation :</b>			
230 VAC	<input type="checkbox"/>	Triphasé	<input type="checkbox"/>
400 VAC	<input checked="" type="checkbox"/>	Triphasé	<input checked="" type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
		Triphasé + Neutre	<input type="checkbox"/>
<b>Terre raccordée :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
<b>Câble d'alimentation de la sirène :</b>	Nombre de conducteurs	4	Section 4°
<b>Fonctionnement correct (essai effectué) :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
<b>Son de la sirène conforme au signal d'alerte fixé par l'arrêté du 23 mars 2007 :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
<b>Sirène à remplacer :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Nécessité d'un engin de levage :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles) :</b>			
Deux pavillons de la Sirène sont endommagés.			





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

CHEMINEMENT DES CÂBLES		
<b>Câbles entre la sirène et l'armoire électrique:</b>	A conserver <input checked="" type="checkbox"/>	A remplacer <input type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>		
<b>Câbles entre l'armoire électrique et le départ protégé :</b>	A conserver <input type="checkbox"/>	A remplacer <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Longueur (dans le cas d'un remplacement) :</b>		
<b>Commentaire :</b>		
Le départ protégé sera mis à disposition par la commune dans le tableau électrique situé à proximité des nouveaux coffrets de la Sirène.		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire électrique et l'armoire de commande :</b>		
Passage du câble dans goulotte vers le tableau électrique à proximité.		
<b>Cheminement des câbles entre l'armoire de commande et le départ protégé :</b>		
Passage dans goulotte.		
<b>Compléments d'information (identification des contraintes éventuelles, nature des travaux, carottage, etc...) :</b>		



## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### ARMOIRE DE COMMANDE A INSTALLER

**Emplacement :** Local Ecole Primaire 1  
**Type de fixation (murale, au sol) :** Murale  
**Volume disponible à l'emplacement de l'armoire (H, L, P):** H x L 0.86 x P  
**Tension disponible en amont :**  
 230 VAC ☐ Monophasé ☐ Triphasé ☐  
 400 VAC ☒ Triphasé ☐ Triphasé + Neutre ☒  
**Boitier FT existant à enlever :** Oui ☒ Non ☐  
**Puissance disponible en amont :**  
**Réception suffisante du réseau INPT à l'emplacement présumé de l'armoire de commande :**  
 Oui ☒ Non ☐  
**Niveau de réception (au minimum -105 dbm ou 3 barrettes) :** 2/3 Barrettes  
**Emplacement de l'antenne déportée envisagé :** Oui ☐ Non ☒  
**Si oui, emplacement :**

#### Compléments d'information :

Le boitier FT existant sera déposé par la Ste EIFFAGE.

#### Validation du niveau de signal au nouvel emplacement : oui

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### SYNTHESE

#### 1-Travaux préalables obligatoires :

- ✚ Mise en place:
  - Un départ triphasé 380V 16A courbe D avec différentiel 300mA sera mis à disposition avant toute intervention EIFFAGE
- ✚ Plan de prévention réalisé entre EIFFAGE et le propriétaire ou exploitant des locaux.
- ✚ Autorisation de voirie acceptée par l'autorité compétente.

#### 2-Préconisations de l'Administration au propriétaire du site :

Le bouton local de déclenchement doit être en sécurité et aux normes en vigueur

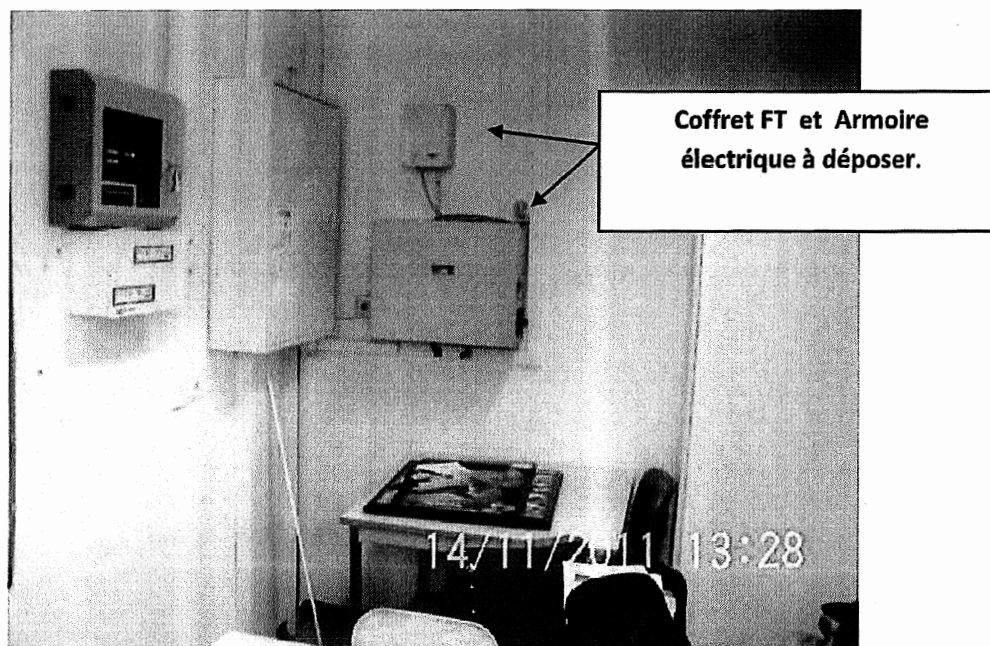
#### 3-Matériel installé sous la responsabilité du ministère de l'intérieur :

- ✚ Alimentation électrique : Raccordement du nouveau coffret électrique au départ mis a disposition
- ✚ Armoire électrique : Installation nouvelle.
- ✚ Sirène : Sans Objet.
- ✚ Armoire de commande : Installation Nouvelle.
- ✚ Déport antenne : Sans Objet.
- ✚ Câble électrique : 3ml
- ✚ Nacelle / levage : sans Objet.

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

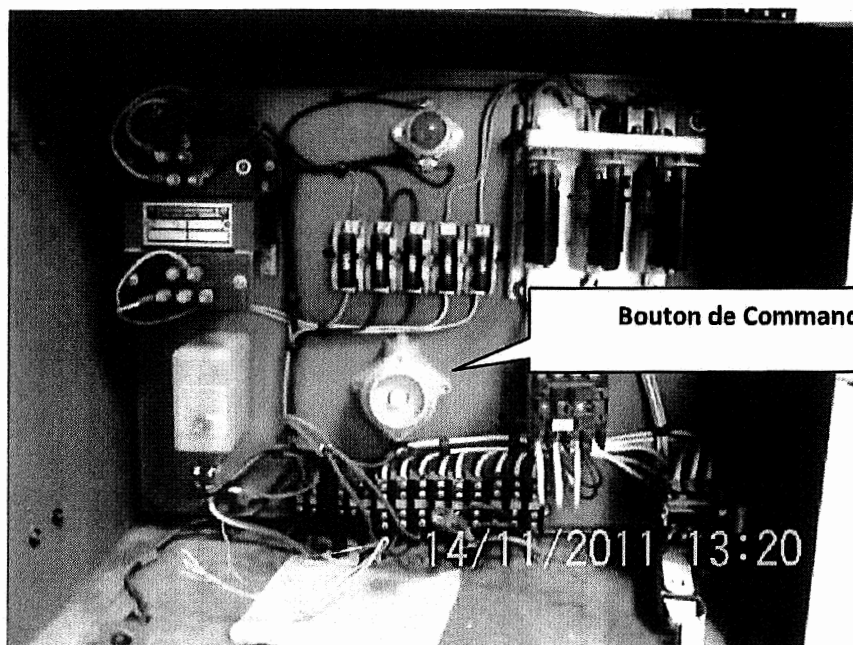
### PHOTOS DU SITE

#### Emplacement de l'armoire électrique et coffret FT existants

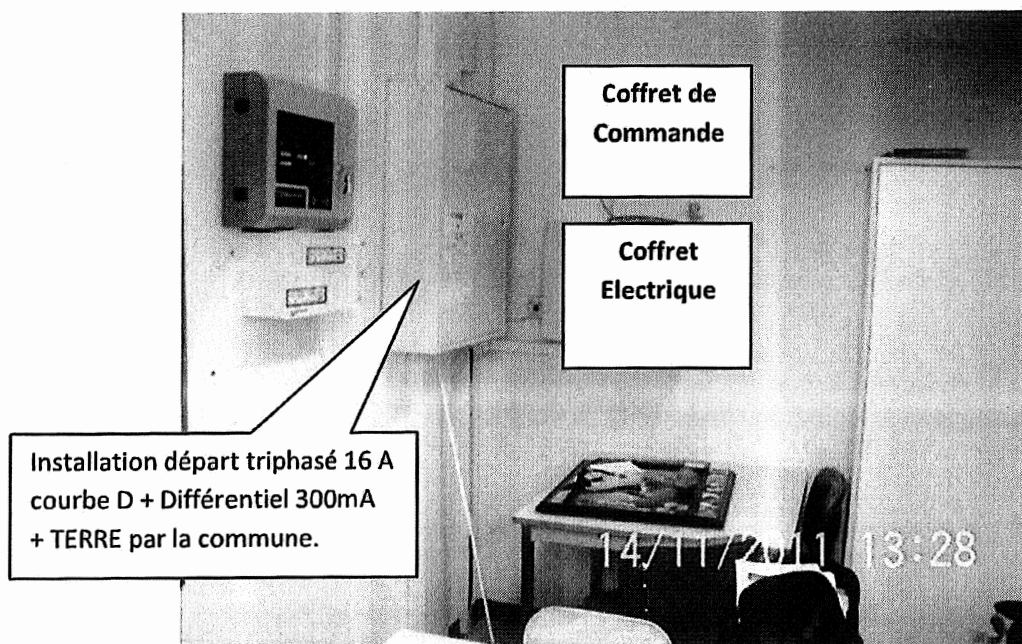


#### Armoire Electrique à déposer

## Système d'Alerte et d'Information des Populations

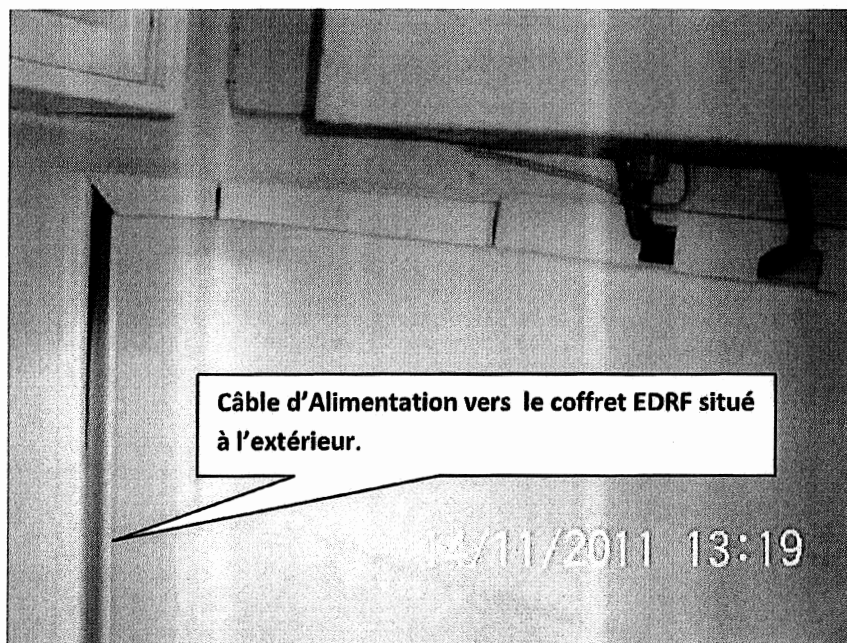


### Mise en Place Nouveau Coffret Electrique et Coffret de Commande Sirène.



### Passage des Câbles dans Goulotte

## Système d'Alerte et d'Information des Populations



**Passage Câble d'Alimentation Sirène vers coffret ERDF.**



**Photo de la sirène existante**

## Système d'Alerte et d'Information des Populations



### Corrosion sur Sirène





## Système d'Alerte et d'Information des Populations

### Rapport de visite annuel de la conformité électrique de l'armoire

Non fourni



## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Travaux d'entretien des bâtiments communaux - Autorisation de signer les marchés à bons de commande

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des travaux d'entretien des bâtiments communaux.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 5 juin 2013 un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3<sup>e</sup> alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics et comportant 17 lots à attribution séparée.

Les prestations feront l'objet de marchés de bons de commande sans minimum ni maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Sur ordre de service, ces marchés démarreront le 23 novembre 2013, exceptés le lot n° 10 « Plomberie » qui démarrera le 19 avril 2014 et le lot n° 15 « Nettoyage de chantier » qui démarrera le 19 mai 2014.

Tous les marchés seront conclus jusqu'au 22 novembre 2014.

Ces marchés pourront être reconduits par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 17 septembre 2013, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

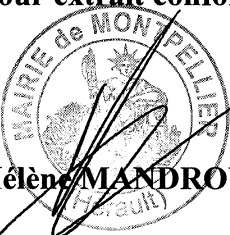
<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprise retenue</i>
1	Démolition	GENIER DESFORGES
2	Gros œuvre	DARVER
3	Maçonnerie - petits travaux	DARVER
4	Charpente - Couverture	LANGUEDOC TOITURES
5	Etanchéité	LANGUEDOC TOITURES
6	Menuiserie PVC- Aluminium- Bois	DUCROT
7	Métallerie	TECHNICFER
8	Cloisons- Faux-plafonds	FPI
9	Electricité	SNEF
10	Plomberie	CHICHE
11	Revêtements de sols durs	SUD AMENAGEMENT
12	Revêtements de sols souples	ST GROUPE SAS
13	Peintures	SOPESUD
14	Rideaux- Protection solaire	ATELIER 19
15	Nettoyage de chantier	CRISTAL NET
16	Curages de réseaux	SOMES
17	Désamiantage	GENIER DESFORGES

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 17 septembre 2013 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Travaux de mise aux normes du Rockstore - Avenants n° 1

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) qui appartient à la Ville.

Le site est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Pour faire suite au contentieux qui oppose ce bâtiment et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolement acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Pour cela, un marché à procédure adaptée a été lancé en lots séparés, et par délibération n° 2012/594 en date du 17 décembre 2012, les marchés ont été attribués, notamment :

- Lot n° 2 : cloisons, doublages, plafonds - CUARTERO
- Lot n° 3 : menuiseries métalliques, serrurerie – O'PURE
- Lot n° 4 : électricité - INEO
- Lot n° 6 : plomberie – MIDI CHAUFFAGE
- Lot n° 9 : chauffage, ventilation, climatisation - SNECC

Il s'avère que le chantier rend nécessaires des travaux supplémentaires pour les raisons suivantes :

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis +	Nouveau montant du marché (HT)	% variation
2	CUARTERO	280 269,11 €	Après démolition des décors, les murs présentent beaucoup de défauts structurels qui rendent nécessaire un doublage coupe-feu complémentaire	27 945,25 €	308 214,36 €	9,97%

3	O'PURE	138 677,20 €	Après sondages, le plancher du local "Central Traitement de l'Air" doit être renforcé à la demande du Bureau de Contrôle. Par ailleurs, des prestations complémentaires doivent être réalisées sur les mains courantes à la demande de la Commission d'Accessibilité	13 320,00 €	151 997,20 €	9,61%
4	INEO	141 713,87 €	Sur demande du Bureau de Contrôle, l'installation électrique située dans une zone hors chantier doit être mise en conformité à la réglementation électrique	7 000,00 €	148 713,87 €	4,94%
6	MIDI CHAUFFAGE	31 849,00 €	Adaptation de chantier suite à la découverte d'un mur porteur après démolition des décors	1 584,00 €	33 433,00 €	4,97%
9	SNECC	49 908,35 €	Adaptation de chantier afin de ne pas traverser une voûte découverte après démolition des décors	2 194,92 €	52 103,27 €	4,40%

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 17 septembre 2013 a émis un avis favorable à la passation d'avenants n° 1 en ce qui concerne les lots 2 et 3 qui font l'objet d'une augmentation du montant initial du marché supérieure à 5 %.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'adopter les avenants n° 1 au marché 2M1363 relatifs aux travaux de mise aux normes du Rockstore.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer cet avenant ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 08 octobre 2013**

**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité**  
**Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture**

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »  
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES  
RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n° 6 : Plomberie - Sanitaires

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

MIDI CHAUFFAGE  
30, avenue G. Clémenceau  
34000 MONTPELLIER

**1 - Renseignements concernant le Marché****Affaire :**

N° 2M1363269. Marché ne procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en Préfecture le 29 janvier 2013.

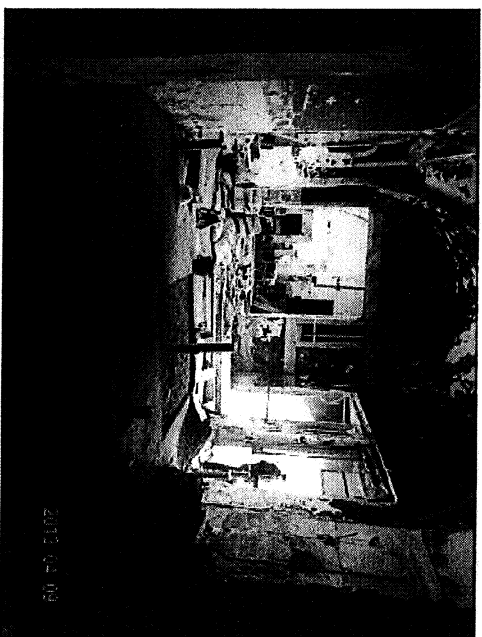
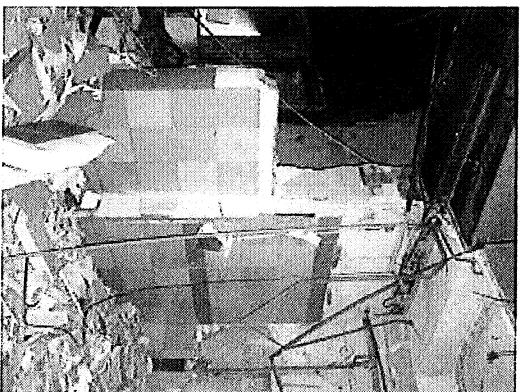
**Montant du marché :**

31 849,00 € HT  
38 091,40 € TTC

**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu. Quelques sondages furent faits mais leur caractère destructif a minimisé leur emploi.

Lors de la déconstruction des anciens décors du Rockstore, et plus particulièrement de l'ancienne zone sanitaire, un porteur a été localisé. Le projet de s'adapter au regard de ce paramètre structurel. La mise en œuvre des raccordements en eau ont donc été plus compliqués. La déviation du réseau de l'étage fut nécessaire.




Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 1 584,00 € HT, soit 1 894,46 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 33 433,00 € HT, soit 39 985,87 € TTC.

La plus-value s'élève donc à 4,97 % du marché initial.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, l'avis de la commission d'appel d'offres est demandé sur cet avenant résultant de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

  
**Laurent BOURLET**



**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité**  
**Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture**

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »  
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES  
RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n° 4 : Electricité

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

INEO Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon  
ZA de la Barquière – « Le Météor »  
BP 20032  
34872 LATTES CEDEX

**1 - Renseignements concernant le Marché**

**Affaire :**

N° 2M1363269. Marché ne procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en Préfecture le 29 janvier 2013.

**Montant du marché :**

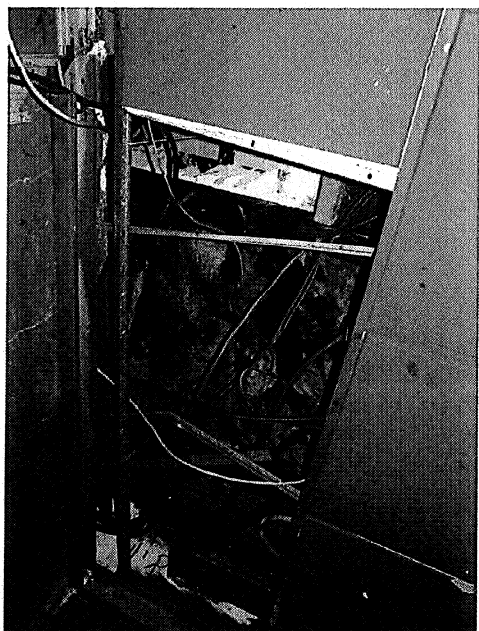
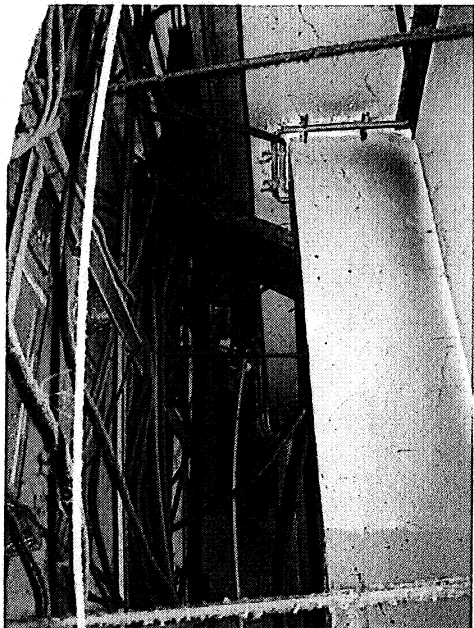
141 713,87 € HT

169 489,79 € TTC

**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu.

Lors de la déconstruction des anciens décors du Rockstore, les murs, devenus apparents, ont révélé des strates d'alimentations électriques mis en place au fil du temps et des projets sans respect de la réglementation.



Le réseau électrique était de conception circulaire. Personne ne pouvant attester du respect de la réglementation de celui-ci, le Bureau de Contrôle a exigé la dépose complète des réseaux existants, injustifiable au regard de la sécurité incendie. Le Bureau de Contrôle a, de plus, imposé la réalisation d'un réseau électrique respectant les mises aux normes réglementaires contre l'incendie afin d'assurer une sécurité maximale pour les personnes.

Le volume des travaux en électricité a donc dépassé la délimitation de la zone de chantier pour prendre en compte le bâtiment dans sa globalité. Le balisage de sécurité en cas d'incendie pour la sécurité des personnes a été demandé par le Bureau de Contrôle sur la totalité de l'établissement ainsi que la mise à la terre des réseaux existants.

Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 7 000,00 € HT, soit 8 372,00 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 148 713,87 € HT, soit 177 861,79 € TTC.

La plus-value s'élève donc à 4,94 % du marché initial.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, l'avis de la commission d'appel d'offres est demandé sur cet avenant résultant de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

**Laurent BOURLET**

Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité  
Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »  
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES  
RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n° 3 : Menuiseries métalliques - Serrurerie

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

O'PURE SARL  
271, rue Le Corbusier  
ZI de Grézan  
30000 Nîmes

**1 - Renseignements concernant le Marché****Affaire :**

N° 2M1363269 Marché en procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en préfecture le 29 janvier 2013.

**Montant du marché :**

Tranche ferme : 103 971.20 € H.T.

Tranche conditionnelle 2 : 34 706 € H.T.

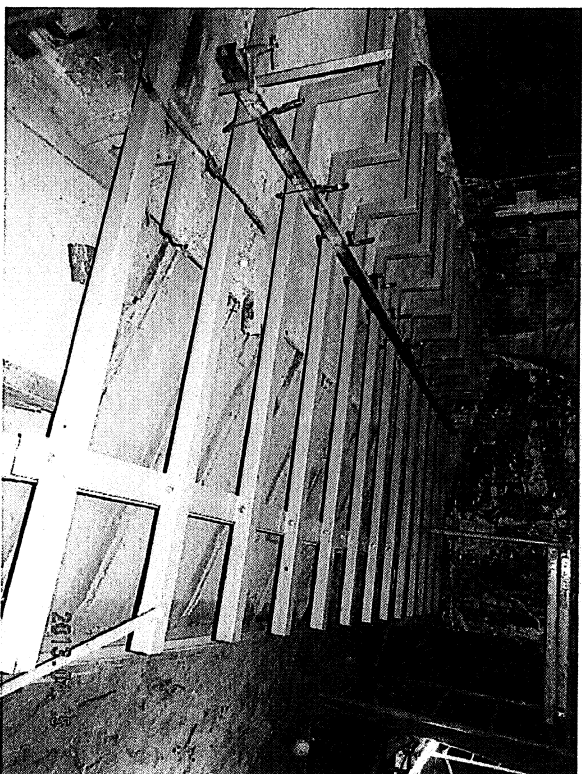
Montant Total : 138 677.20 € H.T.

**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu.

Lors de la déconstruction des anciens décors dans le café Rock, a été mis à jour sur le palier de l'entrée une ancienne fresque datant de l'Odéon. Le projet a été modifié au regard des préconisations des ABF. Des adaptations techniques plus complexes sont nécessaires.

Le local CTA à l'étage s'appuie sur une dalle existante. Le Bureau de Contrôle, après sondage destructif, a demandé une structure déportée (appuie de mur à poutres), afin d'avoir une justification structurelle indiscutable.



Afin d'assurer la sécurité des personnes le Bureau de Contrôle a exigé que la réglementation (les mains-courantes, escalier de scène) s'applique sur le bâtiment dans son ensemble et dépasse la zone définie du projet.

Le système de désenfumage doit être surdimensionné sur les exigences du Bureau de Contrôle.

Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 13 320,00 € HT, soit 15 930,72 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 151 997,20 € HT, soit 181 788,65 € TTC.

La plus-value s'élève donc à 9,61 % du marché initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

  
**Laurent BOURLET**



**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité**  
**Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture**

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »  
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES  
RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n° 3 : Menuiseries métalliques - Serrurerie

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

O'PURE SARL  
271, rue Le Corbusier  
ZI de Grézan  
30000 Nîmes

**1 - Renseignements concernant le Marché**

**Affaire :**

N° 2M1363269 Marché en procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en préfecture le 29 janvier 2013.

**Montant du marché :**

Tranche ferme : 103 971.20 € H.T.

Tranche conditionnelle 2 : 34 706 € H.T.

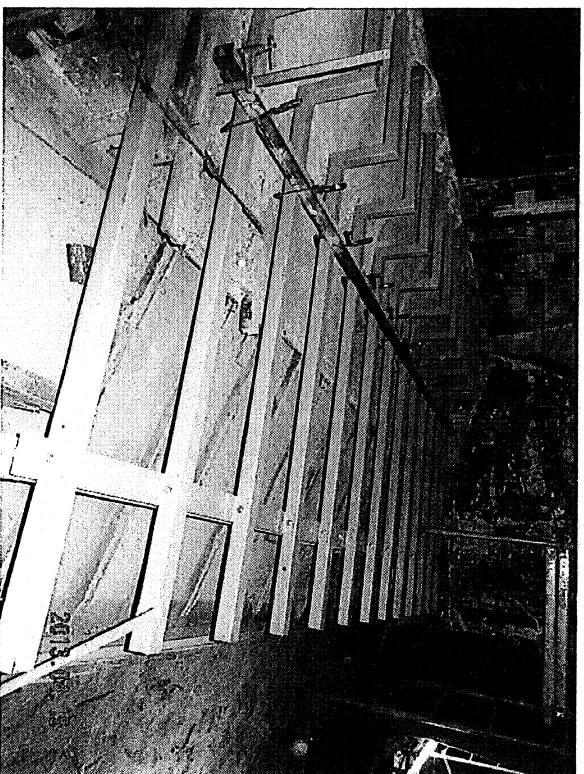
Montant Total : 138 677.20 € H.T.

**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu.

Lors de la déconstruction des anciens décors dans le café Rock, a été mis à jour sur le palier de l'entrée une ancienne fresque datant de l'Odéon. Le projet a été modifié au regard des préconisations des ABF. Des adaptations techniques plus complexes sont nécessaires.

Le local CTA à l'étage s'appuie sur une dalle existante. Le Bureau de Contrôle, après sondage destructif, a demandé une structure déportée (appuie de mur à poutres), afin d'avoir une justification structurelle indiscutable.



Afin d'assurer la sécurité des personnes le Bureau de Contrôle a exigé que la réglementation (les mains-courantes, escalier de scène) s'applique sur le bâtiment dans son ensemble et dépasse la zone définie du projet.

Le système de désenfumage doit être surdimensionné sur les exigences du Bureau de Contrôle.


Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 13 320,00 € HT, soit 15 930,72 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 151 997,20 € HT, soit 181 788,65 € TTC.

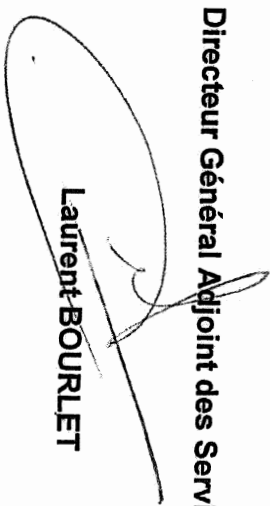
La plus-value s'élève donc à 9,61 % du marché initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

  
**Laurent BOURLET**

**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité**  
**Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture**

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »**  
**TRAVAUX DE MISE AUX NORMES**  
**RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n°9 : Chauffage – Ventilation - Climatisation

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

SNECC  
28, avenue du père Coudrin  
48000 MENDE

**1 - Renseignements concernant le Marché****Affaire :**

N° 2M1363269. Marché ne procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en Préfecture le 29 janvier 2013.

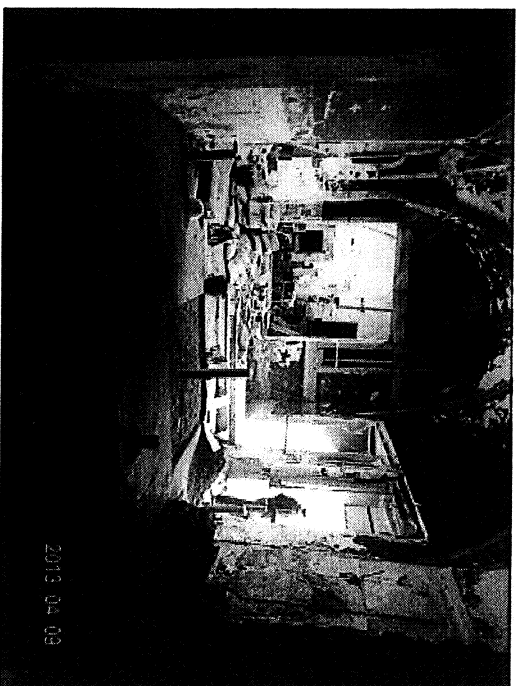
**Montant du marché :**

59 690,39 € HT  
71 389,71 € TTC

**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu. Des sondages furent fait mais étant destructifs, ils furent limités en nombre.

Lors de la démolition des loges, une voute a été mise à jour. Etant dans un bâtiment inscrit, la traversée de celle-ci est interdite par les ABF. Le projet dû s'adapter techniquement et la loge handicapée a dû être ventilée indépendamment de la VMC de l'étage.



Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 2 194,92 € HT, soit 2 625.12 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 61 885,31 € HT, soit 74 014,83 € TTC.

La plus-value s'élève donc à 4,40 % du marché initial.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, l'avis de la commission d'appel d'offres est demandé sur cet avenant résultant de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties.

Le Directeur Architecture et Immobilier

  
Jean-Louis DESTISON

Le Directeur Général Adjoint des Services

  
Laurent BOURLET



**Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité**  
**Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture**

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »**  
**TRAVAUX DE MISE AUX NORMES**  
**RAPPORT D'AVENANT N° 1**

**Objet du marché :**

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes  
Lot n° 2 : Cloisons – Doublages - Plafonds

**Collectivité territoriale :**

Ville de MONTPELLIER  
1, Place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

CUARTERO SAS  
Espace commercial Fréjorgues est  
250 rue de la Jasse  
34130 MAUGUIO

**1 - Renseignements concernant le Marché****Affaire :**

N° 2M1363269 Marché en procédure adaptée, art. 28-1 du code des marchés publics, déposé en Préfecture le 29 janvier 2013.

**Montant du marché :**

Tranche ferme : 197 869.97 € H.T.

Tranche conditionnelle : 82 399.14 € H.T.

Montant total : 280 269.11 € H.T.

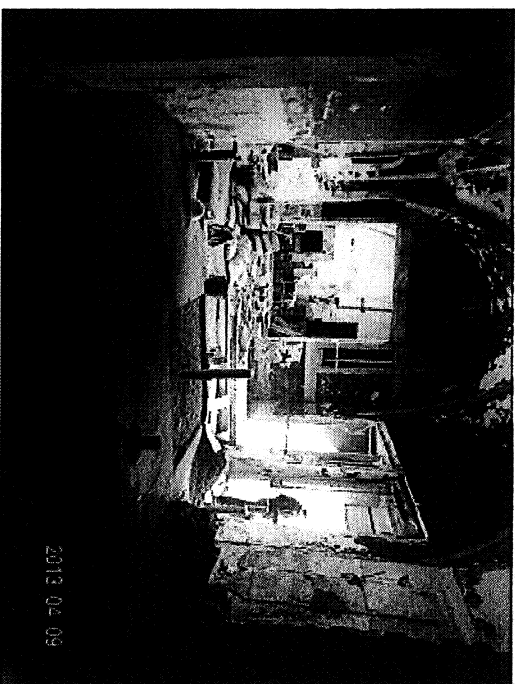
**2 - Renseignements concernant l'Avenant**

Le Rockstore était en activité jusqu'au dernier moment. Tous les murs étaient recouverts de plusieurs strates de matériaux mis en place au fil du temps des différentes utilisations du lieu.

Lors de la déconstruction des anciens décors du Rockstore, les murs, devenus apparents, se sont révélés de très mauvaise qualité. Beaucoup sont composés, sur un même pan, de matériaux différents : certaines parties sont en pierre de tailles, d'autres en briquettes de 10 cm d'épaisseur, en panneaux de bois, en carreau de plâtre. Ces murs composites sont l'héritage des différentes utilisations du lieu, d'anciens réseaux non purgés et toujours encastrés dans l'épaisseur du bâti en témoignent.



D'anciennes portes de communications, rebouchées sans respect des mises en œuvre réglementaires, ont été mises à jour dans certains murs.



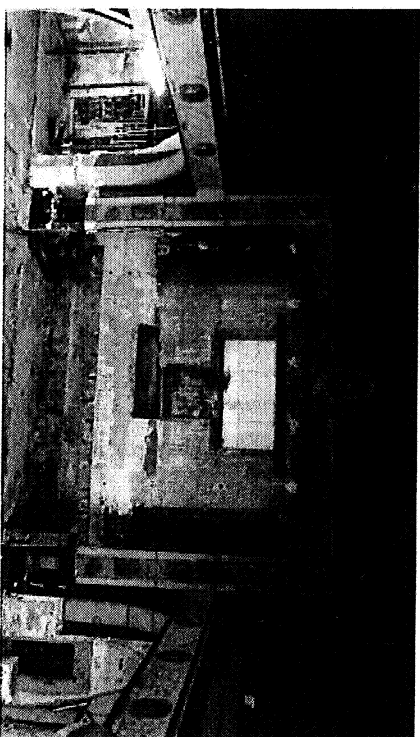
Lors du déblaiement d'un escalier, le retrait de plusieurs mètres cubes de déchets comme d'anciennes tuiles cassées, et débris divers a montré l'usure extrême des marches en pierres. Les murs d'échiffre sont parsemés de trous qui les rendent dangereux à l'utilisation, ce qui nécessite un traitement spécifique en doublage.

Pour certains locaux, comme les rangements, locaux techniques, la tenue au feu des parois existantes est injustifiable au regard de la réglementation incendie. Le bureau de contrôle impose le doublage coupe-feu dans ces locaux, en parois comme en plafond levant ainsi toutes incertitudes pour sécuriser les lieux attendant à une salle de concert recevant plus de 800 personnes. La surface et la complexité des locaux à doubler a donc augmenté.



315

Pour d'autres locaux, la qualité du support est si imparfaite que seul un doublage en BA13 peut rectifier efficacement et durablement le support qui présente trop d'aspérité. La géométrie de l'existant, de voûtes en arc en plein centre nécessite une complexité en temps d'exécution afin de respecter l'architecture des lieux inscrits aux Monuments Historiques.



Le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 27 945,25 € HT, soit 33 422,52 € TTC.

Le montant du marché est donc porté à 308 214,36 € HT, soit 368 624,37 € TTC.

La plus-value s'élève donc à 9,97 % du marché initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

**Le Directeur Architecture et Immobilier**

  
**Jean-Louis DESTISON**

**Le Directeur Général Adjoint des Services**

  
**Laurent BOURLET**

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

INEO MP LR  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur,

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
Salle de concert ROCKSTORE travaux de mise aux normes  
Electricité

*N° du marché :*  
2M13632D

*Notifié le :*  
04 février 2013

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 141 713,87 Euros

---

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : lors de la déconstruction des anciens décors du Rockstore, les murs, devenus apparents, ont révélé des strates d'alimentations électriques mis en place au fil du temps et des projets sans respect de la réglementation. Le bureau de contrôle a exigé la dépose complète des réseaux existants et imposé la réalisation d'un réseau électrique respectant les mises aux normes réglementaires contre l'incendie.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 10/09/2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 7 000 € H.T., soit en toutes lettres : sept mille euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 148 713,87 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 4,94 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Monsieur  
le Directeur

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS



### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHES  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

MIDI CHAUFFAGE  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
Salle de concert ROCKSTORE travaux de mise aux normes  
Plomberie

*N° du marché :*  
2M13632F

*Notifié le :*  
04 février 2013

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 31 849,00 Euros

---

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : lors de la déconstruction des anciens décors du ROCKSTORE et plus particulièrement de l'ancienne zone sanitaire, un mur porteur a été localisé. Le projet est de s'adapter au regard de ce paramètre structurel. La mise en oeuvre des raccordements en eau a donc été plus compliquée. La déviation du réseau de l'étage fut nécessaire.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 09/09/2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 1 584,00 € H.T., soit en toutes lettres : mille cinq cent quatre-vingt quatre euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 33 433,00 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 4,97 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

#### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHES  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

#### Titulaire du marché :

SNECC  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
Salle de concert ROCHSTORE travaux de mise aux normes  
Chauffage ventilation climatisation

*N° du marché :*  
2M13632I

*Notifié le :*  
04 février 2013

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 49 908,35 Euros

---

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : lors de la démolition des loges, une voute a été mise à jour. Etant dans un bâtiment inscrit, la traversée de celle-ci est interdite par les architectes des bâtiments de France. Le projet a du s'adapter techniquement et la loge handicapée a du être ventilée indépendamment de la VMC de l'étage.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 20/08/2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 2 194,92 € H.T. soit en toutes lettres : deux mille cent quatre-vingt quatorze euros quatre-vingt douze centimes H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 52 103,27 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 4,40 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Immeuble 'Les Restaurants de l'Esplanade' Club Age d'Or Antonin Balmés Contrat de location Ville de Montpellier / C.C.A.S.

### Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 1993 et bail de longue durée du 13 septembre 1993, la Ville de Montpellier a mis à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale des locaux situés dans l'immeuble « les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe » destinés à l'installation du Club de l'Age d'Or Antonin Balmés.

Ce bail, consenti à compter du 13 septembre 1993 pour une durée de 18 ans, est arrivé à son terme au 12 septembre 2011.

Le CCAS ayant souhaité rester dans les lieux, il a été conclu successivement 2 avenants prorogeant la durée de cette mise à disposition jusqu'au 12 septembre 2013 :

- avenant n° 1 en date du 27 juillet 2011
- avenant n° 2 en date du 11 octobre 2012

Le CCAS souhaite bénéficier de ce local pour y maintenir les activités proposées.

Les parties se sont rapprochées et ont convenu à la demande du CCAS la rédaction du présent contrat pour une durée de trois ans supplémentaires à compter du 13 septembre 2013.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de passer un contrat de location d'une durée de trois ans à compter du 13 septembre 2013 moyennant un loyer semestriel de 10 557,66 euros,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le contrat de location et tout acte relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013





Montpellier mille et une vies

**D.A.I.**

Direction Architecture et Immobilier

Service Patrimoine Sécurité

Pôle Immobilier

## CONTRAT DE LOCATION

Entre les soussignés :

D'une part,

**La Ville de Montpellier,**  
**représentée par son Maire Hélène MANDROUX** dûment habilité par délibération en date du

ci-après dénommée le Bailleur,

d'autre part,

**Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier représenté à l'effet des présentes par sa Vice-Présidente Madame FOURTEAU en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 29 avril 2008**

ci-après dénommée le Preneur.

### IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 1993 et bail de longue durée du 13 septembre 1993, la Ville de Montpellier a mis à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale des locaux situés dans l'immeuble « les Restaurants de l'Esplanade de l'Europe » destinés à l'installation du Club de l'Age d'Or Antonin Balmés.

Ce bail, consenti à compter du 13 septembre 1993 pour une durée de 18 ans, est arrivé à son terme au 12 septembre 2011.

Le CCAS ayant souhaité rester dans les lieux, il a été conclu successivement 2 avenants prorogeant la durée de cette mise à disposition jusqu'au 12 septembre 2013 :

- avenant n° 1 en date du 27 juillet 2011
- avenant n° 2 en date du 11 octobre 2012

Les parties se sont rapprochées et ont convenu à la demande du CCAS la rédaction du présent contrat de location l'autorisant à rester dans les locaux.

## **CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente location est soumise à l'article 1708 et suivants du Code Civil et en particulier les articles L. 2211-1, L.2221-1 et L.2222-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques visant le domaine privé. Elle est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le Preneur s'oblige à exécuter et accomplir.

### **ARTICLE 2 - DUREE**

Le présent contrat de location est consenti pour une durée de 3 ans, à compter du 13 octobre 2013, renouvelable de façon expresse par période successive d'une année.

Il pourra être dénoncé à tout moment, soit d'un commun accord ou à la demande de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois.

### **Article 3 – LOYERS ET CHARGES**

Le présent contrat est consenti et accepté moyennant un loyer semestriel de 10 557,60 euros payable par avance que le Preneur s'oblige à payer au Trésorier Principal Municipal.

Le Preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

### **ARTICLE 4 – INDEXATION DU LOYER**

Ce montant sera révisé annuellement au 1<sup>er</sup> octobre en fonction des variations de l'indice du coût de la construction calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2013 soit 1646.

En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

### **ARTICLE 5 – CESSION ET SOUS-LOCATION**

Il est interdit au Preneur :

- de concéder la jouissance des lieux loués à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et de sous-louer en tout ou en partie ;
- de céder son droit au présent bail.

### **ARTICLE 6 – AMENAGEMENTS - MODIFICATIONS**

Le Preneur pourra faire effectuer dans les lieux loués, tous aménagements et modifications de son choix sous réserve toutefois d'avoir obtenu l'accord écrit du Bailleur et de les faire effectuer à ses frais, sous sa responsabilité. Le Preneur devra s'assurer du respect de la réglementation en vigueur.

Le preneur sera tenu, en fin de bail, de laisser tous travaux d'amélioration ou de modification ou tous travaux neufs sans indemnité au Bailleur, à moins que ce dernier ne préfère exiger la remise des lieux loués en leur état primitif, le tout aux frais du Preneur.

## **ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX**

Le Preneur accepte dès maintenant, dans le cas où le Bailleur désirerait vendre son immeuble, de laisser visiter les lieux par toute personne munie d'une autorisation du Bailleur ou de son mandataire tous les jours ouvrables entre 14 à 17 heures.

Le Bailleur a le droit de faire visiter quand bon lui semble, les lieux loués par ses représentants ou son architecte, dans les mêmes conditions que ci-dessus, mais seulement pour se rendre compte de l'état de l'immeuble et des travaux qui pourraient être nécessaire et d'y faire pénétrer tous entrepreneurs et ouvriers pour effectuer lesdits travaux.

Il demeure entendu qu'en cas de péril ou de force majeure, les visites ci-dessus mentionnées pourront être effectuées à tout moment même en dehors des heures et jours précédemment indiqués.

Les lieux pourront également être visités, dans les mêmes conditions de jours et heures, par toute personne susceptible de les prendre en location, pendant les six derniers mois du bail, ou à partir du jour où le locataire aurait fait sa demande de renouvellement de bail en vertu des lois en vigueur, ou aurait dénoncé le présent bail, ou aurait laissé passer le délai légal sans faire de demande de renouvellement.

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS GENERALES**

Les parties, pendant le cours du présent bail, seront soumises aux obligations résultant de la loi et des usages.

Le bail est en outre consenti et accepté aux conditions suivantes que le Preneur s'engage à exécuter :

1°) Le Preneur devra, pendant la durée du bail, entretenir les lieux loués en bon état de réparations locatives et d'entretien.

2°) Le Preneur devra faire assurer à une Compagnie notoirement solvable contre l'incendie, toutes explosions, le dégât des eaux, le mobilier, le matériel ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins, et il devra justifier au Bailleur du paiement des primes.

3°) Le Preneur devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière par son fait ou celui de ses employés.

4°) Le Preneur s'engage à supporter sans indemnité ni diminution de loyer, l'exécution des grosses réparations, dusse la durée de celles-ci excéder quarante jours.

5°) Il est convenu de façon expresse entre le Preneur et le Bailleur que ce dernier ne pourra en aucun cas être rendu responsable, à aucun titre, du vol dont le Preneur pourrait être victime dans les lieux loués ou dans les parties communes de l'immeuble.

Le Preneur s'engage à faire son affaire personnelle d'assurer la fermeture des locaux et d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance de ses affaires personnelles.

6°) Aucun fait de tolérance de la part du Bailleur, quelle que soit la durée, ne pourra créer un droit en faveur du Preneur, ni entraîner aucune dérogation aux obligations qui incombent au Preneur en vertu du bail, de la loi ou des usagers, à moins de consentement exprès et par écrit du Bailleur.

7°) De son côté, le Bailleur s'engage à tenir les lieux loués clos et couverts selon l'usage et à assurer le fonctionnement des équipements de l'immeuble sans qu'il puisse résulter pour lui une responsabilité quelconque, du fait de la cessation temporaire du fonctionnement, pour cause de réparation, révision.

## **ARTICLE 9 – SECURITE DU PUBLIC**

L'activité du Preneur implique que le bien loué doit répondre à la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Le Preneur est tenu de s'assurer que les installations et les équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec celle-ci.

Le Preneur devra s'assurer que les issues de secours sont parfaitement dégagées de tout obstacle.

## **ARTICLE 10 – CONDITIONS PARTICULIERES**

Il est formellement convenu qu'aucune des conditions insérées au bail ne pourra, en aucun cas, être réputée comminatoire, mais au contraire, qu'elles doivent toutes recevoir leur pleine et entière exécution, sans quoi le bail n'eût pas été conclu.

## **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, à savoir :

- le Preneur au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier,
- le Bailleur en l'Hôtel de Ville de Montpellier.

Fait en quatre exemplaires.

A Montpellier, le

**Le Preneur :**

**La Vice-Présidente du CCAS**

**Christiane FOURTEAU**

**Le Bailleur :**

**Le Maire de la Ville  
de Montpellier,**

**Hélène MANDROUX**